APACHE



Tant de rêves...

TOUS ENSEMBLE
GRÈVE GÉNÉRALE DÉFINITIVE

AFRIQUE AMÉRIQUE Librairie Ori

...temps de grève

APACHE N°8 • PRINTEMPS 1996 • PRIX "LIBRE" (sauf librairie : 15F)

Apache est le journal d'un collectif d'individus qui partagent un même dégoût pour ce vieux monde de pourriture et d'ennui. Tout comme nous partageons une même envie de créer une société égalitaire qui respecterait l'individu et où les mots classe sociale, Etat, marchandise, salariat, flic, patriarcat... ne serviraient plus qu'à décrire le passé.

Et même si cette société n'est pas pour demain, nous avons la volonté de vivre dès maintenant des rapports humains à la mesure de nos rêves et de nos passions.

Notre potentialité à foutre en l'air ce vieux monde est directement liée à notre capacité à ne pas le reproduire dans nos actions et dans nos modes de pensée.

Nous voulons qu'Apache soit l'expression d'une dynamique où la pratique du collectif aurait autant de valeur que le résultat sur le papier. Nous accordons plus d'importance à des idées que l'on essaye de vivre, qu'à des théories dont la pratique n'effleure même pas le salon où elles ont été pondues.

Nous ne voulons pas d'une division du travail entre intello-rédacteurs (rédactrices) d'une part, colleur(se)s d'affiches et vendeur(se)s de journaux d'autre part. Notre volonté de respecter la libre expression nous amène à donner la priorité à l'éclosion de textes et de créations des individus participant au collectif. C'est pourquoi les textes sont signés et n'engagent que leurs auteurEs.

••••••••••••••••••••••••

Apache is a magazine, gathering individuals who share the same disgust for this rotten and boring old world, as we share the same desire to create a egalitarian society, in which the individual will be respected, and the old words like social class, state, merchandise, salary, police and patriarchy will only be used to describe the past.

Maybe this society is not for tomorrow, but we want to live right now and have relationships as big as our dreams and passions are.

Our desire to fuck up this old world is linked with not reproducing it in our actions and ways of thought.

We want Apache to be a dynamic where the collective action is as important as the result on the paper.

So we think that trying to live according to one's ideas is more interesting than thinking of theories and forgetting action.

We also don't want to divide work between intellectuals/editors on one side and posters gluers/salers on the other side.

Our desire to respect freedom of speech brings us to give priority to what the individuals write and create, that's why the writings are signed and only represent the authors.

••••••••••••••••••••••••

Apache es el periódico de un colectivo de personas que comparten un mismo asco por este viejo mundo de podredumbre y aburrimiento. Asi como compartemos un mismo deseo de crear una sociedad egalitaria que respeta al individuo y en la cual las palabras, clase social, Estado, mercancía, salariado, policía, patriarcado... no sirvieran sino para describir el pasado.

Aun si esta sociedad no es para mañana, tenemos la voluntad de vivir ya relaciones humanas a la medida de nuestros sueños y de nuestras pasiones.

Nuestra fuerza para botar este viejo mundo es directamente relacionada con nuestra capacidad de no reproducirlo en nuestras acciones y en nuestras maneras de pensar.

Queremos que Apache sea la expresión de una dinámica en la cual la práctica del colectivo tuviera tanto valor cómo el resultado en el papel. Damos mas importancia a las ideas que uno trata de vivir que a las teorías cuya práctica ni siquiera roza el salón donde fueron paridas.

No queremos una división del trabajo entre intelo-redactores/as por una parte, pegadores/as de afiches y vendedores/as del periódico por otra.

Nuestra voluntad de respetar la libre expresión nos lleva a dar la prioridad al surgimiento de textos y creaciones de personas participando al colectivo. Es por eso que los textos son firmados y solo comprometen a sus autores/as.

EDITORDU*



Sacrée époque glaciaire
Où roucoule
Un réel cauchemar
Et la sécu...
Enverra des lettres de toutes les couleurs
pour brouiller les pistes
Dans le malaise ambiant
Avec le printemps
Broyé par l'ordre sécuritaire.

* Cadavre exquis du collectif Apache en panne d'idéto ! Sinon, la chose importante qu'il fallait dire, c'est que ce numéro est truffé de fôtes d'orthographe qui ont malencontreusement échappé à la vigilance de vichypirate...

FORCÉMENT SOMMAIRE

La photo de la couverture a été prise lors d'une manif de décembre 1995 sur le boulevard Arago à Paris.

PADI (Apache) • BP 232
75624 PARIS Cedex 13 • FRANCE

Directrice de publication : ARCHIS Anne
Impression : IPNS

Commission paritaire : prochainement
N° ISSN : dans pas longtemps
Dépot légal : très bientôt

☛ **les textes et BD sont signés et n'engagent que leurs auteurEs**

DES "GALEUX" PORTENT PLAINTE !!!

On ne compte plus les révélations et les témoignages sur le Groupe antiterroriste de libération (GAL) auteur entre 1983 et 1987 de 40 attentats (et 27 morts) visant les réfugiéEs basques principalement, au Pays Basque Nord. C'est suite aux témoignages de deux commissaires espagnols (Amedo et Dominguez) en décembre 1994 que le « dossier GAL » est réouvert. Ceux-ci en prison depuis 1988 se « mettent à table » et impliquent leurs supérieurs hiérarchiques. Des flic français sont aussi mis en cause.

Il est établi que le GAL a été créé par les plus hautes instances du gouvernement espagnol (et notamment Gonzalez président du gouvernement et leader du parti socialiste (PSOE)) avec la collaboration des polices espagnoles et françaises. Si les médias espagnols en parlent depuis plus d'un an, les militantEs basques le disent depuis plus de dix ans...

Quant aux responsabilités de la police française, tout est fait pour qu'elles n'éclatent pas au grand jour. Depuis ces nouveaux témoignages, les avocatEs des familles des victimes du GAL demandent à la Chancellerie la réouverture des dossiers, sans succès pour l'intant. Et lorsque certainEs étalent la vérité dans les rues, ce n'est pas sans conséquence. En octobre une affiche signée par Herriaren Alde (HA, groupe politique abertzale anticapitaliste) est collée au Pays Basque Nord, reprenant les informations largement diffusées dans la presse basque et espagnole (El Mundo) où des flics français étaient nommément accusés de complicité. Le 19 octobre, un militant d'HA et l'imprimeur sont interpellés et relachés aussitôt. Par contre un mois après, trois flics (Hélie, Etcheto et Cathala) portent plainte pour diffamation contre ces deux personnes qui sont citées à comparaître au tribunal correctionnel le 7 décembre. les flics réclament 500 000 F de dommage et intérêt.

D'autre part Cathala a engagé une procédure à l'encontre de deux hebdomadaires abertzale « Enbata » et « Ekaitza », et d'un autre imprimeur, qui ont aussi repris les déclarations d'un flic espagnol (Carillo) qui faisait état du versement de grosses sommes d'argent au commissaire Cathala en échange d'informations sur les réfugiéEs basques au Pays Basque Nord.

Cathala s'est retrouvé contraint et forcé de porter plainte contre le quotidien « El Mundo ». L'affaire est passée devant la Justice le 8 février et reportée à plus tard.

La comparution du 7 février n'a duré que trois minutes dans un palais de justice en état de siège où il y eut quelques bousculades entre les CRS et 200 personnes venues manifester leur solidarité avec les inculpés ; l'audience étant reportée au 22 février. Celle-ci eut lieu dans une ambience identique et après trois heures de bataile de procédure, les accusés quittèrent la salle. Le verdict sera remis le 27 mars.

D'autre part les choses semblent se précipiter avec le dépôt d'une plainte contre Cathala pour « complicité d'assassinat et corruption » par la fille d'un journaliste basque assassiné par le GAL en 1985. Et puis la justice française est à son tour mise en cause : Christophe Seys, ancien juge d'instruction à Bayonne, dans des entretiens avec des journaux français courant février 1996, raconte qu'à partir du moment où des noms de fonctionnaires français sont apparus dans son enquête, on a chercher à freiner considérablement ses recherches. Toujours dans le même registre, le ministère de l'Intérieur vient de répondre par la négative (dossier classé « secret défense ») à un complément d'enquête au sujet de Georges Mendaille (inspecteur de la DST, membre du GAL et incarcéré à Bayonne dans l'attente de son procès).

● *Opossum*

Article réalisé à partir du mensuel « Courant alternatif » et d'informations transmises par Herriaren Alde. **HA, 23bis tonneliers karrika, 64100 Baiona**

GAL (suite)

Entre 1983 et 87 : 40 attentats, 27 morts, 30 blessés parmi les réfugiés basques ou la population du Pays Basque nord

CATHALA RIPOU et complice des tueurs

"...Nous faisions la bringue avec des policiers français pour qu'ensuite ils acceptent les pots de vin". Ainsi parle Angel Lopez Carillo, officier de police en Gipuzkoa à l'époque du GAL. Depuis 9 mois les révélations s'accumulent dans l'Etat espagnol et après la hiérarchie policière ce sont les sommets de l'Etat qui sont mis en cause dans le dossier GAL : Barrionuevo ex-ministre de l'intérieur et même F. Gonzalez. On sait maintenant que plusieurs flics français et notamment **CATHALA** commissaire de la PAF, **MEDGE** son bras droit (décédé) ou **Pierre HASSEN** (toujours en poste à Hendaye) ont reçu de grosses sommes d'argent en échange d'infos sur les réfugiés basques. - **Des infos qui servaient aux tueurs du GAL.**

Et parmi les autres, **Boslé** (PJ), **Gali** (commissaire à Biarritz), **Hélie** (commissaire à Bayonne), **Etcheto** (RG)... ainsi que les responsables de la DST et de la gendarmerie :

JE NE SAIS PAS CE QUI ME RETIENT DE VOUS ARRÊTER...

GAL

Etchebelz / ENBATA

qui d'autre a touché la manne des flics espagnols ? Et en échange de quoi ?

LA LOI DU SILENCE !

Juges, procureurs, responsables politiques locaux, ministres socialistes de l'époque, personne ne bouge. C'est l'amnésie totale. Cela ressemble à une association de malfaiteurs !

JUSQU'A QUAND ?

HA Herriaren Alde

GAL : terrorisme d'Etat contre la volonté de souveraineté du peuple basque



Illustration tirée de la BD de Comes « Silence »

CHAPEAU JUPPE, TU NOUS AS REVEILLE !

pancarte anonyme



MÊME si cela reste encore trop peu perceptible, le mouvement de l'hiver 95 a eu des répercussions profondes sur les mentalités. Ce mouvement était l'expression de tous ceux et celles qui sont toujours du coté des perdant-e-s, des lésé-e-s. En effet la force de ce mouvement est que chacun/e pouvait en être acteurs/trices, pouvait se le réapproprier. Et cela malgré l'anesthésie des médias et la leçon de «surf» des syndicats (CGT et FO).

Au début de la grève à la SNCF ce sont bel et bien les bases qui ont poussé Blondel, Viannet et leur clique à se radicaliser et à pousser le mouvement. Ainsi dès le 22 novembre le mouvement de grève se déclara -sans préavis, ni couverture syndicale- dans de nombreux sites censés disparaître avec le contrat de plan SNCF. Autre fait marquant -mis à part en 68 et 86- lorsqu'il y a une grève unitaire à la SNCF, on s'en sort toujours avec 1 train sur 3 ou quelque chose de ce genre. Là alors que les premières journées de grèves étaient seulement appelées par un syndicat (pas toujours le même), le trafic était nul (à part quelques grandes lignes). C'est-à-dire que les travailleurs/ses ont dépassé-e-s les appareils, s'unissant dans la lutte. C'est alors seulement, poussées par cette détermination des grévistes, que les centrales syndicales reprirent le flambeau. Comme l'explique un cheminot gréviste: «N'ayant pas l'initiative mais sentant la colère monter, les organisations syndicales décidèrent de soutenir les grévistes ; l'unanimité à la base étant telle qu'elles ne pouvaient qu'accompagner le mouvement en cours et tenter d'en encadrer le développement.» Elles surent alors être de fines tacticiennes, car sans se griller vis-à-vis des grévistes elles continrent la grève dans un espace où leur rôle de partenaires sociaux restait valide. D'ailleurs un des facteurs qui aida les syndicats à contenir ce mouvement est que les revendications étaient quasiment uniquement défensives. On a ainsi pu entendre à la fin de la grève: « on a gagné nos acquis » (sic).

Il est évident que vis-à-vis du plan Juppé les syndicats auraient préféré le négocier dans les salons comme ils en ont l'habitude et comme ils l'avaient prévu. En effet, leur place prépondérante dans le système de la sécurité sociale les rend sensibles à tout projet la concernant; il y a là des intérêts d'argent et jeu de pouvoir évident. On peut penser que lors de contacts officieux, une position trop rigoureuse du gouvernement les a poussé à l'affrontement.

En fait on peut se demander à ce niveau si ce sont les grévistes qui se sont servi-e-s des structures syndicales pour mener leur lutte, ou les syndicats qui se sont servis du mécontentement pour réaffirmer leur rôle ? Mais il serait fallacieux et méprisant vis à vis des grévistes de croire que l'initiative serait partie des syndicats. Il apparaît qu'ils ont su tirer profit de ce mouvement, mais la partie est loin d'être finie. Car au-delà des revendications basiques, c'est la logique même de rentabilité et de profit -fondement du capitalisme- qui a été mise à mal lors de cette grève.

Une autre chose importante à noter est que l'étincelle qui a mis le feu au poudre chez les cheminot(e)s -outre la suppression de lignes- est l'allongement du temps de cotisation, donc du temps de travail, avant la retraite. La vision de devoir travailler 2 ans et demi de plus avant d'être débarrassé de sa peine quotidienne a paru insupportable. Comme à un prisonnier a qui on rajouterait 2 ans et demi de prison. Comme si on tenait uniquement en regardant l'horizon de la sortie du bagne. Le travail est alors mis à sa juste valeur, celle d'un lourd fardeau écrasant nos vies. Et même pendant la bouffonerie du sommet social, on a pu entendre parler de la réduction du temps de travail. Une remise en cause de la place du travail dans nos sociétés peut se faire jour, nous ne pouvons que nous en réjouir.

En tout cas ce mouvement n'a n'a débouché sur rien ou si peu et les causes du mécontentement sont toujours là. La reprise du travail ne s'est faite ni dans la division, ni dans la déprime. Ni une défaite, ni une victoire, juste un commencement...

● *N.P.*

Petite chronologie des formes de luttes originales pendant l'hiver. Elle est loin d'être exhaustive. Ne sont pas citées, par exemple, les manifs de nuit (Toulouse), les multiples occupations...

•16/10/95 : 1000 étudiantEs bloquent le trafic ferroviaire, plus tard ils/elles ouvriront les péages et occuperont les locaux directoriaux de l'université.
•25/10/95 : 200 étudiantEs occupent le rectorat à Rouen.
•24/11/95 : Notat est virée d'une manifestation par des syndiqués CFDT.
•26/11/95 : directeur d'ELF Atochem de Mont (Pyrénées-atlantiques) séquestré toute une nuit par des grévistes.
•28/11/95 : occupation des pistes pendant deux heures à Orly.
•29/11/95 : directeur de la SERNAM séquestré par cheminotEs.
•30/11/95 : À Jussieu réappropriation de la part d'étudiantEs, chômeurs/euses... de la cafétéria et de la librairie.
À Saint-Etienne des dizaines de lycéen/nes pénètrent dans la hall de la mairie après avoir bombardéEs d'œufs la façade de la préfecture.
•05/12/95 : Des grévistes EDF basculent en tarif de nuit de nombreuses villes (comme

Brest, Carcassone, Bayonne, Charlerville...). Ils/elles multiplieront les opérations de ce genre ainsi que la réouverture de compteurs coupés pour factures non-payées. En outre des coupures sauvages viseront des zones commerciales, industrielles.
•06/12/95 : l'hôtel de ville d'Yssigeaux (haute-loire) est muré. La silhouette du maire -Jacques Barrot qui est aussi ministre du travail- est brûlée.
A Marseille la permanence d'un député RPR est murée avec 5 personnes dedans.
A Gardanne la permanence d'un député RPR est pillée puis murée.
A Biarritz 200 grévistes EDF, cheminotEs, postiers/ières occupent la piste de l'aéroport.
À Chelles 1 seul car de substitution sur les cinq prévu peut partir grâce à un piquet de grève. Ceci c'est reproduit un peu partout en banlieue.
•07/12/95 : 1 500 grévistes occupent les pistes d'Orly, ils/elles sont chasséEs par les flics.
A Roissy les grévistes coupent les accès à l'aéroport avec des pneus enflammés.
À Belfort le député RPR Rosselot est aspergé de peinture, sa permanence est saccagée.
À Bayonne tir de fumigène sur le jardin du porte-parole du gouvernement (Alain Lamassoure).
À Orly les grévistes crèvent les pneus, arrachent les essuies-glaces et jettent un fumigène dans la voiture de la député RPR Alliot-Marie.
A Freyming-Merlebach 500 mineurs affrontent les CRS (24 blessés), et obligent le député RPR à descendre dans un puits pour négocier.
•08/12/95 : A Freymin-Merlebach, 4 000 mineurs masqués et armés (manches, boulons, cables, cocktails) s'affrontent avec 700 CRS et gardes mobiles (50 blessés).
Albi permanence RPR murée par des grévistes EDF.
À Limoges une émission de France 3 -où étaient des députés RPR- est perturbée par des travailleurs (euses?) de l'équipement.
La mairie d'Avignon est occupée.
Le directeur et 3 ingénieurs sont séquestrés aux houillères de Gardanne.
Station de radio occupée à Limoges.
"Mur de l'argent" édifié devant des édifices publics.
Le conseil économique et social de Franche-Conté -en réunion à Besançon pour examiner le budget 96- reçoit la visite de manifestantEs.
Entre 3 000 et 7 000 personnes manifestent devant la préfecture et le conseil général Haute-Loire (président J. Barrot) au Puy-en-Velay en déposant des rails de chemin de fer. Idem à Vesoul.
À Nice 100 personnes installent des barrages empêchant l'accès à la préfecture des Alpes-Maritimes. Idem à châteauroux devant la préfecture et le conseil général de l'Indre.
À Mantes-la-Jolie 200 personnes occupent pendant 3 heures le bureau du député-maire Pierre Bedier.
•9/12/95 : Le poste d'aiguillage est occupé à Gare du Nord.
À Agen le député-maire est séquestré par les employéEs communaux.
De l'huile est répandue sur l'autoroute de Thionville.

"SI TU VEUX UN BEAU BUDGET, TAPE DES PIEDS!"

LE MOUVEMENT de décembre, en tant qu'étudiants pârigots, on l'a plutôt vécu dans nos facs, participant aux grèves, occupations, manifs et coordinations ; bref, de l'intérieur. Et de l'intérieur, on a pu vivre un mouvement très fort, en rupture avec les habitudes, mais en même temps, on a ressenti d'énormes insuffisances, reflétant le vide du mouvement, le manque d'autonomie réelle et de prise sur la réalité, malgré le nombre relativement important d'étudiants libertaires.

Contrairement aux derniers mouvements étudiants, celui-ci n'a pas démarré en réaction à un projet de loi mais dans un contexte de ras l'bol général, ce qui a permis généralement de dépasser les débats sur les gommes et les crayons en AG, que les syndicats (Unef, Unef-id) voulaient imposer comme unique cheval de bataille.

Une bonne chose de ce mouvement a d'ailleurs été le renvoi de ces-dits syndicats dans leurs boxes et casemates respectifs. Leurs pratiques de direction autoritaire, de vote en masse et leurs discours ont dégoûté tout le monde : ils ont montré qu'ils méritaient la suspicion dont ils étaient entourés dès le début, et se sont fait jeter.



Au niveau local, sur les facs parisiennes où nous étions présents (Tolbiac, St-Charles, Jussieu) et sur d'autres, nous nous sommes organisés sur la volonté de démocratie directe, avec souveraineté des AG, délégués avec mandats impératifs, refus du star-system (les délégués ont généralement tourné, pas de porte-parole médiatique).

Au fur et à mesure que la grève avançait, les gens présents se posaient de plus en plus de questions, parlaient d'autre chose que de leurs cours et partiels, essayaient de s'organiser collectivement pour faire vivre le mouvement.

Concrètement, cela a pris différentes formes selon les lieux, les tailles des facs, les relations avec l'administration. A St-Charles, on a occupé pendant 33 jours avec l'autorisation de l'administration. On a obtenu téléphone, fax, ordinateur. On a utilisé les ateliers de video, de sérigraphie (et d'ailleurs sorti, entre autres, un tee-shirt pour le CAMI). Il y a aussi eu la création d'ateliers plastique, et la réappropriation de l'espace : changement de décoration et de rôles des salles...Et finalement on a tous, même les plus frileux au départ, pillé les distributeurs de bouffe du hall.

Il y a eu aussi comme dans la plupart des facs occupées des concerts, des fêtes, des bouffes, et l'hébergement d'étudiants de province.

A Censier et St-Denis aussi ça a pas mal bougé, St-Denis alliant la contestation à la réappropriation, Censier servant de pôle d'information car elle a accueilli le bureau de la coordination. Nous ne pouvons pas en dire beaucoup plus car nous n'y étions pas.

Sur chaque fac en grève, il y a eu des choses intéressantes mais aussi parfois des événements pénibles, et des manques certains. Il y a eu bien sûr, épisodiquement, des leaders symboliques qui avaient tendance à vouloir occuper toute la place, et le fonctionnement des comités de grève n'était pas aussi évident que sur le papier, loin de là. De plus, à part les facs d'art, il n'y a pas eu de réappropriation réelle des facs, et dans ces facs, les rapports de hiérarchie n'ont pas été dépassés avec l'administration et les profs. Par exemple, à Censier , dès qu'il y a eu un problème, il y a eu un retour frileux vers le corporatisme, et le rejet des non-étudiants.

A St-Charles, dès que l'administration a commencé à grincer des dents, l'occupation (prévue pendant les vacances) s'est arrêtée.

A Tolbiac la stratégie de l'administration a été toute autre : cela a été le refus systématique des initiatives des étudiants et donc, pour nous, la nécessité du recours au rapport de force : lorsqu'on voulait quelque chose, il fallait le prendre, l'imposer. Malheureusement on n'a pas poussé cette stratégie au point d'avoir autant de moyens que les facs qui étaient en bons termes avec leur administration.

Sinon, les rapports avec les profs ont été quasiment nuls, même après que ceux-ci aient voté la grève, ils ne sont pratiquement pas intervenus dans les facs en grève.

D'autre part, selon le quartier et les entreprises en lutte, il a pu s'organiser des choses avec les travailleurs. Ainsi, à Tolbiac, on a

été en contact avec les cheminots et les postiers d'Austerlitz et le personnel-soignant de l'hôpital Salpétrière. Nous avons fait une manif ensemble, assisté aux AG respectives des lieux de grève, des cheminots sont venus à un débat un soir à la fac, nous avons fait des départs communs aux manifs parisiennes, organisé des collectes de soutien aux piquets de grève. Il n'y a pas eu de réelle coordination, mais plutôt une prise de contact très agréable et la prise de conscience que les luttes étaient liées, qu'on se battait pour la même chose, même si cela n'a pas été exprimé.

En ce qui concerne l'émeute de Jussieu, il n'y a pas eu de retour de balle dans le petit milieu étudiant, et contrairement à ce qui a pu être dit, cette émeute n'est pas apparue comme un scandale. C'est l'interruption de la coordination qui a le plus déplu, dans la mesure où elle a entraîné une parano aigûe des délégués, et faillit faire foirer l'ensemble de la coordination, qui même si elle n'a pas été parfaite ni suffisante, était quand même l'alternative à la main-mise des syndicats étudiants sur le mouvement. Mais, sur Jussieu, les AG à la suite de l'émeute étaient plutôt favorables au soutien des inculpés (innocents ou non) et non pas à la répression (heureusement!). Quant au pillage de la cafet et de la librairie, n'oublions pas que personne n'a fait la fine bouche. Quoi de plus logique, quand on n'a pas les moyens de s'acheter des bouquins bien trop chers, il faut bien trouver une solution...

Pendant la grève des transports, les comités de grève réduits en moyenne à une cinquantaine de grévistes par fac, ont plus ou moins réussi à se coordonner pour un certain nombre d'actions : manif contre la fac Pasqua (sur Paris), manif de soutien aux étudiants étrangers, occupation de Libé.

L'occupation de Libé s'est organisée avec des grévistes de chaque fac parisienne. Des délégués ont préparé l'action, transmettant les infos et organisant l'action localement, en gardant le lieu secret jusqu'au dernier moment. 200 à 300 personnes étaient présentes, on n'a pas pu prendre les étages et on s'est donc contenté du hall. L'idée était que les médias refusant de parler de nous une fois les syndicats hors-jeu, nous allions occuper le siège d'un journal jusqu'à ce qu'ils acceptent de passer nos revendications (celles de la coord) et un passage demandant l'amnistie pour les inculpés des manifs. Le résultat : un petit encart, mais surtout une bonne expérience qui a permis de dépasser les manifs traîne-savates, de faire bouger collectivement des gens pas forcément issus de la mouvance, et de tester le milieu médiatique.

Ce mouvement étudiant a été intéressant dans la mesure où il a permis de créer des rapports autres que les rapports habituels, d'élaborer des discussions et des actions, de rencontrer des travailleurs en lutte, d'apprendre les rapports de force avec l'administration universitaire, les bureaucraties syndicales, de réfléchir sur les médias, la répression policière et judiciaire, sur la possibilité d'agir collectivement. Le mouvement a été un moment de plaisir et d'émancipation, de questionnement et de prise de conscience collective, de contestation et de création, de réappropriation et d'actions, mais toutes ces belles choses à des degrés différents et pas abouties ni engagées partout.

Toutefois, même si ça a fait du bien, c'était pas tout à fait ça!

Que ce soit au niveau du discours, au niveau des facs, au niveau des coordinations nationales étudiantes ou des rapports à la grève des travailleurs, il y a eu beaucoup de problèmes, d'insuffisances et des difficultés pour les étudiants grévistes à s'organiser et à prendre des initiatives une fois les syndicats traditionnels largués.

Même si les débats ont dépassé les pures revendications budgétaires étudiantes, il n'y a pas eu de globalisation et de remise en cause générale ; les revendications sont restées vides de contenu et d'actions. Ce mouvement a montré la dépolitisation totale des jeunes, peut-être parce que notre génération a grandi dans une société de plus en plus individualiste, ne connaissant que «la crise» sous la «gauche-Mitterrand» et les «affaires» de corruption , entraînant un rejet basique du politique. D'où de grandes difficultés dans les débats et pour les initiatives : même si les gens voulaient bouger, ils ne savaient pas pourquoi, et ne l'ont pas exprimé. Ainsi, si beaucoup de facs ont parlé d'autogestion à long terme, il n'y a eu aucune remise en cause du système scolaire lui-même, sauf peut-être le «supermarché du savoir» à Censier, où les grévistes ont fabriqué un faux supermarché avec des caddies, bidons et autres cartons, où ils faisaient mine de te vendre des diplômes et remettaient en cause la logique de rentabilité qui règne dans la hiérarchisation des filières universitaires.

Au niveau de la coordination nationale (réunissant une cinquantaine de facs), ç'a n'a pas été le pied non plus. Après avoir viré les syndicats, on a été assez incapables de s'or-

"sabotage" (?) dans une centrale nucléaire près de Bordeaux.
Des barrages ouvrent des péages d'autoroute.
•12/12/95 : À Belfort la permanence RPR est attaquée et saccagée par les grévistes d'Alsthom, ensuite ils/elles allumeront un feu devant la mairie et malmèneront des élu(e)s.
Occupation du rectorat à Poitiers par 300 étudiantEs.
La permanence du RPR Muselier est murée à Marseille.
À Roanne la permanence de l'UDF Nicollin est bombardée d'œufs.
Les bureau de Béteille sont saccagés à Épinay-sur-Seine.
À Pamiers l'UDF Trigano est bousculé et envoyé à l'hôpital.
À Morlaix, 800 paysans saccagent le centre ville et défonce le portail de la sous-préfecture.
début d'émeute à Toulon à cause d'un élu FN.
Grande fête à la gare occupée de Matabiau (Toulouse) organisée par des cheminotEs, étudiantEs, et enseignantEs.
•13/12/95 : Occupation d'une agence bancaire par des travailleurs/euses et des cheminotEs à Rouen.



À Toulouse des étudiantEs occupent la place du Capitole et jettent du PQ sur la mairie.
Cahors est complètement bloqué.
Mairie bloquée à Grenoble, Roanne, Chambéry, Marseille...
•15/12/95 : 100 sans-abris réquisitionnent un immeuble de la caisse régionale d'assurance maladie, à Toulouse.
•17/12/95 : La faculté de Lettres à Tours est "cadenassée" et les locaux ANPE occupés par des étudiantEs.
•12/01/96 : Trois postiers en grève de la faim, à Marseille, pour protester contre des retenues sur les salaires.
Toujours à Marseille, des grévistes EDF basculent en tarif les plus bas pour réclamer la levée des sanctions pour coupure de courant et l'ouverture de négociations sur les effectifs et les qualifications. Ils/elles bloqueront aussi l'accès à la mairie et enlèveront tous les téléphones dans les bureaux EDF.

ganiser : il y avait peu de répercussion des coordinations sur les facs, le bureau a été totalement inefficace, en termes d'actions, d'apparition et de liaison avec les autres secteurs en lutte.

Et puis, même si toute la force du mouvement de décembre a été la liaison des différents secteurs, notre relation au mouvement des travailleurs a été assez faussée : avec la grève des transports les effectifs des grévistes étudiants ont largement baissé, et le mouvement étudiant s'est finalement raccroché au mouvement des travailleurs, perdant son autonomie et son existence propre. Ainsi, dès que la grève des transports s'est arrêtée, les étudiants non-grévistes sont retournés en cours, en total décalage avec ceux qui avaient fait la grève d'un bout à l'autre.

Ah quelle frustration de réintégrer les contraintes sociales et les habitudes!

Alors que dire, que faire ? Quand est-ce qu'on recommence et comment on fait pour que ça soit carrément mieux ?

Déjà on voulait dire que les étudiants sont pas plus cons que les travailleurs, et pas moins cons non plus, au niveau du discours comme au niveau des pratiques. Mais, les grèves des étudiants seront toujours virtuelles dans la mesure où ils n'ont aucune prise sur la production, ils ne peuvent donc pas bloquer l'économie.

Pour tous, le mouvement a été très fort, même si ce n'est pas la révolution. Sur Paris, les libertaires ont été assez nombreux dans la plupart des facs en grève, mais incapables de se coordonner et de réfléchir, assez suivistes parfois, et ne sachant de toutes façons apparemment pas où ils allaient, du moins pas collectivement. Cela évite le risque de manipulation des grévistes, mais pose le problème de la réalité des mots d'ordre «autogestion» et «auto-organisation», qui impliquent pour être effectifs que tout le monde s'y mette, et qui sinon sont des leurres. Un autre obstacle à la rupture est la différence très visible entre le discours et le passage à l'acte, et l'impression d'impuissance par rapport à la société, tant au niveau de la riposte (contrecarrer un projet de loi...), que de l'attaque.

Toutefois, la défense des inculpés des manifestations, organisée par le CAMI (Collectif d'Aide aux Manifestants Interpellés) a permis d'une part de soutenir les inculpés et les emprisonnés, mais aussi de continuer à animer les facs après la fin du mouvement, en transmettant l'information des procès, organisant un «parrainnage» des facs qui allaient assister à tour de rôle aux procès, en faisant des débats sur la justice et la répression, montrant que la fin de la grève ne signifiait pas la fin de toute agitation.

Mais cela est tout de même très frustant de revenir à la normale, donc, en conclusion, vivement la prochaine!

● ***Des mutinEs (oh) de la (du?) capital(e)***
texte écrit pour TIC-TAC n° 6



Le mouvement de novembre-décembre 1995 à suciter de nombreux textes et dossiers spéciaux. On vous file une petite sélection personnelle où vous pourrez trouver chronologies, témoignages et analyses.

- **Courant alternatif, n°55, janvier 1996**
  OCL/Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex
- **Dans le monde une classe en lutte, hors-série France, novembre-décembre 1995**
  Echanges et mvt, BP 241, 75866 Paris cedex 18
- **Monde diplomatique, janvier 1996**
  en kiosque
- **Temps critique, supplément au n°8, janvier 1996**
  Ed. de l'Impliqué, BP 2005, 34024 Montpellier cedex 01
- **Tic-tac, n°6 (à paraître)**
  Arte faena, BP 5051, 31003 Toulouse cedex
- **Veillée d'armes**
  texte écrit par un cheminot gréviste, disponible à PADI contre un timbre.

"PRECIS DE DECOMPOSITION DES QUARTIERS"
(RESUME DE L'ACTION DE LA VILLE DE PARIS À LA MOSKOWA)

Tract rédigé par un collectif d'habitantEs de la Moskowa (quartier du XVIIIe arrondissement de Paris) et distribué lors de la réquisition d'un immeuble au 37, rue Bonnet (Moskowa) par ces mêmes habitantEs, le 20 janvier 1996.

1 °) Geler les baux commerciaux, pour obtenir grâce à tous ces rez-de-chaussée vides un fond de tristesse et de pourrissement.

2°) Abandonner le réseau des égouts à lui-même. En surface, alterner inondation excessive des rues (infiltration), et négligence de nettoyage (par exemple laisser traîner les préservatifs jetés par certains clients de la prostitution tolérée sur le boulevard Ney).

3°) Des années durant, racheter discrètement les appartements qui se libèrent: on les fera vandaliser pour justifier ultérieurement un parti-pris de démolition plutôt que de réhabilitation.

4°) Faire disparaître dès que possible les bâtiments sains, laisser sur pied des années les plus dégradés.

5°) Bien avant toute décision votée, laisser courir la rumeur ; conseiller aux personnes âgées de partir.

6°) Pour éviter le relogement, inciter financièrement les propriétaires à se débarrasser eux-mêmes de leurs locataires.

7°) Conduire en parallèle de prétendues études urbaines, longues, opaques, coûteuses et inutiles puisqu'à terme on conclura bien sûr qu'il n'y a rien d'autre à faire que de revendre à de complices promoteurs les terrains « nus et viabilisés ».

8°) Savoir recueillir les plaintes avec compréhension et se poser en sauveurs, en bâtisseurs dynamiques luttant contre l'insalubrité.

9°) Saupoudrer d'Utilité Publique (espace vert, école, foyer 3è âge, etc.), un volume de constructions suffisant pour brasser millions de francs et commissions.

10°) Un peu avant de servir, ouvrir un local d'information «transparent», où l'on vous racontera une Histoire sans doute bien différente.

●

HIT
PROMO

RETROUVONS NOS ÉMISSIONS APRÈS UNE PETITE TRANCHE DE PUB

DÉCAFÉINÉ À 98%, BIOSUCRE CONDENSÉ, 1/2 CALORIE ET BULLES PÉTILLANTES...
LIGHT!
TOUJOURS COCA-COLIK

OUI! EN ADOPTANT LE CHAUFFAGE CENTRAL THERMONUCLÉAIRE À VARIATION SAISONIÈRE, VOUS ALLUMEREZ UN SECOND FOYER DANS VOTRE VIE!
N'HÉSITEZ PLUS!

ENTREPRENANTE? CONQUÉRANTE? DYNAMIQUE? OFFENSIVE? AU BUREAU COMME AU LIT?
VOICI VOTRE PARFUM DE VÉRITÉ!
MACH♀ TM POUR FEMME
MACH

PROBLÈME D'USINE OCCUPÉE? DE RÉSIDENCE À SURVEILLER? D'IMMEUBLE À EXPULSER? DE SUPERMARCHÉ À GARDER OU BIEN DE TRANSPORT À CONTROLER? ALORS VOTRE SOLUTION EST...
VIGIL MINUTE
LA SÉCURITÉ PAR INTÉRIM!

CONNAISSEZ VOUS VRAIMENT VOS AMIS, VOS VOISINS OU VOS COLLÈGUES? LEURS IDÉES, LEURS ACTIVITÉS ET LEURS TENDANCES?
3615 RG
0,20 PAR APPEL
3615 RG
ET SI VOUS EN SAVEZ PLUS, COMPLÉTEZ LES FICHIERS ET GAGNEZ DES LOTS!

TOUT DE SUITE NOS PROGRAMMES...



POLITIQUEMENT CORRECTE DANS MA TETE, MORPHOLOGIQUEMENT INCORRECTE

Une tueuse en série rôde et elle ne s'attaque qu'aux filles.

Elle est partout à la fois. Elle mesure entre 1m 68 et 1m 75, elle s'habille en 38-40. Sur sa tête elle a des cheveux, dans son visage deux grands yeux et une grande bouche mais son nez, lui, est petit.

Elle a les mollets de Carla, les cuisses de Claudia, le ventre de Naomi, le nombril de Karen, les seins d'Ophélie, les fesses de Cindy, (cf. L'Echo des Savanes de janvier : la fille idéale) bref elle est jolie en kit. Quand elle a ses règles, c'est bleu (cf pubs télé). Sa seule préoccupation : trouver un bon shampoing, un bon mec, et une chouette lessive. Elle a 25 ans pour toujours, une peau parfaitement pâle et le caractère doux. Elle ne parle jamais fort.

La tueuse est un modèle. Elle rend malade plein de filles.

Elle, c'est la norme de la féminité dans la société où j'habite. Névroses, anorexie, boulimie, complexes en tous genres. Regarde la partout, ressemble lui beaucoup ou crève devant ton miroir.

Alors, imaginons qu'on soit une fille ayant un peu réfléchi sur elle même et sur le sexisme qui l'entoure. Cette image de la "féminité" (et qu'est ce que c'est la féminité, en plus ?!) est étouffante et insupportablement réductrice. On s'y reconnaît très mal. On est une fille multiple, donc on aime plein de choses : le rouge à lèvres (non testé sur les animaux !) et les jupes, mais aussi les survêts, les pantalons et le piercing, et le hardcore comme la techno. On n'est pas débile et on a une vraie conscience antisexiste, qui vient du vécu et des lectures et rencontres en tous genres. Alors, qu'est ce qu'on fait ? On va traîner pleine d'enthousiasme dans les milieux libertaro truc, du côté des "bons" de ceux-celles qui savent, en espérant y trouver une atmosphère plus respirable.

Très vite, du côté des libertaires, malaise : on n'a visiblement pas le bon "look". Cette mouvance ne rejette pas en bloc tout ce qui a trait à la "coquetterie"ou la mode, pas du tout. **Il y a juste une "mode" anar et ça ne rigole pas si on ne la suit pas. Pareil qu'ailleurs.**

Dans un milieu au moins aussi préoccupé de son apparence que les rédactrices en chef de "Elle", seuls les codes changent : il y a des coquetteries et des apparats qui sont bien vus, et d'autres qui sont signes d'aliénation. En résumé : piercing, zéra, et treillis ou dreadlocks : bon code, tu peux entrer. Mascara, jupe ou autres: retourne chez toi. Le terrorisme du look "top model" a été remplacé par un autre. On vient d'entrer dans une micro-société régie par des lois. Pas les mêmes que l'ennemi, mais des lois quand même. Le problème c'est que distinguer les bons et les mauvais looks n'est qu'une façon détournée de rétablir des règles et des étiquettes, bref tout ce qu'il y a de plus craignos et d'ignoble dans la société qu'on est supposée combattre.

Alors quoi, c'est le refus d'une apparence traditionelle ? Mais c'est un pauvre combat perdu d'avance, puisque le Kapitalisme sait tout avaler et ressortir "propre" et conventionnel, ce n'est qu'une question de temps. Déjà les starlettes les plus "méprisées" ont un anneau dans le nez, les trois quarts des top models hommes et des chanteurs vont aux Bains-douches en treillis Agnès B. ou Chanel, et les drag-queens font la joie de VSD ou Paris-Match. Les images de mode sont chaque année plus proches du look "squatt autonome".Tout se transforme, tout s'achète, une mode n'est qu'une mode de plus.Elle se vend.

Juger une personne sur son apparence, c'est pas beau ça on le sait. Pourtant le milieu anar reproduit fidèlement le fonctionnement de la société en aussi primaire. Constat d'échec et surtout signe d'un milieu replié sur lui même. Les bons et les méchants. Les chanteuses jugées "écoutables" sur leur coupe de cheveux et leur fringues "correctes" alors qu'une Tori Amos, une P.J Harvey à l'apparence banale, sont fondamentalement "radicales" dans leurs textes sur le viol, la sexualité et le désir.

Tous les milieux, toutes les tribus qui se sentent fragilisées se replient sur des codes faciles à comprendre. Plus ils sont moribonds plus ces codes sont rigides. On ne va pas chez les grands bourgeois habillés en jean's. C'est la même chose finalement. On ne va pas dans une réunion anti sexiste en jupe et pull moulant.

Mais retournons à la fille du départ, avec son rouge à lèvres et ses jambes à l'air, mais néanmoins radicalement anti sexiste. Elle croit qu'être antisexiste c'est foutre à la poubelle les clichés, tous, c'est assumer son corps, son sexe sa sexualité, ses envies, sa personne sans lois. Alors, partout où elle va, elle parle, elle donne son avis: elle remarque les regards stupéfaits des militant(e)s, dans le style : est ce qu'il faut la classer dans les "à jeter", poupée-victime, ou est ce qu'elle est digne de nous, malgré son mascara ?

La fille, elle commence à se sentir mal dans les réunions politiques, dans les fêtes, dans les conversations. Elle évite les lieux "radicaux", alors qu'elle se sent sur la même longueur d'ondes qu'eux-elles. Mais les regards qu'elle provoque chez les "radicaux", elle les reconnaît et les redoute : dans leur mépris et leur amusement, c'est les mêmes regards que ceux du blaireau de base.Ca devient vite clair : vu son apparence (banale) elle ne peut pas être entendue de la même façon qu'une fille en "uniforme anar".

Son corps dément ce qu'elle a dans la tête. Son corps dont elle n'arrive pas à avoir honte, est un mauvais signe. Comme partout.

Et voilà comment un "macho" type et une personne libertaro correcte se retrouvent complètement d'accord. Mettez les face à une fille "banale" peut être maquillée, peut être en jupe ou pas, peut être "bien roulée"(expression relevée dans un fanzine dit radical qui entendait par ces mots prouver son mépris des filles "non politisées" !!). Mis à part l'érection, ils ont sûrement la même réaction, ils sont bien d'accord : cette fille est une inférieure. Elle n'est qu'un



Germaine Greer (tante lointaine de Lola ?) a dit : « le premier devoir d'une femme libérée est d'inventer la forme de sa révolte individuelle, celle qui exprimera le mieux sa propre indépendance et son originalité

objet à mépriser, que ce soit au nom du machisme ou au nom du politically correct. **Les préjugés quant à l'apparence d'une femme sont les mêmes partout, même voilés dans une bonne conscience politique.** Le sexisme est sans limite.

Et là on se rapproche dangereusement (en croyant s'en éloigner)des préjugés sexistes occidentaux (vieux clichés de cinéma) : une femme "mauvaise" est une femme très maquillée, en robe moulante et en talons.En général, elle meurt à la fin du film, dans le meilleur des cas elle porte la poisse. En tous cas elle est dangereuse. La Gentille, elle, est honnête, donc elle est représentée "pure" et dépourvue d'artifices, son corps se laisse moins voir .De là à une vraie peur du corps féminin il n'y a qu'un pas.

Franchi.

ANDROGYNE : LE SALE BARATIN

Alors, il n'y a plus que deux solutions pour la fille en mini jupe du début : soit elle reste telle qu'elle est et continue d'être une extraterrestre au pays de l'anti sexisme, avec des surnoms subtils, comme "pin up", "blondasse" et d'autres, soit, pour devenir anti sexistement respectable, pour ne surtout pas être confondue avec les "mauvaises", celles qui pensent comme dans "Biba", elle fait comme tout le monde. Vite, une autre apparence libératrice. Vite cacher ces fesses et ces seins traîtres. Allez hop, un treillis, un pull. Androgyne, enfin...



Barbie la Pénible (cousine détestée de Lola) a dit : « Le kaki aussi me va bien ! »

Etre androgyne... le sale baratin.

Androgyne le milieu libertaire ? Mais je vois pourtant **très peu de mecs en robe dans nos cercles.** Ah d'accord, androgyne c'est masculin.

Transgenre ? Mais je n'entend personne se moquer de l'ultra-virilité présente dans nos milieux: treillis (fantasmes para militaires), cheveux zéras (idem), alors que je vois très peu de représentation équivalente d'une ultra-féminité : hommes à rouges à lèvres, femmes en décolletés, hommes en jupe fleurie etc.

Les hommes de ce milieu ne remettent pas du tout en cause l'habit masculin, et on peut même dire qu'actuellement le vêtement masculin est libérateur, et toujours le seul à être synonyme de "révolte".

Etre androgyne actuellement ou croire l'être, c'est se soumettre à l'idée que pour être respectée il faut adopter les codes masculins et les vêtements de références masculins et pas l'inverse. Pour l'instant, être respectée comme femme antisexiste veut dire s'approcher le plus possible d'un corps d'homme. Et c'est encore une fois le corps d'une femme qu'il faut effacer pour être prise au sérieux. Comme partout. Comme dans le monde du travail : afficher sa poitrine ou ses fesses avec amour et fierté c'est "attirer les ennuis". Partout c'est la même saloperie : un corps de femme c'est dangereux et à planquer. C'est difficile à assumer en tous cas.

On me manipule encore une fois pour me diriger subtilement vers une équation bien dégueulasse : un corps de femme décrédibilise toutes mes pensées et mes engagements politiques. Pour qu'on m'écoute, je mettrais un pull-over large sur ces seins qui me classent malgré moi toujours dans le rayon "bonjour je m'appelle Barbie et je parle".

Alors que face à la dictature de la perfection du corps, le plus triste ce n'est pas la fille en Wonderbra et mini jupe, mais celle qui n'ose pas le faire parce qu'elle se juge trop ceci ou pas assez tout ça. Ca, c'est se soumettre à des lois d' esthétique fascisantes.

Le jour où je me suis surprise à renoncer à un tee-shirt trop court pour aller à une réunion politique, j'ai su que, bravo, j'avais intégré le mépris sous-jacent dans toutes les conversations, fanzines qui traînent.

C'est moi qui ait peur de moi.

Comme tous les jours. Comme la peur des rues après minuit en jupe, comme je peux avoir parfois peur de mes regards peut-être provocateurs sans le savoir, comme la peur d'un décolleté dans le métro, pas envie d'entendre des réflexions, comme la peur qu'un homme ne voie en moi qu'une image de "Playboy", alors que j'en suis si loin dans ma tête, et tout ça pour en arriver à avoir les mêmes peurs avec les gens "bien" : pourvu qu'ils me prennent au sérieux "malgré" ce corps "bien roulé".

Je veux être écoutée en robe si ça me chante, avec un porte jarretelles si j'ai envie. Je veux avoir la liberté d'afficher une bouche rouge ou des ongles noirs, ou pas. Je ne suis pas étiquettable, même sous un label politiquement correct et je veux tout mélanger : je suis une fille en treillis et en rouge à lèvres, en jupe et veste de survêt, en culotte en dentelle ou sans, je sais être violente face aux anti-IVG et je pleure parfois pour des conneries.

Je veux pouvoir avoir l'air d'un cliché de séduction et fracasser la tête de ceux qui tombent dedans avec leur idées racornies. Je ne laisserai à aucun grand tribunal fut il anar le droit de dire que je ne suis qu'une apparence.

Il ne sera pas dit que j'afficherais moi même toute seule une honte de mon propre corps.

J'ai le vague souvenir d'avoir lu quelque chose comme "mon corps m'appartient". Oui, mon corps m'appartient.Je dispose de mes seins et de mes fesses et je voudrais dire à chaque fille de ne jamais planquer son corps pour être prise au sérieux. Le faire, c'est accepter que le corps féminin n'a pas le prestige de sérieux du corps masculin, et qu'il ne lui reste que le terrain de la séduction.

Je veux pouvoir être écoutée dans mes positions féministes les plus radicales telle que je suis, mais mon premier acte féministe sera d'essayer de ne jamais me dissimuler que ce soit au nom de la mode ou au nom des grands manitous du sexisme qui sont (oh surprise) si souvent des hommes. **Ce ne sera pas encore un homme, qu'il soit grand couturier, journaliste à NovaMag, ou spécialiste de l'anti sexisme qui me dictera ma conduite et mon apparence.**

Mes "blocages" de femme sont lourds et je les porte à l'intérieur même si je travaille dur à les mettre en pièces. **Je refuse de dissimuler ma différence et d'adhérer au masculin majoritaire qui me donne mon ticket d'entrée pour le respect.** Je déplore qu'on vienne nous diviser une fois de plus entre les bonnes et les mauvaises filles, Kookaï et piercing(d'autant plus que ça y est, Kookaï en vend des faux.)

Que ça soit parfaitement clair : je ne fais pas cet article pour défendre une ésthétique contre une autre et j'emmerde les simples d'esprit qui voudront n'y voir que la défense de la mini jupe contre les docks, d'autant plus que j'ai un treillis et que j'aime ça aussi. On n'est pas au salon du prêt à porter. Le problème est d'arrêter de mettre du négatif sur les codes "féminins" et que du positif sur le "masculin" .

Le problème c'est pas l'habit c'est le corps qu'on dissimule pour plaire.

Est ce que c'est seulement un choix esthétique et pratique de ne se sentir à l'aise qu'en pantalon, ou est ce que j'ai à ce point la intégré le mépris de mes propres formes que j'ai l'impression de m'abaisser en "poupée" dès que je suis plus "découverte"? Ca, c'est vraiment avoir intégré une vision masculine très craignos du corps féminin.

Est- ce qu'il ne faudrait pas trouver une **façon bien à nous** de refuser les "clichés" d'une seule féminité réductrice, au lieu de se réfugier toujours et encore dans des schémas inventés par et pour les hommes, à la symbolique militaro-virile ? La société patriarcale enferme les femmes dans des clichés de séduction pour en faire des choses consommables. Mais ce n'est pas en leur abandonnant ces clichés qu'on est antisexiste, c'est en se les réapproppriant et en leur arrachant toute connotation négative. Peut être pour retrouver ce qu'ils sont parfois : un plaisir, une apparence, un jeu, l'amour de son corps et rien d'autre. Combattre le patriarcat n'est pas préserver la "pureté de la race, du clan" anti-sexiste, mais combattre les oppresseurs. Il ne faudrait pas se tromper de combat ou d'ennemis.

Ce n'est pas le rouge à lèvres qui est aliénant, ni rien dans le genre, c'est de ne pas avoir le choix d'être une femme sans, ou d'en mettre pour "séduire un homme", de la même façon que de ne pas avoir le choix d'être anti sexiste sans treillis est franchement sexiste.

●***Lola***

PRÊT-À-PENSER, HIVER 95-96, ANTISEXISME : LE RETOUR ?

A EN croire certainEs (personnes sincères ou hypocrites, médias, etc.) le féminisme serait de retour particulièrement chez les jeunes, après une période d'inertie, de retour en arrière qui faisait suite aux années 70. Commissions, brochures, discussions antisexistes apparaissent un peu partout dans les milieux militants, en même temps que reportages et dossiers sur la bisexualité, le féminisme, etc. dans les médias.

Bref tout semble se passer pour le mieux, mais ce serait aller un peu vite en besogne que de nier cet ordre moral et social qui régit toujours nos vies.

Le « travail, famille, patrie » se porte toujours aussi bien, la réification du corps de la femme (et dans une moindre mesure celui de l'homme) n'a pas fait faillite, l'éducation fait toujours de nous des petites filles et des petits garçons avec des rôles et des avenirs bien différenciés, les gays et les lesbiennes ne sont que des minorités, ghettoisée pour la première et niée pour la deuxième, la sexualité est, elle aussi, rigide et normée, etc. Rien de bien nouveau sous le soleil, le patriarcat se porte bien.

On me rétorquera : oui mais ce n'est qu'un début..., la conscientisation sera longue... D'accord là-dessus, la citadelle patriarcale sera bien plus dure à abattre que le château fort capitaliste puisque ce combat implique des changements qui touchent au plus profond de nous même. Bouleversement encore plus difficile à admettre pour les garçons puisqu'ils doivent quitter leur piedestal. Si, si on a tout à gagner (sauf la facilité !) à abandonner notre superbe supériorité : redécouverte de soi, pouvoir exprimer ses sentiments, émotions y compris au milieu d'autres garçons, ne pas voir la vie comme une compétition et les autres comme des concurrents ou des cibles potentielles, etc.

Enfin tout ça, on en est encore loin, même si il y a des gens pour dire que la révolution est pour bientôt puisque : « moi, y'a pas de problème, j'suis antisexiste, j'fais gaffe à ce que je dis ».

Pour étayer ceci, je voudrais revenir sur deux symboles/moments de mobilisation « antisexiste ».

• Le 25 novembre dernier a eu lieu, à Paris, une manifestation pour « les droits des femmes » à l'appel de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) et soutenue par des dizaines d'associations, partis, syndicats de gauche et d'extrême gauche. Que pouvait-on y voir ? La même chose que lors des kermesses antiracistes annuelles : plusieurs dizaines de milliers de personnes traînant les pieds dans les rues de Paris. Et exception (remarquable et remarquée !!!) faite de quelques cortèges joyeusement animés par des féministes radicales, des lesbiennes... où l'on pouvait entendre des revendications qui allaient plus loin que « droit au travail, pour la parité, etc. », le reste de la manif était des plus classique et des plus sinistre. ChacunE derrière la banderole de son organisation défilant de façon martiale (genre Lutte ouvrière) en éructant toujours les mêmes choses (de l'Internationale aux chansons et slogans sexistes) « protégéEs » par un « service d'ordre » évidemment très viril. Quoi de plus surprenant quand on observait que sonos, banderoles, S.O. n'étaient composéEs que de mecs ou presque. Les libertaires n'ont une fois de plus pas dérogéEs à cette règle.

Tout ceci précédé d'une bataille pour être bien placéE dans la manif, c'est à dire être le plus devant. Ainsi quelques dizaines d'anti-IVG ont pu parader au début de la manif, place de la Bastille (sous la protection des flics, quand même). Il aurait suffit que la manif fasse le tour de la place avant de prendre le chemin prévu pour que les intégristes soient viréEs tranquillement et rapidement et qu'on n'en parle plus. Plutôt que quelques dizaines d'excitéEs (dont je faisais parti...), reproduisant les travers habituels, ne fassent les marioles devant eux/elles (insultes, jets de projectiles divers, etc.) pendant deux heures.

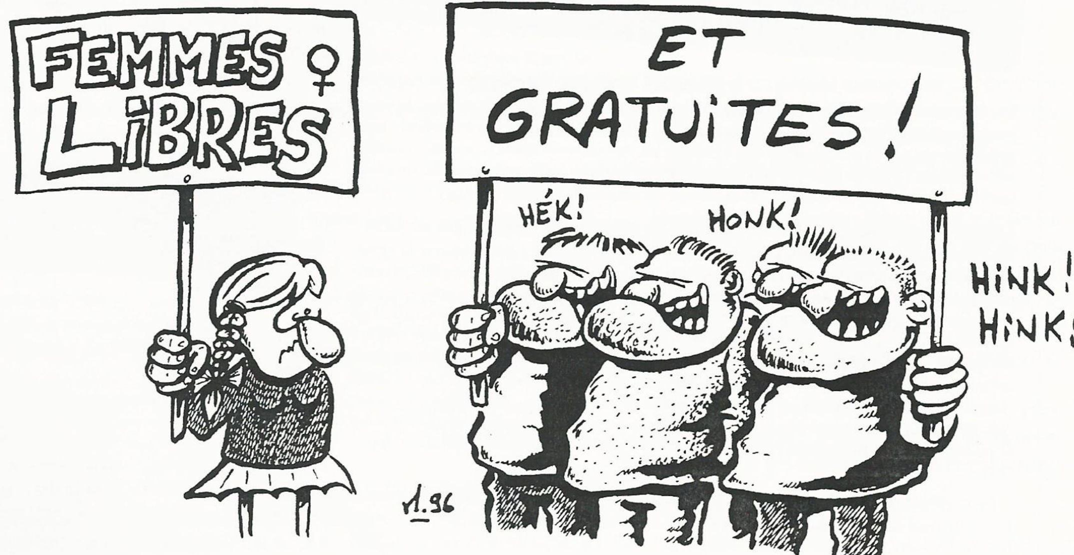
• Avec la multiplication des commandos et manifestations anti-IVG, la riposte s'est organisée : contre-manifestations, réseaux téléphoniques, tentative d'occupation de l'église Notre-Dame à Paris, etc. Et pourtant peu ou pas de réflexion de fond sur la réappropriation de son corps, la maternité/paternité, l'ordre moral...

C'est devenu un simple affrontement entre anti-IVG et pro-IVG avec les mêmes risques de dérapage que dans la lutte antifasciste (le méchant skinhead étant remplacé par le méchant intégriste). C'est à dire une réduction de la lutte à un affrontement physique où les mecs évidemment se mettent en avant puisque ce n'est plus qu'une question de virilité. Après ça, il n'est pas étonnant d'entendre ce genre de réflexion : « viens ici (adressé à un anti-IVG) si t'as des couilles ».

S'il faut s'investir dans ces luttes c'est en étant solidaire des mouvements féministes, en développant sa propre réflexion et non pas pour être à la mode, faire plaisir à sa copine où se dédouaner : « le macho c'est l'autre (le beauf, le fasciste, etc.), c'est pas moi ».

Le premier travail, me semble-t-il, en tant que garçon, c'est de se poser des questions sur soi-même ! De comprendre (lire, discuter de façon mixte et non-mixte ça aide...) en quoi et comment l'éducation, la famille, l'entourage, nous, la société ont fait de nous des mâles et d'essayer de déconstruire cela au quotidien.

● ***Opossum***





COURRIER

SALUT, Je vous écris au sujet du dessin publié dans le Monde Libertaire n° 1010, du 28 sept. au 4 oct. 95, dessin qui illustre l'article « Clermont-Ferrand : Rafle d'anars et de syndicalistes ».

Que signifie ce dessin ?

- que les femmes n'attendent que les rafles/plans vigipirates pour se faire plotter les seins par (ces pédés de...?) les flics ? - que les femmes sont, à priori, toutes des salopes (comme nous l'a également suggéré le journal apparemment libertaire (?) « L'ivrogne » dans un de ses numéros de l'hiver dernier) ?

Certains d'entre vous, peut-être, penseront que je n'ai pas d'humour... en se disant que de toute façon il est moins grave qu'un anar blague sur les femmes, qu'un Patrick Sébastien sur les noirs. Pourtant les résultats en sont les mêmes. Le racisme et le sexisme fonctionnent sur les mêmes principes de domination, et l'oppression des femmes par les hommes n'est pas plus « rigolote » que l'oppression des blancs sur les noirs et les arabes.

AU ROYAUME DU PATRIARCAT, LE MÂLE EST ROI

A force de considérer les luttes féministes, antisexistes, antiracistes, anti lesbo/homophobes comme des luttes secondaires, non prioritaires, ou comme des problèmes qui se régleront forcement d'eux-même dès le lendemain du grand soir, on en arrive à publier des dessins aussi écœurants.

À force de se persuader qu'Évidemment (avec un É majuscule) les anarchistes sont contre le sexisme, Évidemment contre le racisme, Évidemment contre la lesbo-homophobie, on en arrive à publier des dessins aussi scandaleux que celui-ci. Être contre le sexisme ne fait pas de nous des non-sexistes. Nous en sommes encore loin !

Le patriarcat domine nos cultures depuis suffisamment longtemps pour que la société que nous combattons, les point de-vues et les analyses sociales et politiques que nous en ayons en soient grassement imprégnés. Nos façons de lutter aussi.

La Fédération anarchiste (FA), comme la plupart des autres organisations et/ou groupes « révolutionnaires », a très peu de chance de s'être débarrassée de cette culture patriarcale puisque sa contestation en fait partie.

Est-ce vraiment un hasard si la FA, comme le reste des mouvances libertaires, est largement dominée par les hommes blancs hétéros ? Quelles y sont, aujourd'hui, les places pour la contestation féministe, pour la libération des lesbiennes et des gays, contre le racisme, etc ? Que vous reste-il de tant d'années de colères et de luttes féministes ?

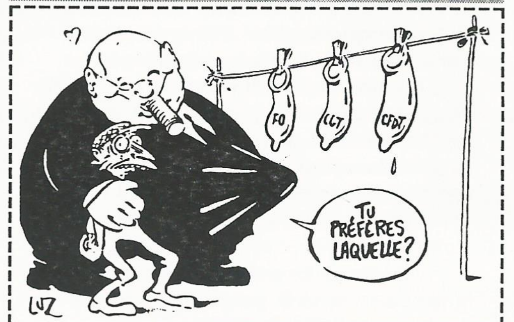
Si votre révolution est celle des couillus, alors nous danserons sans vous !

● Un garçon GRR !

Contacts : Star c/o MAB, 37, rue Burdeau, 69001 Lyon



On est bien d'accord, d'ailleurs on a trouvé un dessin pas mal non plus (cf ci-dessous) dans « Combat syndicaliste » de janvier 96. Se faire enculer est une fois de plus montré comme la pire des choses alors que cela peut-être très agréable...question de goût !



Tract.

Hélène lâche tes garçons et rejoins-nous à l'

ESPACE NON-MIXTE FILLES

« Mais pourquoi donc un espace non-mixte ? » demanda Hélène.

Parce qu'on peut se demander ce qu'est la mixité, par exemple dans les bars, dans la rue après 22 heures, dans les réunions politiques, les concerts alternatifs, les milieux militants, ...

Nous voulons que les filles sortent de leur appartement, des bras de leur mari ou copain, de derrière leurs poussettes, leurs fourneaux, leur machine à laver, de derrière leurs fagots !

S'approprier un espace public, apprendre à nous debarrasser de nos roles, suspendre et combattre la domination du genre masculin, réinventer d'autres possibles : tel est le sens de notre espace non-mixte.

La mixité n'est pas synonyme de égalité.

Un lieu mixte rassemble des femmes et des hommes, mais l'accès à ce lieu, le comportement que l'on peut y avoir, les relations que l'on va ou non y entretenir sont conditionnés par la domination des hommes sur les femmes dans la société. Un lieu mixte reflète l'état de domination (économique, sociale, politique, morale, intellectuelle, affective et sexuelle) des hommes sur les femmes.

Malgré l'avancée des luttes féministes, la société est toujours patriarcale : Aux hommes sont réservés les lieux de pouvoir et de gestion ; aux femmes la sphère privée et familiale. Lorsqu'elles travaillent, leur salaire est inférieur de 30% à celui des hommes à emploi équivalent. Elles sont de plus les premières touchées par le chômage et la pauvreté. Le modèle de réussite sociale est un modèle masculin. Les femmes pour « réussir » doivent adopter des valeurs masculines dont elles ont été exclues dès l'enfance par l'éducation : famille, école sont les lieux d'inculcation de la différence des genres et des rapports de domination qui les structurent. Les femmes payent souvent très cher dans leur vie affective le prix de leur « ascension » sociale : culpabilisation par l'ensemble de la société (les femmes sont censées s'épanouir dans la maternité) ; double travail (elles ont toujours à gérer l'espace domestique et familial).

Le patriarcat fait violence aux femmes dans leur tête et dans leur corps. Il se construit sur l'infériorisation des femmes dans tous les domaines de la vie sociale, sur le contrôle de leur corps et de leur sexualité. Le corps des femmes est le premier territoire colonisé. Il est objet, à disposition des hommes.

A chaque lieu sa violence (subie ou crainte) : famille (3 petites filles sur 5 subissent des violences sexuelles ou des viols par inceste) ; collectivité (viols, harcèlements, prostitutions, mutilations sexuelles...) ; État (viols et bordels militaires).

La sexualité est le lieu privilégié de l'expression du patriarcat.

Les différentes sortes d'éducation sexuelle maintiennent les femmes dans l'ignorance de leur corps et de leur sexualité, qu'elles cherchent donc à conformer aux désirs et fantasmes masculins. Elles n'ont souvent pas de désir autre que celui d'être désirée et de satisfaire l'autre.



Toutes ces formes de sexisme sont complètement banalisées, perçues comme allant de soi, évidentes et normales. Elles sont rarement et difficilement remises en cause. Les expressions du patriarcat ne constituent pas toujours une oppression explicite, ouverte, avouée, mais souvent intégrée, admise, tacite et parfois si peu perceptible. Les femmes participent d'ailleurs aussi à perpétuer les schémas patriarcaux ; elles ont même tellement intériorisé leur rôle qu'elles le considèrent comme un choix : choisir de se maquiller, de s'épiler ; choisir d'être institutrice (et pas professeur de faculté), ou infirmière (et non pas médecin) ; de tomber amoureuse d'un homme ; d'être discrète, passive, délicate, en somme « féminine » ; etc....

Par l'ouverture d'un lieu non-mixte engagé, nous souhaitons commencer à briser la division des femmes entre elles en mixite, pour se retrouver, pour échanger son vecu, apprendre à se (re)connaitre de la même histoire collective.

Bien que chaque femme vive des situations et des expériences différentes selon le statut social, la génération, la culture, etc., nous reconnaissons la notion d'un groupe « femmes » dû à leur oppression et condition communes.

Notre espace non-mixte n'est pas un combat contre les hommes, mais contre le système patriarcal. Eux aussi peuvent et doivent lutter de leur place contre ce système. Nous souhaitons que les hommes ne se sentent pas exclus, mais soient concernés et solidaires de notre espace non-mixte.

des filles du ProLotE*

* Le ProLotE étant un lieu d'opposition aux rapports de pouvoir et de domination, il nous semblait un endroit approprié pour notre espace non mixte

...CAMPING ANTIPATRIARCAL...CAMPING ANTI-PATRIARCAL...CAMPING ANTIPATRIARCAL...

Si chacunE est reparti dans son coin, des liens se sont noués (si ce n'était pas le cas avant), des groupes de discusion (plus ou moins fragiles) mixtes et/ou non-mixtes existent à Lyon, Nantes, Paris... des textes circulent. Ci-dessous, on publie plusieurs textes, qui nous paraissent particulièrement intéressant, concernant le genre (sexe social) et l'orientation sexuelle écrit par une copine, tirés de la brochure post-camping (compilation de textes, impressions, analyses, poèmes, dessins, etc. inspiréEs du camping).

Sinon un projet de camping non-mixte filles, pour l'été 96, circule ainsi qu'une rencontre non-mixte garçons pour le printemps.

Genre

Si je niais la différence des genres, je nierais du même coup l'oppression. C'est en gros ce que fait l'actuel mouvement «Queer», et cela va à l'encontre de l'intérêt des femmes. C'est une position libérale, et la liberté qu'elle défend ressemble fort à la liberté de tout libéralisme : la liberté du fort à disposer du faible.

Si je reconnaissais la différence des genres mais lui attribuait un fondement biologique, naturel, j'en ferais un indépassable. C'est la théorie en vigueur depuis quelques milliers d'années, celle qui fonde le patriarcat, et que cela nous plaise ou non, nous en sommes les produits, ces êtres forcés dans un moule, privés par décret de la moitié de nous-mêmes.

Si je ne croyais pas (quand je ne croirais plus) à la possibilité de déconstruire le genre, c'est à dire à la discussion et à la négociation entre les genres, et à la possible volonté de le faire, il ne resterait qu'une seule issue au problème, qu'il faudrait assumer : la guerre. Le séparatisme comme fin en soi provient d'une crispation sur son identité de genre, faute de pouvoir (savoir) le déconstruire chez soi, chez l'autre. Mais le séparatisme porte en lui le germe du génocide.

Petite histoire des filles en milieu «mixte»

...déjà ceci, écrit avant le camping, mais qui lui va fort bien :

Ne pas faire de politique est politique ; ne pas reconnaître l'oppression est le signe de l'oppresseur ; ne pas reconnaître le genre porte la signature de son genre. Qu'est-ce donc que le genre sinon la marque en creux de l'oppression.

Evidemment, il s'en trouve toujours pour prétendre réfuter le concept de genre en s'autorisant d'exceptions plus ou moins nombreuses. Que dire ? On échappe toujours, par un petit bout ou par un autre, à son genre ; on n'y échappe jamais absolument. Justement parce que le genre n'est pas une donnée naturelle, mais une construction de l'être, et une construction sociale.

Et les choses sont ainsi faites, que le fait même qu'on puisse en sortir et qu'on en sorte, parfois, fournit des arguments à ceux qui nient l'oppression et la perpétuent : chacune de nos victoires apporte une caution de plus à ceux qui, par chacun de leurs actes nous enferment, et se congratulent eux-mêmes de notre libération.

Oui, mais qui en paye le prix ?

Quelle est donc cette «victoire» contre l'oppression, qui humainement nous coûte si cher, et renforce les mecs dans l'opinion confortable qu'il n'est pas nécessaire qu'ils changent, puisque nous avançons ? Et où cela nous mène-t-il, nous dont chaque pas hors du cercle de notre genre les conforte dans le leur, et nous rend le pas suivant un peu plus coûteux encore ?

Nous avançons oui, mais vers quoi ? Car à part nous comporter exactement comme eux, et reprendre à notre compte chacun de leurs comportements, c'est à dire les cautionner, quel choix nous laissent-ils ? A part penser le féminin comme une infirmité, et nous mettre nous aussi à le mépriser, quel choix ?

Quelle est donc cette lutte contre l'oppression qui laisse dire à l'oppresseur, sans se faire instantanément réduire en miettes, que c'est nous qui devons faire des efforts pour changer, et prendre sur nous mêmes, que c'est nous, finalement, qui ne nous comportons pas comme nous devrions ?

Quelle est donc cette «libération» qui prend pour modèle son oppresseur ?

C'est une lutte qui ne reconnaît pas les genres sociaux, et qui prend le genre social masculin pour le genre humain.

Refuser de reconnaître le genre, c'est se refuser à le comprendre en soi-même et en l'autre, et c'est donc s'interdire toute possibilité de déconstruction. Au bout du compte, c'est se donner les moyens de le perpétuer.

Déconstruire le genre

La question n'est pas de transgresser, d'inverser ou de subvertir le genre, mais de le déconstruire.

...Le genre c'est fait de quoi, et ça nous vient d'où ? Se demander qui nous sommes et pourquoi, comment nous fonctionnons par rapport aux autres, et quelles en sont les conséquences.



Déconstruire le genre, ce n'est pas se mutiler davantage, ce n'est pas se contraindre ou s'interdire, ce n'est pas culpabiliser ni se flageller - pratiques semble-t-il courantes en certain milieu (1)... Ce n'est pas, au nom de la primauté de la volonté politique s'imposer ce que son corps, son être, refuse. (2)

Déconstruire le genre ce n'est pas reprendre à son compte une réponse reconnue politiquement correcte à la question acceptée du genre. Mais c'est plutôt chercher quelle est la question ; la question qui a eu dans notre histoire le genre pour réponse, et pourquoi.

Et c'est beaucoup plus difficile.

Je crois pour ma part que la féminité et la masculinité se font par l'inhibition imposée, au cours de notre développement, de certains de nos possibles, au profit d'autres ; ceux qui, selon la norme, correspondent à notre sexe. Si bien que déconstruire le genre, ce n'est peut-être rien d'autre que reconstruire notre humanitude : retourner en nous-mêmes creuser y chercher ces possibles de nous jamais aimés, jamais grandis, ces morceaux morts de nous-mêmes, pour leur redonner vie. Retourner y trouver nos propres questions, essayer d'approcher, essayer de comprendre, où quand et comment nous sommes devenus ce que nous sommes, ces êtres mal-grandis, gauches, empêchés et tordus, incapables souvent d'aimer sans faire du mal, et trouver comment faire pousser à nouveau nos branches.

Alors je crois que vouloir attaquer le carcan du genre avec l'outil de sa volonté, ce n'est que s'attaquer soi-même, quand il s'agit au contraire de faire, enfin, la paix.

Autant dépecer une chrysalide en espérant faire naître un papillon ;

Autant ouvrir de force les boutons des fleurs ;

Autant...

Non. On n'arrivera à rien comme ça.

Il ne s'agit pas de vaincre le genre en nous : il s'agit de le dénouer.

● ***Christel***

---

1. Note pour les profanes : je veux parler du milieu anarcho-machin-chose anti-tout...
2. Ca, c'est pour la « bi-sexualité politique » : j'ai même envie de dire qu'il s'agit d'une réponse typiquement masculine au problème : une réponse violente, mutilante et négatrice, qui ressemble à s'y tromper à ce que décrivent certains (Welzer-Lang) comme l'ordinaire de l'éducation du petit mec, destinée à faire de lui un homme. réponse crispée et malheureuse au désir, interdit et négation, refoulement.

Orientation sexuelle

D'où nous vient l'attirance pour un genre ?

La contrainte à l'hétérosexualité, tout au long de notre vie, est si flagrante, qu'il n'y a même pas lieu de la discuter.

Mais justement, l'existence même de l'homosexualité au sein de cette institution totalitaire qu'est l'hétérosexualité, prouve qu'autre chose, de plus profond, et de suffisamment fort parfois pour venir à bout de toute une vie de bourrage de crâne, jusqu'à faire craquer le carcan de l'évidence, et celui des convenances, pousse du fond de l'être.

Cette force, ce désir, quelles en sont la matière, la raison, l'économie?

Je couche avec les filles parce que je les aime, qu'est-ce que je peut dire d'autre ?

Ce n'est pas un choix politique, ce n'est pas une démarche ; mais une réalité première, indépassable et fondatrice de mon identité. Bien avant de penser politique, à une époque où j'ignorais l'existence du mot «lesbienne», où j'en ignorais même l'idée, où, pour tout dire, je ne savais même pas qu'il existait une chose répertoriée sous le mot «désir» (j'étais innocente, oui...), je les aimais déjà. Comme je ne savais pas dire ce que je sentais, je disais seulement que je les trouvais belles. J'avais dix ans, j'aimais passionnément la vie, et par dessus tout le ciel bleu et les matins d'été. Ce que je vivais alors, cet éblouissement des sens, ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai su qu'il portait un nom, et s'appelait «désir».

Sur ce désir brut devenu conscient, j'ai ensuite construit ma façon d'aimer, qui est, elle, philosophique, éthique et politique.

Alors je ne suis pas lesbienne parce que féministe, mais plutôt le contraire. Je suis féministe, et libertaire aussi, à cause de cela : cette lumière dans les yeux des filles, cette façon de sourire, cette façon de rire que les mecs n'ont jamais, cette manière de faire les gestes, de marcher, de toucher les objets, de regarder les choses et les problèmes. Je suis féministe, et libertaire, pour que vive mon amour.

Cela ne fait pas sérieux mais c'est la vérité, et il faut bien avouer de temps en temps : je fais de la politique pour la lumière qu'il y a dans l'air certains matins, et certaines fois aussi dans les yeux des filles.

Ce que j'essaie de dire (aussi) par ces mots, c'est qu'aimer est une chose pleine et entière et douce, et que, si on peut s'en priver - à quel prix...- , on ne peut s'y contraindre. Parce qu'aimer / désirer vient du plus profond de nous-mêmes, aimer, c'est ce noeud en nous qui nous fait être, être ce que nous sommes. «Choisir son orientation sexuelle», voilà une idée qui me parait porteuse de toutes les mutilations, et de tous les totalitarismes. (Ce qui ne veux pas dire qu'il ne faille pas questionner son orientation sexuelle, laquelle, pour être majoritaire, pourrait bien s'avérer réglementaire...)

Reste ensuite à choisir de vivre bien ce qu'on est, l'un ou l'autre ou les deux. (Est-il possible de vivre bien quand on est fille et hétéro, voilà une autre question, à laquelle je me garderai bien de répondre...)

Enfin, puisqu'on m'a une fois demandé : "mais si on peut déconstruire le genre, pourquoi ne peut-on pas déconstruire l'orientation sexuelle ?"

Une différence essentielle que je vois entre genre et orientation sexuelle est que, si les deux me semblent être des constructions psychiques, l'un (le genre) est un terme négatif, le résultat d'une soustraction, tandis que l'autre, (l'orientation sexuelle) est le résultat d'une opération beaucoup plus compliquée, et positive. On peut, difficilement, mais on peut, démembrer des murs, et se retrouver ; je doute qu'on puisse, adulte, s'inventer l'identité qu'on a pas.

● ***Christel***



illustration tirée de la BD de Chantal Montellier « L'esclavage c'est la liberté »



✶ ANDROZINE

N°19,20frs. Le fanzine "rose fluo", nous revient pour une cuvée 96. Avec un compte rendu du camping, une retranscription d'une discussion homo et toujours une multitude d'infos, de chroniques...

Androzine c/o B Peuportier, BP 192 75623 PARIS cedex 13.

✶ LA BELLE

Brochure sur la taule dont le but est de faire circuler l'information relative aux luttes des prisonniers et les questions liées à la répression. L'équpe de ce bulletin anime également l'émission « Parloir libre » sur Fréquence Paris pluriel (106,3), tous les vendredis à partir de 20h30.

Contact : Loevinski Sylvain, les basses lisières, 28260 Rouvres

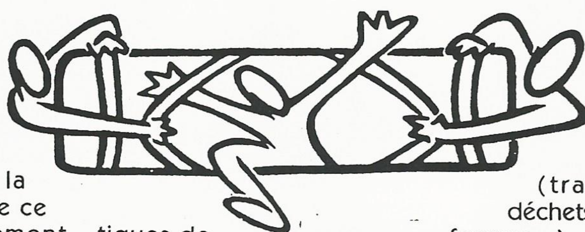
✶ COURANT ALTERNATIF

Un numéro spécial sur « Espagne 36, guerre ou révolution ? » Très intéressant. Avec un rappel historique, les différents courants en présence, l'évolution de la situation entre 1931 et 1938, un texte de George Orwell. Une analyse qui insiste particulièrement sur les compromissions et mensonges d'une partie du camp révolutionnaire.

C.A. c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

✶ LA GRIFFE

C'est la continuation de l'Echogryffe, sous un autre nom, après la disparition de la revue Noir & rouge, dont ce dernier était devenu le supplément. A partir du n°2 qui sort en mars, cela deviendra un trimestriel où se cotoyeront critiques de bouquins, analyses, réflexions, infos. On peut s'abonner en filant 10 francs par numéro.



La griffe c/o librairie La gryffe, 5 rue sébastien gryphe, 69007 Lyon.

✶ LA GUILLOTINA "exigio lo imposible"

Revue mexicaine qui se définit comme un organe d'analyse et de débat politique du collectif la Guillotina, regroupant des étudiant(e)s de Communication, Lettres, Sciences politiques, Sociologie, Economie et Dessin des universités UAM et UNAM de Mexico. La revue soutenant l'EZLN, il était normal que l'on vous en parle. Dans le n° 31 d' août-septembre 95, vous y trouverez divers textes sur les zapatistes, sur la violence qui règne dans plusieurs Etats mexicains, des entrevues avec des intellectuels (intéressants, eh oui, il y en a !) sur le néolibéralisme, le fascisme et la démocratie, et des articles mi-culturel mi-politique, etc. C'est très interessant, agréable à lire et plein de belles photos.

La Guillotina, Boulevard a Qro. N°51, Viveros de la Loma, Tlalnepantla, Edo. Mex. C.P. 54080, Mexique.

✶ HAR HITZA !

Nouvelle formule pour ce canard basque qui devient mensuel (12p. 10F). Textes en basque et en français. Infos locales et internationales avec un dossier dans chaque numéro (traitement des déchets, le sabotage, les femmes...).

Har hitza, 23bis tonneliers karrika, 64100 Baiona.

✶ SAVOIR RIRE ET MILITER

C'est le journal du CALM (Collectif d'actions libertaires multilatérales). Avec au sommaire un compte rendu des activités du collectif, des infos.

CALM, BP 281, 57108 Thionville cedex.

✶ TRANQUILLE LE CHAT

N°2 printemps 96. (à paraitre...) prix libre Avec un "dossier" Hip-Hop et politique (interview d'Assassin...), des textes selon l'humeur...

TLC, 4 rue Jean Bullant 95440 Ecouen.

✶ <...

Derrière ce titre pour le moins imprononçable, se cache un nouveau canard qui vient de Lille avec un sommaire particulièrement attractif : textes sur la pornographie, la parole, les rapports humains, l'identité sexuelle, des chroniques de livres, etc. C'est gratuit mais prévoir les frais de port (environ 30 pages A4).

Ecrire à PADI qui transmettra

✶ Les Cahiers des Journées Libertaires de Montpellier,

qui se sont déroulées du 26 avril au 1er mai 1995, sont enfin disponibles. Cahier 1 : "littérature et subvension". Cahier 2 : "Tiers monde : une alternative au développement". Cahier 3 : "les promesses de l'éducation". Cahier 4 : "atelier de l'utopie : de l'impossible au possible". Cahier 5 : "vers l'anarchie". Cahier 6 : "le rôle de la satire". Cahier 7 : "débat sur la prison".

A commander à : C.J.L. BP 11, 34830 CLAPIERS. Prévoyez des sous pour les photocopies et les envois.

Musik.

CHUMBAWAMBA « Swinging with Raymond »

Des belles balades mièvres sur une face (bon d'accord y'a pas de face sur un cd, mais bon), des morceaux top pop/punk sur l'autre, c'est les chumbas qui déboulent avec leur dernier album. Que dire, pas de véritable changement, on les sent installés dans une petite routine mais c'est toujours aussi agréable à écouter alors... Pour les textes pas de problème, des thèmes variés traités avec humour, provocation, colère etc. Pour la petite histoire c'est distribué par Virgin alors faites une copie (ou volez-le). I don't believe in the good cop...

ASSASSIN « Shoota Babylon »

nouveau maxi 45tour tiré de leur 2ème album, avec 4 inédits dont le "underground s'exprime" chapitrell. Pour vous mettre l'eau à la bouche voilà quelques lyrics: "C'est fou de voir autant de gens attirés par l'argent/ comme les requins attirés par l'argent".

LE KiOSK

LE KiOSK? C'EST UN INFO-SHOP, OUVERT EN LIAISON AVEC LE CENTRE INTERNATIONAL DE CULTURES POPULAIRES (CICP, VOUS VOUS SOUVENEZ? LA RUE DE NANTEUIL!)

TU POURRAS Y TROUVER TOUTES SORTES D'INFOS SOCIALES, MILITANTES ET CONTRE-CULTURELLES... DEBATS, MANIFS, MEETINGS, CONCERTS, ACTIONS...

ET PUIS Y SONT EN DIFFUSION DES LIVRES, BROCHURES, REVUES, JOURNAUX, FANZINES, DISQUES, K7, CD, T-SHIRTS, POLITIQUES ET ALTERNOS!

ZINE

FINALEMENT, T'AURAS LA POSSIBILITE DE T'INFORMER SUR PLEIN D'ASSOS, DE FAIRE DES DÉPÔTS ET DE CONSULTER DES ZINES, REVUES, LIVRES, ETC...

VIENS FAIRE UN TOUR!

C'EST OUVERT DU MERCREDI AU SAMEDI DE 14H. À 19H., LE KIOSK SE TROUVE DANS LE PASSAGE DUMAS (À 10M. SUR LA DROITE) FACE AU 21 TER RUE VOLTAIRE.
Ⓜ NATION & RUE DES BOULETS

BD. PHILIPPE AUGUSTE — NATION →
21 TER CICP — RUE VOLTAIRE — PASS. DUMAS — LE KIOSK

le jeudi, il est fort probable que vous rencontriez des personnes d'Apache au Kiosk...



La revendication institutionnelle en Corse

A l'heure où la Corse fait la une de l'actualité avec les assassinats à répétition dans la mouvance nationaliste, voilà un livre qui tombe à pic pour nous rappeler qui sont les acteurs et quels sont les enjeux de la tragédie corse. Vanina examine plus particulièrement la stratégie institutionnelle mise en oeuvre dans l'île, le rôle et la portée des nouvelles institutions et les conséquences sur le mouvement nationaliste et les luttes sociales. Une analyse sévère sur un mouvement de libération nationale qui par-delà les querelles de personnes se déchire sur deux questions fondamentales : la négociation avec l'Etat français et la place de l'organisation clandestine dans la lutte de libération nationale et sociale.

"On peut dire que le mouvement corse se porte aujourd'hui bien mal.(...) Et plus dure sera sûrement la chute du mouvement corse si un recentrage sur le terrain social et une clarification de son projet politique ne viennent pas arrêter sa dérive suicidaire." (Vanina)

Un livre indispensable pour tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à la lutte du peuple corse en particulier et les luttes de libération natinale en général, et qui ne se contentent pas de la version des médias, de la classe politique traditionnelle (française ou corse) ou de l'Etat français qui aimeraient bien résumer le problème corse à une lutte de chefs de clans ou maffia, à un problème de grand banditisme, à une île où il faudrait rétablir l'ordre et la justice,...

"La revendication institutionnele en Corse" de Vanina. Editions Acratie (Déc.95), L'Essart, 86310 La Bussière.

Les survivants du Che

"Bolivie, le 8 octobre 67. Un groupe de 17 guérilleros, conduit par Che Guevara, prend position dans le ravin du Yuro. A l'issue d'un rude combat avec les forces armées, le Che est fait prisonnier avec deux de ses compagnons. Il sera exécuté le lendemain. Seuls six hommes parviendront à réchapper du Yuro. Commence alors une fuite éperdue jusqu'à la frontière chilienne(...)"

Ainsi commence ce récit de dariel Alarcon Ramirez, "Benigno", qui sera l'un des survivants de cette guérilla bolivienne. Ayant rejoint la guérilla castriste en 1957, il participera à la libération de Cuba en 1959, avant de partir en 1961 pour des "missions internationales" en Algérie, au Congo, au Venezuela et en Bolivie, où il rejoint le Che en 1967. Un livre sensible, loin d'être une apologie de la guérilla, qui cherche plutôt à relater l'aventure de quelques hommes qui donnèrent leurs vies pour des idées auxquelles ils croyaient, et qui pensaient pouvoir "exporter" la révolution chez leurs frères latino-américains.

"Les survivants du Che" de Dariel Alarcon Ramirez et Mariano Rodriguez. Editions du Rocher.

Ombre de l'ombre

"Mexique 1922. Un journaliste spécialisé dans les affaires criminelles, un avocat dont les meilleures clientes sont des prostituées, un poète virtuose dans l'art du slogan publicitaire et compagnon de route de Pancho Villa et un Chinois anarchiste et syndicaliste..." Tels sont les acteurs de ce roman, qui vous plonge dans le Mexique post-révolutionnaire de début du siècle, où vous nagerez entre crimes politiques, complots, luttes syndicalistes, etc. Un petit chef-d'oeuvre.

"Ombre de l'ombre" de Paco Ignacio Taibo II. Collection Rivages/noir. Editions Seuil.

Ci après une liste non exhaustive, bien evidemment, de journaux sortant relativement régulierement que nous recevons et/ou lisons

•ABC FÉDÉRATION UPDATE
Journal de l'ABC New-Jersey ; soutien aux prisonnierEs. *ABC Update, Post office PoBox 8532, Paterson, NJ 07508-8532, Etats Unis.*

•A CONTRE COURANT
Mensuel, analyses politique et sociale sur ce qui se passe en France. *ACC, 1 rue Hugo, 52100 Bettancourt.*

•ACTION
Mensuel d'Act-Up Paris. *Act-Up, 45 rue Sedaine, 75010 Paris.*

•EL ACRATADOR
Fanzine libertaire en espagnol. *Acratador c/o Ateneo libertario, APDO 3141, 50080 Zaragoza, Espagne.*

•THE BLAST
Journal anar nord américain. *The blast, PO Box 7075, MPLS, MN 55407, Etats Unis.*

•CAHIERS ANTISPÉCISTES
Trimestriel sur la libération animale. *Cahiers antispécistes, 6, rue de la victoire, 69003 Lyon.*

•CLASS WAR
Journal légendaire de la lutte des working class. En anglais, tous les deux mois. *Class war, Po Box 772, BS 99 1EG, Bristol, Angleterre.*

•COMBAT SYNDICALISTE
Mensuel de la Confédération nationale du travail - bureau confédéral de Paris. *CS, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.*

•CONTRA FLOW
Bulletin de contre information en anglais. *Contra flow c/o 56a infoshop, 56 Crampton street, London SE 17, Angleterre.*

•COURANT ALTERNATIF
Mensuel de l'Organisation communiste libertaire. En Kiosque. *CA c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex.*

•DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE
Feuile d'infos bimestrielle sur les mouvements sociaux dans le monde. *Echanges et mouvements, BP 241, 75866 Paris cedex 18.*

•DE UN PLUMAZO
Journal de la Radical gai de Madrid. *De un plumazo, Apdo 8294, 28080 Madrid, Espagne.*

•DISPAC'H
Journal du Résau autonome de Bretagne. Textes et infos locales et internationales. *Dispac'h c/o le Local, 16 straed Sanlecque, 44000 Naoned.*

•DISSENSUS
Journal plutôt libertaire, situationniste...
Dissensus c/o Jean-Luc Sahagian, 6 rue des Héros, 13001 Marseille.

•EKINTZA ZUZENA
revue libertaire basque trimestrielle (textes majoritairement en espagnol). Très intéressant, textes de fond, infos... *Ediciones EZ, Apdo 235, 48080 Bilbo, Biskaia, Espagne.*

•EUSKADI EUROPEAN
Journal du comité de solidarité avec Euskadi. *CSE c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13.*

•FRONT
Journal plein d'infos sur les groupes de lutte armée en Europe. *Front c/o Jargon libre, 12, ave. du château, 94300 Vincennes.*

•INFOSUDS
Trimestriel venant de Toulouse avec des infos locales et internationales. *Infosuds, 40 rue Alfred Duméril, 31400 Toulouse.*

•LA DYNAMITE
Fanzine des lycéenNes de la CNT Vignole. *33, rue des vignoles, 75020 Paris.*

•LA LLETRA A
Revue libertaire catalane trimestrielle (textes en catalan et en espagnol). Pleins de choses bien ! *Ateneu llibertari, st vicenç alegre 3, 43201 Reus, Espagne*

•MONDE LIBERTAIRE
Hebdomadaire de la Fédération anarchiste. *En kiosque.*

•MOLOTOV
Bulletin bimensuel en espagnol de contre info. *Apdo 14409, 28080 Madrid, Espagne (ne pas mettre de nom sur l'enveloppe)*

•NO PASARAN
Bulletin (catalan et castillan) antifasciste et antiraciste du collectif Al enemigo ni agua. *AENA C/Periill 52, 08012 Barcelona, Espagne*

•NO PASARAN
Mensuel du réseau antifasciste No pasaran. Infos, tracts divers. *No pasaran, 21ter rue voltaire, 75011 Paris*



•NUEVA TIERRA NUESTRA
revue d'informations et d'analyses latino américaine (en espagnol) éditée à Managua.
A commander à Hermann Klosius, Mumbgasse 1-3/49, 1020 Wien, Autriche

•PERRO ROJO
Fanzine colombien qui aborde des thèmes très divers. *Perro Rojo, AA 56385, Bogota 2 DC, Colombie.*

•RÉZO
Journal du rézo de Lausanne. Infos sur les squatts, la répression policière, etc. *Infokiosk, av. de morges 60, 1004 Lausanne, Suisse.*

•REFLEXES
Trimestriel antifasciste de l'association Reflex. *21ter rue Voltaire, 75011 Paris.*

•RIRE
Bimestriel antimilitariste du Réseau d'information aux réfractaires. *RIRE, 33 rue coutellerie, 13002 Marseille.*

SOLIDARITÉ GUATÉMALA
Bulletin du collectif Guatémala. *Solidarité Guatémala, 17 rue de l'Avre, 75015 Paris.*

•SOLIDARITÉ IRLANDE
Sort tous les 2-3 mois. Actualité, analyses et infos. *Centre social de pen-ar-creach, rue du professeur chrétien, 29200 Brest.*

•TALKING LIBERTIES
Journal de l'ABC anglaise ; soutien aux prisonnierEs. *Talking liberties c/o 121 bookshop, 121 railton road, London SE24 OLR, Angleterre.*

•VOLCANS
revue bimestrielle d'info et de solidarité avec l'Amérique Centrale. *EDREV, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.*

•YA BASTA
bulletin hebdomadaire du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (ouf !). Actualités, communiqués... *CSPCL, 33, rue des vignoles, 75020 Paris.*

DEPUIS LES MONTAGNES DU SUD-EST MEXICAIN

(plus que jamais !!!)



Aguascalientes La Realidad, sud-est mexicain, décembre 1995

Nous sommes ici au cœur de la zone zapatiste dans un des quatre Aguascalientes (1) que les zapatistes ont construits comme espace culturel à la veille du deuxième anniversaire du soulèvement armé. Nous sommes à quatre heures de piste de Las Margaritas où la « migration » a installé depuis peu un poste de contrôle pour tous ceux et celles qui auraient la mauvaise idée d'aller rendre visite aux zapatistes. Tous ceux et celles qui sont intercepté(e)s sont interrogé(e)s, filmé(e)s et fiché(e)s. Plusieurs étrangers se sont vu notifier un avis d'expulsion du territoire mexicain. Mais la bureaucratie mexicaine, même si elle est bien rodée n'a pas l'intention de se tuer à la tâche : le poste fonctionne de 8h à 20h... (2)

La zone est aussi sous contrôle militaire avec un poste sur la piste avant et après La Realidad. Depuis plusieurs semaines La Realidad subit les passages répétés des hélicoptères et avions militaires. L'armée fédérale tente d'intimider le village et a même essayé d'y pénétrer sans grande conviction et donc sans y parvenir. Le seul incident grave s'est produit à Oventic, où l'armée fédérale en position de combat s'est opposé à la population. Plusieurs centaines d'Indiens ont empêché l'invasion du village en balançant des pierres. Toutes ces manœuvres militaires n'empêchent pas la vie de suivre son cours normal à la Realidad ou presque, vu la présence d'une centaine d'internationalistes dans un village qui compte environ 600 habitants. Pour pouvoir y entrer et y séjourner il fallait disposer d'une accréditation (du gouvernement en rébellion ou de la CONPAZ ou des campements pour la paix...). Elle nous était d'ailleurs régulièrement réclamée, et le nombre d'étrangers présents souvent vérifié. Nos déplacements et l'utilisation des caméras de photo et vidéo étaient eux aussi plus ou moins contrôlés. Tout fût mis en œuvre pour assurer notre sécurité et la leur. Et pour les zapatistes la tâche devait être ardue vu les pressions et les manœuvres gouvernementales. Les zapatistes voulaient faire de l'inauguration des nouveaux Aguascalientes le temps fort des festivités du deuxième anniversaire et ce fût une grande réussite. Du 28 au 31 décembre, ce furent des journées non-stop de fête (danse, théâtre, concerts où se mélangeaient marimbas et guitares électriques...) en pleine forêt, grâce au concours de groupes électrogènes. Le 31 décembre, la population du village gonfla sensiblement et atteignit peut-être les 2 000 personnes. Ca arrivait de partout par groupes de 50 ou 100 zapatistes. Les festivités commencées dès le matin continuèrent jusqu'à l'aube. Divers groupes de musique (zapatistes) se succédèrent sur la scène (hommes en cagoule et femmes au foulard) avec des noms aussi étranges que « grupo juvenil 8 de octubre » (3), « 10 de abril » (4), etc.

Mais le show ne commença vraiment qu'aux premières heures de l'année 1996 quand le « commandant » Tacho monta sur la scène accompagné de plusieurs membres de l'EZLN pour nous souhaiter d'un ton grave la bonne année tout en dénonçant les manœuvres de l'armée fédérale, la mauvaise foi du gouvernement , rappelant le sacrifice de ceux et celles tombé(e)s lors des combats du début 1994, et nous promettait une surprise. Ils disparurent aussi vite qu'ils étaient apparus tandis que les marimbas ramenaient les gens sur la piste de danse. Il ne se passa pas une heure avant que ne réapparaissent Tacho et les autres membres de l'EZLN. Entre temps une télé avait été installée sur la scène. Tacho mit une cassette vidéo, la chaîne de télévision zapatiste était lancée avec le « Sub Marcos » comme présentateur. Ce fût près de deux heures de spectacle où dans un flot de rappels des événements passés, de plaisanteries, de dénonciations , de revendications et de contes pour enfant, Marcos annonça la naissance du Front zapatiste de libération nationale, une nouvelle organisation politique et non armée, précisant qu'elle n'entraînait pas la disparition de l'EZLN ; bien au contraire, les bases d'appui de l'EZLN seraient l'ossature de ce nouveau mouvement national.

Ce show laissa beaucoup de « téléspectateurs » sur leur faim même si sur les visages souriants on pouvait apprécier l'impact de ce nouveau tour que venait de nous jouer le « Sub ». La surprise passée, la fête repris de plus belle jusqu'au petit matin.

● ***Narb***

---

1. Morelia, La Garucha, Oventic et la Realidad
2. Mauvaise nouvelle : la « migracion » a décidé de faire des heures supplémentaires, elle est même présente la nuit. Mais pour accéder aux communautés il y a de nombreuses pistes et la « migracion » ne peut pas toutes les contrôler... du moins pas encore !
3. 8 octobre 1967 : mort du Che
4. 10 avril 1919 : mort de Zapata

Chronologie des événements

•20/09/95 : La COCOPA annonce après une réunion avec la CONAI que l'EZLN a accepté le principe d'une réunion pour analyser et définir les modalités de la participation de l'EZLN dans "le dialogue national pour la réforme de l'État".

•01/10/95 : Le sous-commandant Marcos fait sa première apparition publique depuis l'offensive de l'Armée fédérale du 9 février 95. Il a fait partie de la délégation zapatiste qui s'est réunie avec la COCOPA à la Realidad.

•15/10/95 : élections locales au Chiapas (chambre des députés et mairies : 111 postes à pourvoir). L'abstention dépasse les 50%, fait inédit dans cet État, et plus de 65% dans les 38 municipalités de la zone de conflit. L'EZLN n'a pas donné de consigne de vote : début d'une vive polémique avec le PRD.

•19/10/95 : reprise du dialogue entre l'EZLN et la COCOPA sur "droits et culture indigènes".

•21/10/95 : la police mexicaine annonce la capture de Fernando Yañez Muñoz, qu'elle présente comme le "commandant German" de l'EZLN. Yañez a milité dans les années 60 et 70 dans les FLN (forces de libération nationale, guérilla d'inspiration marxiste) et selon les services de l'intelligence militaire les FLN auraient donné naissance à l'EZLN, dont Yañez serait par conséquent un des principaux dirigeants ! Il sera libéré le 27 octobre après que le procureur de la République eut délivré un non-lieu.

•24/10/95 : résultats définitifs des élections locales au Chiapas, 84 municipalités pour le PRI, 17 pour le PRD et 5 pour le PAN. C'est le début de nombreuses protestations contre les fraudes électorales et des occupations de mairies. Dans de nombreuses communautés les Indiens ont élu leurs représentants selon leurs propres coutumes et ne reconnaissent donc pas les nouvelles autorités issues des élections.

•03/11/95 : Cécilia Rodriguez, citoyenne des USA et coordinatrice de la Commission nationale pour la démocratie au Mexique et représentante "officielle" de l'EZLN aux USA a rendu public une déclaration dans laquelle elle dénonce avoir été agressée et violée par trois hommes armés alors qu'elle était en visite au Chiapas.

•07/11/95 : Maria Gloria Benavides Guevara, accusée par le gouvernement d'être la commandante Elisa, a été acquittée des délits de sédition, rébellion et détention d'armes illégales.

•16/11/95 : les délégations zapatiste et gouvernementale déclarent être arrivéees à des accords ponctuels.

•**17/11/95 :** Le Ministère public a fait appel de la décision du juge de libérer Maria Gloria Benavides. La procédure contre elle reprend.
Publication d'un communiqué de l'EZLN pour les 12 ans de l'armée zapatiste.
•**26/11/95 :** lors d'une assemblée, 1500 personnes (indiennes et métisses) ont élu de façon complètement indépendante un conseil municipal à Ocosingo, où les élections avaient été annulées deux fois.
•**05/12/95 :** les habitants de la Realidad dénonce que les patrouilles militaires ont augmenté dans leur zone. Une réunion qui devait s'y tenir entre la COCOPA et l'EZLN a été annulée.
•**15/12/95 :** réunion entre la COCOPA et quelques commandants de l'EZLN (dont Marcos) au sujet de la participation des zapatistes au "dialogue politique national".
•**19/12/95 :** le Ministère de la Défense a créé une nouvelle zone militaire au Chiapas, ayant pour siège Ocosingo.
•**21/12/95 :** la caravane "Para todos todo" a apporté près de 18 tonnes de nourriture, médicaments et jouets aux centres de résistance zapatiste (les Aguascalientes).
•**28/12/95 :** inaugurations des 4 Aguascalientes (Morelia, La Garrucha, Oventic et la Realidad), espaces de rencontre entre la société civile nationale et internationale et l'EZLN; vont s'y dérouler plusieurs jours de fêtes. Un incident sérieux se produira entre la population indienne et l'armée fédérale à Oventic. Les zapatistes décident de ne pas défiler en armes, tandis que la présence de l'Armée fédérale se fera nettement sentir.
•**01/01/96 :** deuxième anniversaire de la rébellion zapatiste ; l'EZLN publie la quatrième déclaration de la selva Lacandona, annonçant la formation du Front zapatiste de libération nationale (FZLN), nouvelle organisation politique non armée qui aura comme base l'EZLN.
Le budjet de l'Armée fédérale est en augmentation de 44% pour 1996, il s'élèvera à 10 milliards de francs; sur les 175000



Forum National Indigène, San Cristobal de Las Casas, Chiapas, janvier 1996

Deux ans après le soulèvement de l'EZLN s'est tenu à San Cristobal le Forum national indigène. Pour la première fois au Mexique, un forum sur la condition indienne était appelé et animé par les Indiens eux-mêmes. La participation a été de 500 personnes, dont 300 indigènes de 32 ethnies différentes du Mexique. La présence internationale y était aussi très importante. Ce forum avait été préparé par des forums régionaux et des réunions préparatoires dans tout le Mexique. Il était convoqué par l'EZLN avec l'appui de la COCOPA (1) et de la CONAI (2). Ce fut une semaine de débats, de dénonciations et de proclamations où chacun et chacune avaient la parole. Les thèmes abordés furent : autonomie et communautés, droits indigènes, garanties de justice pour les indigènes, représentation et participation politique des indigènes, situation, droit et culture de la femme indigène, accès aux médias de communication, promotion et développement de la culture indigène. La participation de l'EZLN se faisait par l'intermédiaire de ses conseillers et conseillères, les 23 membres de CCRI présents



délégation zapatiste au Forum nationale indigène, 9 janvier 1996

se contentant d'écouter et de prendre des notes. La parole était vraiment laissée aux invité(e)s. Les conclusions les plus marquantes furent qu'une charte pour la protection de l'enfance (en particulier, les enfants indigènes) soit intégrée à la Constitution, que l'on garantisse la participation de la femme dans tous les organes de prise de décision dans les communautés indigènes, que l'actuel gouvernement soit remplacé par un gouvernement de transition à la démocratie, avec une assemblée constituante et l'établissement d'une nouvelle Constitution, qu'une nouvelle loi électorale voit le jour pour mettre fin au monopole des partis politiques et à la fraude électorale généralisée, que l'on reconnaisse enfin l'autonomie des peuples indigènes tant au niveau de la gestion de leurs terres que dans la manière de nommer leurs autorités et que l'on modifie de nouveau l'article 27 de la Constitution pour lui rendre son esprit originel issu de la Révolution mexicaine à savoir que les terres indiennes sont insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. Tous les participant(e)s tombèrent d'accord sur le fait que les travaux de ce forum devaient servir à promouvoir le Front zapatiste de libération nationale (FZLN) dans tout le Mexique et que le Forum national indigène devait se transformer en Forum permanent et envisager de prochaines rencontres. Lors de l'ultime conférence de presse de l'EZLN, le sous-commandant Marcos rappela que le Forum n'est pas le FZLN, que le Front ne va pas non plus se substituer au Mouvement de libération nationale (MLN) ni rechercher le pouvoir ou des postes de pouvoir à quelque niveau que ce soit, mais qu'il va participer au MLN avec toutes les autres forces politiques qui luttent pour un gouvernement de transition, une nouvelle Assemblée constituante et une nouvelle Constitution. Les résolutions du Forum furent remises officiellement par les commandant(e)s de l'EZLN et le sous-commandant Marcos à la COCOPA le 9 janvier pour que celle-ci les transmette au Congrès des Députés et qu'elles soient prises en compte lors du dialogue national pour la réforme de l'État. Ces résolutions servirent aussi de base aux nouvelles négociations entre le Gouvernement et l'EZLN, qui se sont tenues du 10 au 18 janvier 96 à San Andrès Sacamach'en de Los Pobres. Ces nouvelles négociations (les dixièmes !?) se sont d'ailleurs déroulées dans un climat très tendu. Alors que la COCOPA mettait l'accent sur le fait qu'un accord était possible avec l'EZLN vu qu'ils étaient tombés d'accord sur 80% des demandes de l'EZLN; l'EZLN, elle, dénonçait les provocations de l'Armée fédérale dans les zones zapatistes et la militarisation croissante de ces zones. Dans les 20% de désaccord la COCOPA plaçait, en autre, la réforme de l'article 27 de la Constitution et l'autonomie des peuples indigènes, deux points sur lesquels le pouvoir mexicain n'a pas l'intention de céder. Les deux parties en présence se sont données rendez-vous le 13 février 96 pour de nouvelles négociations à San Andrès. D'ici-là, l'EZLN est retourné consulter ses bases sur les propositions faite par le Gouvernement, tout en rappelant que la présence de l'Armée fédérale risquait d'entraîner le rejet des propositions gouvernementales de la part des communautés zapatistes qui ne voyaient pas d'améliorations significatives de la situation malgré l'avancée des négociations. C'est sous une pluie battante et dans un froid glacial que la délégation zapatiste donna sa dernière conférence de presse le 19 janvier; peu après chacun(e) repartait dans sa communauté dans les véhicules de la Croix-rouge international, sans oublier de remercier tous les présents, surtout les ceinturons civils pour la paix, et en donnant rendez-vous à la population de San Andrès au 13 février 96.

● ***Narb***

1. Commission de concorde et pacification crée en mars 95 par le gouvernement mexicain dans le cadre de la loi d'amnistie. Elle sert d'intermédiaire entre le gouvernement et l'EZLN dans les négociations et y participent des membres des 4 partis politiques représentés à l'Assemblée.
2. Commission de médiation présidée par Mgr Ruiz, évêque progressiste de San Cristobal. Elle assiste aux négociations et a joué un rôle important dans le maintien du dialogue.



Première déclaration de La Realidad, contre le néolibéralisme et pour l'humanité

« Me voici,
Je suis ici enfin présent
moi le chanteur.

Réjouissez-vous,
qu'approchent , que se présentent
ceux qui ont souffrance au coeur.

Moi, j'élève mon chant. »

Poème nahuatl

Aux peuples du monde :
Frères :

Ces dernières années, le pouvoir de l'argent a présenté sous un nouveau masque son visage criminel. Par-delà les frontières, quelles que soient races et couleurs, le Pouvoir de l'argent humilie les dignités, insulte les honnêtetés, et assassine les espoirs. Bien connu sous le nom de «Néolibéralisme», le crime historique de la concentration des privilèges, des richesses et des impunités démocratise la misère et le désespoir.

Une nouvelle guerre mondiale se livre, mais à présent contre l'humanité entière. Comme dans toutes les guerres mondiales, ce qui est recherché, c'est une nouvelle répartition du monde.

Cette guerre moderne qui assassine et oublie, ils l'appellent «mondialisation». La nouvelle répartition du monde consiste à concentrer le pouvoir dans le Pouvoir et la misère dans la misère.

La nouvelle répartition du monde exclut les «minorités». Indiens, jeunes, femmes, homosexuels, lesbiennes, gens de couleur, immigrés, ouvriers, paysans, les majorités qui forment les sous-sols du mondes se présentent, pour le pouvoir, comme des minorités dont il n'a pas besoin. La nouvelle répartition du monde exclut les majorités.

L'armée moderne du capital financier et des gouvernements corrompus avance et conquiert de la seule manière dont elle est capable : la destruction. La nouvelle répartition du monde détruit l'humanité.

La nouvelle répartition du monde n'a lieu que pour l'argent et ses serviteurs. Hommes, femmes et machines se confondent, également asservis, aussi peu indispensables. Le mensonge gouverne et se multiplie en moyens et manières.

Un nouveau mensonge nous est offert en guise d'histoire. Le mensonge de la défaite de l'espoir, le mensonge de la défaite de la dignité, le mensonge de la défaite de l'humanité. Le miroir du pouvoir nous offre en contrepoids sur la balance : le mensonge de la victoire du cynisme, le mensonge de la victoire de la servilité, le mensonge de la victoire du néolibéralisme.

Au lieu d'humanité, ils nous offrent des indices boursiers, au lieu de dignité, ils nous offrent la mondialisation de la misère, au lieu d'espoir ils nous offrent le vide, au lieu de vie, ils nous offrent l'internationale de la terreur.

Contre l'internationale de la terreur que représente le néolibéralisme, nous devons élever l'internationale de l'espoir. L'unité, par-delà les frontières, les langues, les couleurs, les cultures, les sexes, les stratégies et les pensées, de tous ceux qui préfèrent l'humanité vivante.

L'internationale de l'espoir. Pas la bureaucratie de l'espoir, pas l'image inversée et, par là-même, semblable à celle qui nous anéantit. Pas le Pouvoir sous un signe ou un habillage nouveau. Mais un souffle, le souffle de la dignité. Mais une fleur, la fleur de l'espoir. Mais un chant, le chant de la vie.

La dignité est cette Patrie sans nationalité, cet arc-en-ciel qui est aussi un pont, ce murmure du coeur quel que soit le sang qui le vit, cette irrévérence rebelle qui se moque des frontières, des douanes et des guerres.

L'espoir est cette rébellion qui rejette le conformisme et la défaite.

La vie, voilà ce qu'ils nous doivent : le droit de gouverner et de nous gouverner, de penser et d'agir avec une liberté qui ne s'exerce pas sur l'esclavage des autres, le droit de donner et de recevoir ce qui est juste.

Pour tout cela, aux côtés de tous ceux qui, par-delà frontières, races et couleurs, partagent le chant de la vie, la lutte contre la mort, la fleur de l'espoir et le souffle de la dignité...

L'Armée zapatiste de libération nationale parle...

A tous ceux qui luttent pour les valeurs humaines de démocratie, liberté et justice.

A tous ceux qui s'efforcent de résister au crime mondial nommé «Néolibéralisme» et aspirent à ce que l'humanité et l'espoir d'être meilleurs soient synonymes d'avenir.

A tous les individus, groupes, collectifs, mouvements, organisations sociales, citoyennes et politiques, aux syndicats, aux associations de quartiers, aux coopératives, à toutes les gauches possibles et imaginables, ONGs, Groupes de Solidarité avec les luttes des peuples du monde, bandes, tribus, intellectuels, indiens, étudiants, musiciens, ouvriers, artistes, professeurs, paysans, groupes culturels, mouvements de jeunes, moyens de communication alternatifs, écologistes, lesbiennes, homosexuels, féministes, pacifistes.

A tous les êtres humains sans logis, sans terre, sans travail, sans nourriture, sans soins, sans éducation, sans liberté, sans justice, sans indépendance, sans démocratie, sans paix, sans patrie, sans lendemain.

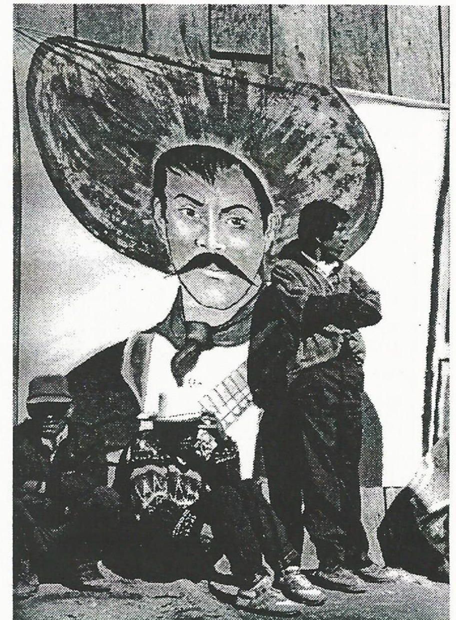
A tous ceux qui, par-delà couleurs, races et frontières font de l'espoir
leur arme et leur emblème.

Et les convoque à la Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme

● ***Sous-commandant insurgé Marcos***

La Realidad est située dans une vallée ceinturée de collines recouvertes de forêt, et est traversée par une rivière que bordent quelques dizaines de maison de bois aux toits de zinc. La population (des Indiens tojolabales) vit de quelques cultures (maïs, haricots, café) et ne possède quasiment pas de bétail (le lait est presque inconnu). Le repas se résume à la traditionnelle tortilla de maïs accompagnée d'haricots et d'œufs. Avec la présence des étrangers la vie du village est grandement bouleversée. Le village dispose d'un comedor (cantine) où on peut se faire servir ses repas, d'une cuisine collective au service des internationalistes, d'une boutique, d'un campement civil pour la paix et d'un Aguascalientes qui ressemble à un village en miniature, avec douche, wc, cuisine, poste de santé, une grande scène pour les spectacles et des gardins pour le public...

La Realidad est le dernier village sur la piste qui par de La Margaritas et qui se perd dans la forêt en direction de la Forêt Lacandone.



hommes que compte cette armée, 60 000 sont au Chiapas.

•02/01/96 : passation de pouvoir mouvementée dans les mairies du Chiapas, pour la première fois il y aura des mairies d'opposition (26 sur 110).

•03/01/96 : début à San Cristobal du Forum national indigène convoqué par l'EZLN avec l'appui de la COCOPA et la CONAI. Ce sera un grand moment de rencontre, de dénonciations et de réclamations, y participeront 24 délégués zapatistes et 500 personnes (mexicaines et étrangères), dont 300 délégués de mouvements indiens indépendants de 32 ethnies du Mexique.

•09/01/96 : fin du Forum et remise des documents par l'EZLN à la COCOPA pour qu'elle les transmette à la Chambre des députés, afin qu'ils soient pris en compte dans "le dialogue pour le réforme de l'Etat". Lors de l'ultime conférence de presse, le sous-commandant Marcos a annoncé une réunion intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité au Chiapas en juillet 96, qui sera précédée de réunions préparatoires sur tous les continents.

•10/01/96 : Reprise du dialogue EZLN-Gouvernement. La police judiciaire est passée dans les locaux de la COCOPA et a récupéré toutes les coordonnées des personnes ayant participées au Forum.

•13/01/96 : La CONPAZ (coordination des ONG pour la paix, indépendante) a dénoncé dans une lettre au ministère de l'Intérieur le harcèlement systématique contre les étrangers au Chiapas dans la zone de conflit.
•14/01/96 : expulsion par la police de Mexico du CLETA (groupe culturel indépendant) des lieux qu'il occupait depuis plusieurs années et où il réalisait des spectacles politico-culturels. Il avait annoncé le jour même l'inauguration d'un "Aguascalientes" dans ces lieux.
•15/01/96 : Eduardo Robledo, gouverneur-PRI du Chiapas en permission, a demandé le renouvellement de sa permission pour 11 autres mois; c'est son remplaçant,Cesar Ruiz Ferro, qui reste en place. Le retour de Robledo risquait de causer de sérieux troubles au Chiapas. Avec Amado Avendaño comme gouverneur en rébellion, le Chiapas compte pas moins de trois gouverneurs !
•19/01/96 : les délégations zapatiste et gouvernementale sont arrivées à des accords partiels sur "droits et culture indigènes". Le CCRI-CG de l'EZLN annonce que les accords qu'il a signés seront soumis à consultation dans les communautés zapatistes.
•09/02/96 : premier anniversaire de l'offensive de l'Armée fédérale au Chiapas contre l'EZLN. Aujourd'hui, malgré la loi d'amnistie, plusieurs personnes restent encore emprisonnées comme "présumés zapatistes".
•11/02/96 : plus de 500 indiens zapatistes ont manifesté depuis Guadalupe Tepeyac (toujours abandonné par ses habitants et occupé par l'Armée fédérale) jusqu'à la Realidad, distante de 20km, pour dénoncer "la trahison du gouvernement".
•13/02/96 : reprise du dialogue EZLN-Gouvernement à San Andrès. La consultation de la base zapatiste a donné comme résultat que 96% des personnes consultées se prononcent pour "accepter et formaliser avec le gouvernement des accords minimums", tout en y dénonçant les trop nombreuses lacunes. Des personnes consultées, 2% se sont prononcées contre la signature des accords.
•18/02/96 : le gouvernement et les zapatistes ont signé les premiers accords du dialogue pour la paix, qui portaient sur "droits et culture indigènes".
Le dialogue reprendra le 5 mars avec comme thème, "Démocratie et justice". Une commission de vérification de l'application des accords s'est mise en place.

From Zapata with love

La Major Ana Maria vit depuis dix ans dans les montagnes avec d'autres membres de l'E.Z.L.N.

Ramona vit dans sa communauté où elle joue un rôle politique important.

AM : "Au début, il y a dix ans, il n'y avait que deux femmes dans l'armée Zapatiste qui comptait une dizaine de personnes.Peu à peu, les gens nous ont rejoint ; les femmes sont venues parce qu'elles ont vu des femmes dans l'EZLN. Elles ont commencé à parler dans les villages à leurs filles, leurs soeurs ou leurs petites filles et leur ont dit que la meilleure chose c'est de prendre une arme et d'aller se battre.



l'EZLN est estimé à 12 000 soldats , dont 20 à 30 % sont des femmes.

-"Est ce qu'il y a une différence entre les activités des hommes et des femmes dans l'EZLN ?"

AM : " Nous avons tous les mêmes activités, nous apprenons les tactiques de combat, faisons des campagnes politiques autour des villages. Mais nous travaillons aussi avec les femmes. Nous leur montrons comment organiser un travail collectif."

- Vous n'avez pas peur de mourir ?

R : "Je pense qu'il vaut mieux mourir en luttant que mourir de faim."

AM : "Je ne sais pas comment répondre mais nous n'avons pas vraiment peur de la mort. Nous avons vécu tellement longtemps comme si nous n'éxistions pas vraiment à part entière. Personne n'a jamais fait attention à nous. Dans beaucoup de villages, il y a eu des morts de faim et de maladies diverses. Nous disons que c'est comme si nous avions toujours été en guerre. La seule différence, c'est que maintenant on mourra si ils nous tuent. La mort semble malheureusement nécessaire pour acquérir la liberté et la justice que nous n'avons jamais eues.

C'est beaucoup plus dur de voir nos enfants mourir de maladies qu'on peut soigner comme le tétanos, le choléra, ou la varicelle, toutes ces maladies dont le gouvernement dit qu'elles n'existent pas. Je n'ai pas d'enfants, mais j'en ai vu mourir dans mes bras. Et on ne pouvait rien faire. Leur mère mourrait d'abord, et on ne pouvait pas les nourrir. Des milliers et des milliers d'enfants...

Pendant que nous combattions en pacifistes sans jamais rien obtenir, beaucoup d'enfants mourraient."

-Quelle est la raison principale pour laquelle les femmes quittent leur maison et se joignent à l'armée ?

AM : " Le manque de droits dont elles souffrent. Elles n'ont pas accès à l'éducation, elles sont maltraitées, exploitées. Comme les hommes mais bien pire, parce qu'elles sont considérées comme une "espèce" inférieure."

-Quelle est la différence entre les miliciennes et les insurgées ?

AM : "Ce sont toutes des combattantes, mais les "miliciennes" vivent dans leurs villages et n'attaquent que quand elles doivent le faire.

Nous allons de villages en communautés et nous enseignons les tactiques de combat l'idéologie politique, toute une éducation de base pour que les gens puissent parler et se défendre.

J'ai beaucoup appris quand j'ai rejoint l'EZLN... Je parlais seulement le Tzotzil. Nous demandons une école spéciale pour les femmes et nous demandons aussi un hôpital pour accoucher, parceque là, nous accouchons à la maison, par terre, dans la poussière. Nous n'avons qu'un outil pour couper le cordon ombilical, le même couteau que les hommes utilisent pour travailler la terre.

Nous demandons des gynécologues...

Nous voulons des ateliers, des machines, et de l'équipement pour améliorer notre artisanat et un marché pour vendre nos produits."

Ramona explique alors que l'artisanat des femmes est sous évalué. Dans les villes, le commerçants leur prennent leur travail pour rien ou presque. Les mauvais traitements, la discrimination et le racisme font partie de la vie de tous les jours des femmes, tout spécialement à San Cristobal. C'est pour ça qu'elles veulent un marché pour elles seules.

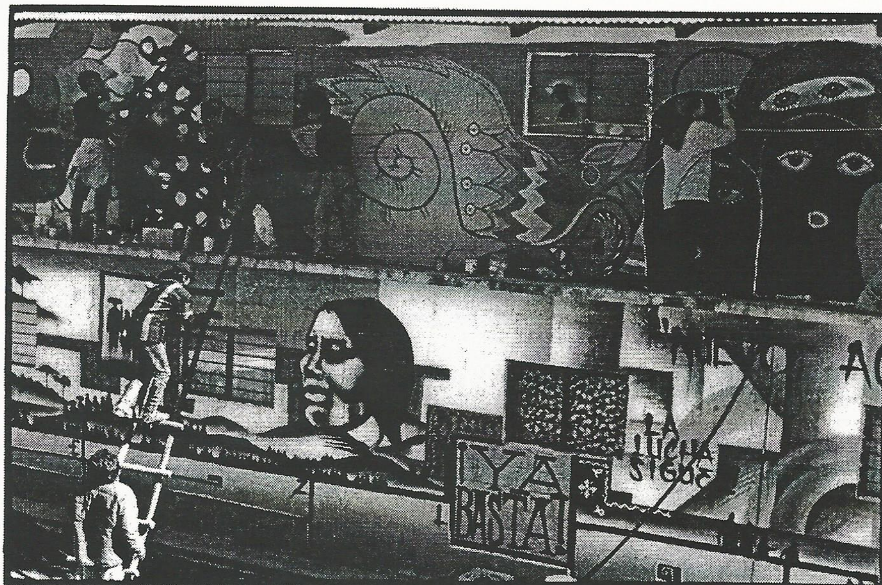
R : " Nous voulons aussi des crèches et

des maternelles. Il n'y a rien de tout ça dans les communautés."

-Dites moi quelle est la journée banale d'une femme indigène ?

AM : "Elle n'arrête pas. Une femme dans un milieu rural se lève à 3 heures du matin pour préparer le petit déjeuner de l'homme. Elle va chercher du bois pour le feu, si elle a besoin de maïs ou d'un autre légume, elle va en ramasser. Elle va, revient et prépare la nourriture tout en portant ses enfants. Et c'est comme ça qu'elle passe ses journées de l'aube à la tombée du soleil du lundi au dimanche. Les hommes ont du temps libre le dimanche pour jouer aux cartes, au basket ou juste pour s'amuser, mais les femmes travaillent tout le temps.

Quand elles sont très jeunes, elles portent leurs petits frères, aident à la récolte du maïs, nettoient le sol de leur maison, et font la lessive. Il n'y a aucun moment pour aller à l'école même si il y en a une, parce qu'elles doivent aider leur mère.



-Et puis elles se marient ?

AM : "Elles se marient vers 13 ou 14 ans parce qu'elles sont obligées. C'est pour ça que la Loi révolutionnaire des femmes de l'EZLN donne aux femmes le droit de choisir leur partenaire librement.

Dans beaucoup de communautés, un homme ne demande jamais l'avis de la femme. Il va juste voir la famille avec une bouteille d'alcool et de la nourriture et dit qu'il veut la fille de la maison. Quand la jeune femme l'apprend, elle a déjà été "donnée" par son père. Beaucoup de femmes entrent dans l'église pour se marier en pleurant. Elles n'ont pas de petits amis, comme dans les grandes villes, ça serait un péché.

-Et dans l'EZLN parmi les insurgés, c'est comment l'amour ?

AM : "Nous pratiquons l'égalité et le respect. Si quelqu'un veut se marier, si une femme trouve un homme à son goût, elle demande au responsable du lieu la permission de flirter avec cet homme et la règle est la même pour les hommes.

Si l'homme n'est pas déjà "fiancé", si il est libre, la réponse est positive.

Dans l'EZLN, nous avons la permission d'apprendre à bien connaître un compagnon si nous le voulons, et d'avoir des petits amis.Si après cette étape le couple décide de se marier, ils le font. il y a deux cérémonies de mariage. Ca dépend si le couple veut signer un papier ou veut juste vivre ensemble sans le document. Si les personnes sont religieuses, elles peuvent ausi aller à l'église. Pour célébrer un mariage, on fait deux colonnes avec des baillonettes croisées. Le nouveau couple passe en dessous, et les deux colonnes sont emmenées dans leur nouveau lieu d'habitation.

Les femmes insurgées ne peuvent pas se permettre de tomber enceinte parce qu'elles sont très occupées et qu'elles se déplacent beaucoup. Ca serait trop dur de s'occuper d'un bébé dans les montagnes. Néanmoins si une femme veut un bébé, elle retourne dans sa famille pour l'avoir. Si elle veut revenir, elle peut le laisser à sa mère ou à sa bellemère. Nous avons plusieurs cas comme celui là.

-Dans la famille indigène y-a-t'il des notions de contraception ?

R : " Non, pas du tout. Beaucoup de pères empêchent leurs filles de parler à des hommes de peur qu'elles ne tombent enceintes. Mais beaucoup tombent enceintes et ont leurs bébés. C'est très dur d'avorter et si quelques unes le font, elles n'en parlent jamais.Il y a une très forte tradition anti avortement."

-Et si vous aviez le choix et les bonnes conditions pour les faire pratiquer ?

R : "Une tradition ne peut pas durer éternellement. Mais actuellement dans les communautés, pratiquer un avortement est sévèrement puni. Dans certains villages que je connais, si on trouve qui est l'homme responsable d'une grossesse, il peut aller en prison."

-Dites moi franchement, est ce que les hommes arrivent à s'habituer à répondre aux ordres d'une femme et à leur rôle prédominant?

R : "Les nouveaux arrivés trouvent ça très dur, ils ne sont pas habitués et trouvent ça anormal. Mais ils s'y font. Parfois on se moque un peu d'eux et de leur sexisme !

Y- a- t'il des problèmes de désertion ou des conflits avec les civils qui ne veulent pas se battre ?

AM : "Personne n'est obligé de participer ou de prendre les armes.Ils rejoignent la lutte volontairement et peuvent aider de mille autres façons qu'avec des armes.

Nous nous battons pour tout le monde. Si ils finissent par nous donner une terre, nous en aurons tous un morceau et pas seulement les Zapatistes. Et c'est la même chose avec les écoles, les hopitaux... Nous allons tous y gagner et c'est ça notre lutte..."

● ***Traduit de Bad Attitude N° 7, journal féministe anglais***

bouquins

"ZAPATA EST VIVANT !
L'INSURRECTION DES INDIGÈNES DU CHIAPAS RACONTÉE PAR EUX-MÊMES"

Dans ce livre, les hommes et les femmes des communautés indigènes, ceux qui font partie de l'EZLN, racontent leur vie, leurs espoirs, leurs frustrations et leur lutte; ils expliquent les causes du soulèvement qui secoue l'Etat mexicain du Chiapas depuis le 1er janvier 1994.

Les plus petits de ces terres,
Les sans-visage, les sans-histoire,
Ceux qui viennent de le nuit et de la montagne,
Nous, les femmes et les hommes vrais,
Les morts d'hier, d'aujourd'hui et de toujours.
Rien pour nous,
Tout pour tous.

"Zapata est vivant !" de Guiomar Rovira, aux Editions Reflex, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél : (1)43 48 54 95. (90 Frs).

"TENDRE VENIN,
DE QUELQUES RENCONTRES DANS LES MONTAGNES INDIENNES DU CHIAPAS ET DU GUERRERO"

Les enfants courent entre les jambes des adultes réunis en cercle, un bébé danse sous le kiosque, les grand-mères rient en découvrant leurs bouches édentées. Les fanfares, l'une après l'autre, soulignent la fin de chaque prise de parole, mettent l'emphase sur une idée forte, scellent les décisions prises par l'assemblée et semblent vouloir chauffer les esprits pour une guerre sans armes. Parfois, quand l'émotion est à son comble, la musique interrompt les palabres.

La démocratie indigène n'est pas de salon. Elle se discute par monts et par vaux, elle se condense dans les parages, les rivières, les trous d'eau, les grottes. Elle ne se voit pas, elle se sent.

"Tendre venin" de Nicolas Arraitz, aux Editions du Phéromone, 5 rue de Douai, 75009 Paris. (100 Frs).

Brèves



Solidarité internationale

La cinquième rencontre européenne de solidarité avec la rébellion zapatiste s'est tenue à Paris les 26,27 et 28 janvier. Elle a réuni 43 collectifs de toute l'Europe. Les thèmes abordés ont été : organisation de la solidarité en Europe, la rencontre intercontinentale au Chiapas en juillet 96, les droits de la personne au Chiapas et au Mexique, et le dialogue avec les zapatistes.

La rencontre a reçu un communiqué de l'EZLN lui proposant que la rencontre internationale contre le néolibéralisme et pour l'humanité du continent européen se tienne à Berlin. Celle-ci aura lieu du 30 mai au 2 juin 1996. Pourquoi Berlin ? Parce que "le Pouvoir a choisi la chute du mur de Berlin comme symbole de sa toute-puissance et de son éternité. Sur les ruines du mur de Berlin, le Pouvoir a édifié un mur plus haut et plus fort : le mur du désespoir. Le mur est toujours là, il fait partie de l'histoire, mais il ne signifie pas la défaite de l'espoir ni la victoire du cynisme. Il y a à Berlin un fragment du miroir brisé dont nous avons hérité pour toute histoire.(...) Pourquoi ne pas commencer par un symbole ? Pourquoi ne pas reprendre notre chemin en ce point, symbole que le Pouvoir entretient comme celui de la fin de l'Histoire et de l'éternité de son mandat ? Pourquoi ne pas prendre dans nos mains ce fragment brisé du miroir ? Nous nous écorcherons peut-être les mains, mais peut-être aussi arriverons-nous à voir, par une des failles du reflet, la fenêtre que nous cherchons, celle que nous désirons, celle que nous méritons..." (sous-commandant Marcos)

Rien ne va plus à Tabasco !

Depuis fin janvier, des paysans, des indiens, bloquent l'accès aux champs pétrolifères de l'Etat de Tabasco, Etat voisin du Chiapas. Lors de la première occupation (près de 5000 personnes) ils ont lu un manifeste et rappelé les 4 axes de leur mobilisation : non-reconnaissance du gouvernement-PRI du Tabasco (élu frauduleusement), non-paiemenet des factures trop élevées d'électricité, ne plus laisser faire les banques lors des saisies pour endettement, ne plus laisser ouvrir d'autres puits si l'engagement n'est pas pris de préserver et respecter l'environnement. Début février les soldats de l'Armée fédérale et la police ont commencé à procéder à l'évacuation des puits dans diverses municipalités, appuyés par des hélicoptères et des engins blindés, provoquant de nombreux blessés, et entraînant de nombreuses arrestations. A la mi-février, des négociations ont eu lieu entre le gouvernement et le PRD (parti de centre gauche, à la tête du mouvement). Le PRD s'est engagé à débloquer l'accès aux puits et le gouvernemnt à ne pas exercer de violence contre les occupants de puits. Une assemblée générale des communautés du Tabasco est prévue à la mi-mars pour décider si la désobéissance civile doit continuer; la nouvelle revendication du mouvement étant la libération de la centaine de détenus suite aux événements.

amérique centrale

REPRESSION SANGLANTE À MANAGUA

« Los hijos del pueblo se respetan o nos hacemos respetar » (1) tel était le mot d'ordre de la manifestation étudiante du 14 décembre dans les rues de Managua. Au lendemain des affrontements sanglants qui ont opposé les étudiants et la police anti-émeute devant l'Assemblée nationale et la « Casa presidencial », ce sont plusieurs milliers d'étudiants qui ont crié leur colère lors d'une marche qui s'est déroulée sans incidents. Après plusieurs semaines d'actions diverses comme la prise de l'aéroport le 12 décembre, la communauté universitaire a connu son premier mort (2) et ses premiers blessés, là plupart par balles. A quelques jours de la fin de l'année scolaire, la décision du gouvernement de ne pas octroyer les 6% du budget de l'État à l'enseignement supérieur pour l'année 96 comme le stipule pourtant la Constitution, a poussé la plupart des universités du pays dans la mobilisation. Le 15 décembre dans la soirée, l'Assemblée nationale, face à laquelle se trouvait rassemblé un millier d'étudiant(e)s, votait le budget de l'Éducation supérieure dans le même sens que la Présidence de la République, à savoir 4,32% du budget de l'État et non 6%. Les Députés partaient en vacances le soir même ! Les étudiant(e)s firent de même la rage au ventre et le 16 au matin sur un campus plutôt désert quelques-un(e)s ne cachaient pas leur colère. Mais comme il fallait s'y attendre, le mouvement reprit à la rentrée en janvier. Le 30 janvier, 300 étudiant(e)s armés(e)s et casqué(e)s ont investi le Ministère des Affaires étrangères à Managua. Ils prirent en otage les fonctionnaires présents, ainsi que des diplomates du Pakistan et des Philippines. Les forces de l'ordre ont fini par intervenir, sans tirer sur tout ce qui bouge cette fois-ci, et une centaine d'étudiant(e)s ont été arrêté(e)s. Et pour obtenir leur libération, en plus de la traditionnelle manifestation, un autre groupe d'étudiant(e)s a capturé quinze policiers affectés à la sécurité du Pape qui était attendu au Nicaragua dans les jours qui suivaient.

A l'heure qui est, personne ne peut dire qu'elle sera la suite des événements vu que la Présidence de la République refuse de revenir sur sa décision et que la communauté étudiante est plus remontée que jamais.

Mais une chose est sûre, l'année 96 au Nicaragua, avec les élections générales prévues pour le 20 octobre, sera chaude, très chaude.

● ***Narb***

1. Les enfants du peuple se respectent ou nous nous ferons respecter
2. une deuxième personne décédera des suites de ses blessures plusieurs semaines après

Brèves

Guatémala

Les années passent et l'armée continue ses exactions. Ainsi le 5 octobre 1995, une patrouille militaire entra dans la communauté Aurora 8 de octubre (Xaman, Baja Verapaz) alors que celle-ci s'apprêtait à fêter son premier anniversaire. des accords signés par le gouvernement garantissaient la non-militarisation de cette zone. la tension monta rapidement avec le refus de la population de laisser les soldats participer à la fête et très vite ceux-ci tirèrent sur les villageoisES. Bilan : 11 morts et une trentaine de blésséEs. A ce moment-là, il n'y avait pas d'observateurs/observatrices internationaux/internationales dans le village... Il est vital qu'il y est en permanence de tels gens dans les communautés afin que celles-ci puissent s'exprimer, résister fac aux desseins du gouvernement et de l'armée.

● *Collectif Guatémala,*
17, rue de l'Avre, 75015 Paris Tél. (1) 45 78 05 64

CONTRE LE G7 À LYON, CONTRE LE BAL DES VAMPIRES

Les 27, 28 et 29 juin aura lieu à Lyon le prochain sommet du G7. Les rencontres annuelles de ce « directoire » des sept Etats les plus riches et les plus puissants du globe (avec la participation de la Russie) est devenu un rendez-vous important de définition et d'orientation stratégique dans le dispositif du nouvel ordre mondial.

C'est aussi devenu, à chaque fois, l'occasion pour les «damnés de la terre» - pays pauvres, peuples indigènes, opprimés du Nord et du Sud-, et pour tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans un monde où la liberté ne se mesure qu'à l'aune de la circulation des marchandises et des intérêts politiques des États et des élites dirigeantes de faire entendre leurs voix, pour exprimer leur refus de la misère.

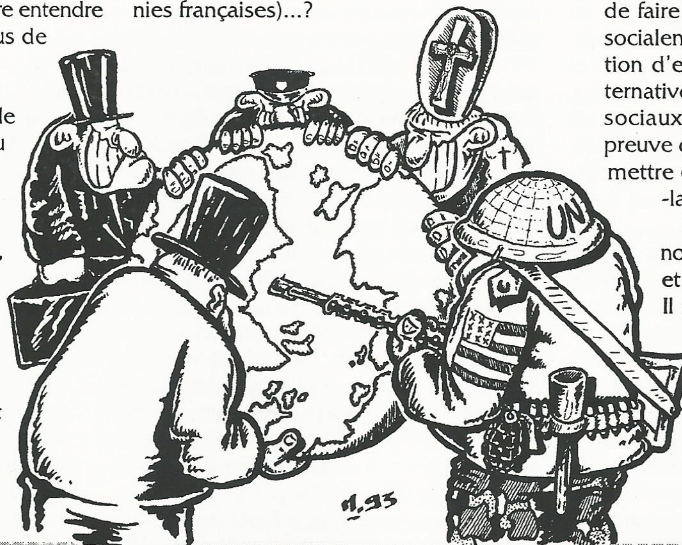
Cette année encore, Lyon sera le rendez-vous de la contestation du nouvel ordre mondial. Des forces politiques de la gauche et d'extrême-gauche, des structures activistes (féministes, antifascistes, tiers-mondistes...), des organisations non-gouvernementales se retrouveront pour dénoncer ce sommet du G7. Cette démarche se matérialisera par une stratégie frontiste -fondée sur le plus petit dénominateur commun qui empêche toute confrontation sur les Alternatives à construire aujourd'hui; les axes centraux étant le refus du libéralisme, du chômage, la revendication du plein emploi... Nous pouvons définir ce pole comme un champ de contestation institutionnel du nouvel ordre mondial faisant appel aux «spécialistes».

A l'occasion d'une campagne contre la réunion du G7, notre objectif est de faire entendre d'autres voix porteuses d'alternatives en rupture à la mise en place du nouvel ordre mondial.

Le cadre général de cette campagne s'articule autour de plusieurs axes :

-subvertir l'état du monde

Quelle solidarité internationale face à l'impérialisme sous toutes ses formes : guerre, nucléaire, élimination des peuples indigènes, développement séparé... mais aussi avec des peuples contre la mise en place du nouvel ordre mondial : Chiapas, les luttes anti-coloniales (par exemple les colonies françaises)...?



-contre toutes les exclusions, qu'elles soient sociales, raciales, sexistes...

Quelles alternatives face à la montée des exclusions ? Comment lutter contre l'Europe forteresse : législation anti-immigrés, développement des idéologies et politiques sécuritaires et autoritaires qui vont de paire avec le néolibéralisme ? L'interculturalité peut-elle être une réponse au racisme différentialiste ? Est-ce que nos conditions matérielles de vie doivent encore être déterminées par nos revenus ? Face au chômage, ne devons-nous pas développer la notion de Travail Socialement Utile ? Ainsi le travail deviendrait une activité sociale parmi d'autres, comme le fait de militer, d'oeuvrer dans une association, de faire la fête... pour réaliser ce que l'on a socialement déterminé d'utile. L'appropriation d'espaces collectifs et l'existence d'alternatives anti-capitalistes concrètes (centres sociaux, squats, locaux alternatifs...) font preuve qu'il est possible, dès maintenant, de mettre en pratique certaines idées.

-la société contre l'État

Pour en finir avec l'ordre existant, nous devons agir, c'est-à-dire connaître et maîtriser nos conditions d'existence. Il nous faut donc avancer le thème de l'auto-organisation : penser et agir à des alternatives à la «politique» : aux médiations institutionnelles et étatiques, et développer des expériences d'autogestion et de démocratie directe.

Nous devons discuter de tous ces thèmes et d'autres -si des propositions se font jour- en vue d'organiser une campagne et des actions concrètes pour que D'AUTRES VOIX SE FASSENT ENTENDRE à l'occasion du sommet de Lyon.

Si vous êtes intéresséEs pour proposer, participer (ou lancer) des initiatives locales contre le G7... aider à l'organisation de la contre-campagne sur Lyon (des rencontres sont d'ores et déjà prévues du 20 au 22 juin 1996)... si vous voulez plus d'infos, ecrivez à : CLCS c/o Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon

Brèves

Initiative contre les Jeux olympiques d'Atlanta, été 1996

Le « Atlanta OlymPic Protest Committee » invite les groupes musicaux alternatifs (spécialement les groupes punks), les hip-hoppers politiques, les poètes radicaux, et les musiciens de tous les styles, ainsi que les activistes politiques - à venir à Atlanta (USA) pendant les Jeux Olympiques de 1996 qui se dérouleront à Atlanta, pour participer au festival underground OLYMPIC UNDERGROUND MUSIC ATTACK (le nom n'est pas encore bien défini pour l'instant), un rassemblement politique & musical contre les Jeux Olympiques. Ce fest musical underground de Atlanta se tiendra le week-end du 19 au 20 juillet 1996.

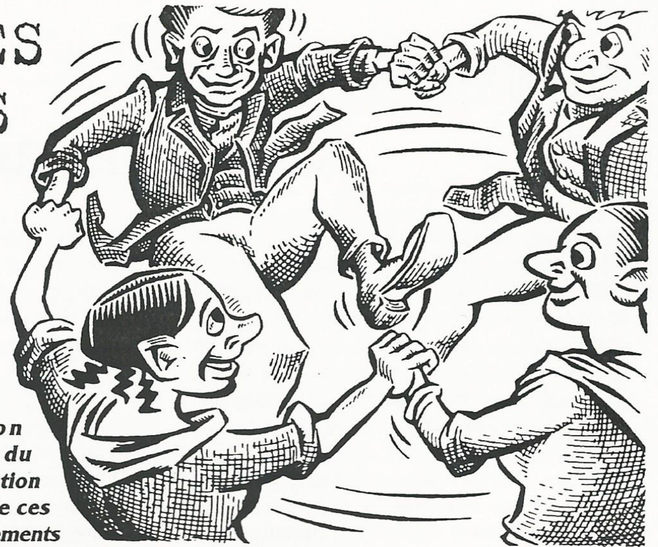
Le thème de ce concert est : « ROCK AGAINST THE RACISM, RAP AGAINST THE STATE » (bien que le reggae, le folk et autres formes musicales soient les bienvenues). Nous voulons nous servir de ce concert comme d'un forum politique afin d'exposer la nature commerciale des J.O., les bases et conditions de cette compétition guerrière entre nations/états, les préparatifs sécuritaires de la police à Atlanta (le choix du concert dans cette ville du Sud qui est infestée de racistes n'est pas par hasard) et du gouvernement amérikkkain pour la célébration des J.O., la farce des élections de 1996 en Amérikkke, les conditions politiques et sociales totalement catastrophiques aux U$A et dans le monde entier aussi, car en général les Jeux Olympiques sont créés afin de masquer les réalités sociales, économiques et politiques...

Ce concert est un concert de soutien pour le Foundation for Radical Social Change, une organisation non-profit qui dispersera les bénéfices directement aux organisations concernées luttant contre le racisme, s'occupant des droits humains, qui supportent et aident les prisonniers et quelques autres activités. Pour plus d'informations :

-Atlanta olympic proteste committee' 96 c/o The Georgia anti-authoritarian group, PO Box 144, Hiram, GA 30141, U.S.A.

-The anti-olympic campaign c/o Bruno Szöllösi, 28, av. F. Mauriac, 93330 Neuilly S/ Marne.

DEPUIS LES COLLINES CROIX-ROUSSIENNES DE LYON



*« **Ou il est question d'un vent qui se lève.. Part à la rencontre d'autres***
***Quelque chose lui a dit que son désir est celui de beaucoup, et il va les chercher.** »*

En novembre 1994, un an déjà, un groupe d'une vingtaine de personnes : étudiantEs, militantEs, chômeuses et chômeurs, individuEs isoléEs, décide de réagir face à l'absence totale de lieux où elles et ils pourraient créer un espace de convivialité, de rencontres, d'échanges, de confrontations et de libre association. Les rencontres se succèdent durant lesquelles, se discutent la philosophie du projet, les activités à mettre en place, les différents problèmes d'ordre technique et financier... Pour réaliser ce Projet Local, touTEs s'engagent dans la recherche d'un « local à louer » tel qu'il en fleurit sur les Pentes...et se retrouvent...face à un MUR, celui de l'argent et des loyers chers (les Croix-RoussienNEs comprendront de quoi il est encore question...).

RésoluEs à ne pas rester inactifs devant cette réalité économique, l'idée est lancée d'organiser certaines de nos activités (repas végétariens, salon de thé, infoshop) dans un cadre associatif existant (le Réseau Santé, 40 Rue de Crimée, Lyon 1°). EncouragéEs par l'enthousiasme réel que provoque le projet, touTEs décident de poursuivre cette démarche car les journées conviviales et ensoleillées du Jardin aux Simples - ont non seulement favorisé la rencontre avec des personnes de milieux et d'origines différentEs, mais aussi, permis d'élargir le groupe des participantEs à une trentaine de personnes.

*« **Le vent qui se lève n'est pas qu'une réponse aux appels à la Raison-des-plus-forts, n'est pas qu'une contestation téméraire. Il est aussi porteur de propositions nouvelles, qui ne sont pas simplement la remise en question d'un système injuste et arbitraire mais surtout un ESPOIR** » **: celui de voir se transformer la résistance à ces pouvoirs et ces rapports dominants en une alternative.***

Notre Projet, baptisé ProLote (pour son côté désuet et antisexiste), est né de la critique et de la réflexion à propos d'un système où prédominent à presque tous les niveaux, les rapports de profits, de consommation, de pouvoir et de domination.

Parce que nous manifestons notre désaccord à ce système imposé et maintenu par la pression économique et sociale (argent roi, patriarcat, sexisme, racisme, hiérarchie...), par la pauvreté structurelle des politiques de gestion des intérêts communs et privés qui donnent «toujours plus aux riches et toujours moins aux pauvres», nous allons à l'encontre du précepte capitaliste qui dit «beaucoup entre peu de mains».

*« **Où notre action démontre l'absurdité du système quant à la gestion du patrimoine urbain, de ces milliers de locaux et logements vides, municipaux ou privés, véritables appels à la réapropriation.** »*

Pour que notre voix se fasse entendre, nous avons décidé autant par manque de moyens que par fidélité à notre projet, d'occuper le 1er Novembre 1995, un local municipal inutilisé à ce jour, dans le quartier de beaucoup d'entre-nous, habitantEs, voisinEs. Notre projet nous a semblé porteur d'une dynamique alliant à la fois, la fonction de pole de résistances multiples et d'ouverture sur la réalité concrète d'un quartier. Nous avons voulu répondre à une attente et à nos désirs, car il n'existait nulle part à la Croix-Rousse un tel lieu.

Le ProLote regroupe aujourd'hui, des centaines de personnes, individuEs largement impliquéEs dans le projet, sympathisantEs, intéresséEs... qui vont et viennent, donnent «des coups de main» à droite et à gauche, pour faire vivre le lieu et lui insuffler des initiatives supplémentaires.

Nous rappelons que le ProLote est ouvert à toute personne se sentant concernée et désirant, par une participation décidée, prendre part aux activités déjà existantes et/ou à la gestion du lieu.

Un Projet local ? Des locaux !

Depuis le mercredi 15 novembre, le collectif PROLOTE est officiellement engagé dans un processus de discussions avec la mairie du 1er arrondissement.

Nos revendications sont:

- Obtention d'un local et d'un bail à loyer gratuit ou symbolique.
- Non-intervention policière.

Quelques précisions:

Le local du 2, Place Chardonnet (ex-Studio José) ne peut être un lieu définitif d'occupation: il fait l'objet, depuis plusieurs années d'un projet de crèche pour le quartier.

Nous ne voulons pas opposer un projet collectif à un autre dont la nécessité ne fait aucun doute

Le projet de crèche, malgré les permis de démolir et de construire accordés en juillet 94, n'a pas encore éclos. A notre connaissance, le financement n'est toujours pas voté par les autorités compétentes (mairie centrale).

Notre position est claire, nous quitterons les locaux la veille du début des travaux... en espérant que cette crèche ne soit pas une fois de plus un projet social mort-né.

Nous saurons nous faire entendre en ce sens.

Sur la gratuité

Nous voulons produire et créer, non pas pour le profit de quelques uns, mais dans l'intérêt de touTEs, dans l'échange, le partage de savoir-faire et d'expériences, avec une accessibilité offerte à touTEs, sans discrimination par l'argent ...donc par la GRATUITÉ.

...D'autres projets

Plusieurs projets d'activités existent mais ne sont pas encore en place du fait de la précarité de notre situation actuelle. Dès qu'une solution durable aura été trouvée, nous envisageons de mettre en place :

- Une bibliothèque rassemblant des documents sur différents mouvements contestataires, les expériences à la Croix-Rousse et plus largement sur les alternatives à la société actuelle marchande et autoritaire,
- Des expositions d'artistes ou sur des thèmes précis comme le patriarcat, le logement, la déportation homosexuelle,
- Des projections de films en coordination avec des initiatives déjà existantes ou dans la cadre d'un festival à thème,
- Des débats et soirées à thème occasionnels ou dans le cadre d'une « université populaire »,
- Du soutien scolaire et de l'animation pour les enfants du quartier
- Des cours de langues (anglais, allemand. néerlandais...).

● ***ProLote***

Il y a par contre pleins d'activités qui fonctionnent déjà : repas végétarien, danse africaine, salon de thé, p'tit déjeuner de quartier, buvette, débat, etc. Il ne vous reste plus qu'à y passer, participer, rencontrer des gens... et rapidement parce que la mairie voudrait récupérer le lieu à la mi-mars...

-le ProLote, 2, place Chardonnet, Lyon 1er

-Comité de soutien au ProLote c/o La Gryffe, 5, rue Sébastien Gryphe, Lyon 7e

"LES TAULES ONT DES HAUTS MURS, POUR QUE LES PETITS VOLEURS QUI SONT DEDANS NE VOIENT PAS LES GRANDS DEHORS !"

Jacques Fasel a été arrêté le 12 octobre 1995 à la Chaux-de-Fonds. Il est soupçonné d'avoir participé à une escroquerie aux PTT, au moyen de faux chèques, d'un montant de près de 2 millions de francs suisse (environ 8 millions et demi de francs français).Cette arrestation n'est pas du tout anodine, en effet Jacques Fasel est le coupable idéal pour la justice et donc pour la société. Il fait parti de ceux et celles qui de part leur choix de vie font peur et que le pouvoir voudra criminaliser, enfermer, détruire à la première occasion.

C'est en 1977 qu'il est emprisonné pour la première fois, pour ne pas s'être présenté à l'école des recrues. Là, il fait la connaissance, entre autre, de Daniel Bloch (également arrêté dans le cadre de l'escroquerie aux PTT), ils approfondissent leur critique du système. Fin des années 70 et début des années 80, une série d'attaques à mains armées et cambriolages, ont lieux contre des bureaux de postes, des banques, des villas. Parallèlement différents groupes et projets alternatifs reçoivent d'importants dons anonymes. On soupçonne fortement « la bande à Fasel ». Ce dernier est arrêté en 1982 (à Paris, puis extradé vers la Suisse). Il prend 14 ans, s'évade deux fois et est repris, participe à la résistance des prisonniers contre les conditions d'emprisonnement. Libéré au début des années 90, il s'investit dans les milieux alternatifs suisse (pour la défense des squatts, contre les mesures de contraintes qui sont des mesures racistes anti étrangers), il vit et travail dans des squatts à la Chaux-de-Fonds où il est arrêté.

Aujourd'hui, il est clair que son arrestation et son procès sont surtout politique. La justice ne tolère pas la contestation, même sans preuves valables Jacques Fasel est, de part son passé et son engagement, un coupable parfait qu'il faut casser.

La lettre qui suit a été écrite depuis la prison de Martigny où il a été transféré le 17 octobre « afin de prévenir tout danger de collusion et empêcher tout contact avec Daniel Bloch » (version officielle) et où il est en détention préventive.

Tout soutien seras le bienvenu, pour ça il est possible de lui écrire. Attention, aux injures vis a vis de l'appareil judiciaire ou policier car son courier à de grande chance d'être éplucher et sélectionner !

Jacques Fasel, c/o M le Juge Delieutraz, Case 3344
1211 Genève 3, Suisse

Martigny, le 16.01.96

PARFOIS depuis le mois d'octobre dernier, je viens à Genève, mais sans jamais avoir eu la chance de voir quelqu'un dans la rue. Que des voitures pressées. Avec une pensée émue pour tous les visages que je ne vois pas, et une quinte de toux pour les contribuables de la ville qui paient à chacun de mes déplacements de Martigny le salaire de trois Rambos et l'utilisation de deux véhicules. Avec la pension de ce studio + douche wc proche de Verbier, mes vacances d'hiver auront coûté à peu près le salaire mensuel d'unE enseignantE à Genève. Faut pas croire que je culpabilise, hein ; personne n'est obligé de payer, je ne force personne.

Je reçois plein de messages de solidarité qui s'enroulent tout autour du coeur.

Dans cette prison de "province", la vie collective est limitée au maximum. Nous tournons à trois dans la cour. Ce sont deux personnes qui n'ont pas l'habitude du tout de la prison et qui dehors mettaient déjà en question l'autorité.

Les visites représentent peut-être le lien avec l'extérieur le plus tangible, le plus important. Et en Valais comme dans toutes les prisons de ce pays, tout le monde le sait "la privation de liberté intervient dans des conditions matérielles et morales qui assurent le respect de la dignité humaine" (règlement 10.12.93).

Mais quand tu demandes ici d'obtenir la visite d'un gosse de 5 ans SANS vitre de séparation, on te répond qu'il faut attendre la construction du nouveau pénitencier de Sion dans deux ans et seulement pour les vraies familles, avec des vrais enfants à vous, sans oser précise. si les enfants de parents non mariés à l'église seront exclus ou non de la dignité humaine.

Les fonctionnaires du Département à Sion sont plutôt d'avis que les enfants ne devraient pas aller visiter leurs proches en prison. (Dixit Gailloud, responsable).

Subtile psychologie qui consiste à cacher aux gosses les ombres et les recoins de cette société, la merde de l'esprit humain. Sous prétexte de les protéger, on les emballe sous cellophane, on leur cache la réalité, on l'enrobe, on leur ôte l'information nécessaire pourtant plus tard à leur défense et à leur esprit critique. Au premier coup dur, plus personne.

Une grippe, si je peux prendre un tel exemple, on peut la "supprimer" aux antibiotiques, mais elle reviendra à chaque fois ; on peut aussi la voir, la ressentir, la traiter en conscience. Exemple foireux? Ah bon!

En tout cas, cette mentalité de vouloir cacher, épargner le traumatisme, tout en construisant de nouvelles prisons et en perpétuant les causes de la prison est pure hypocrisie.

Pour lutter contre les prisons il faut d'abord comprendre qu'elles existent. D'ailleurs, c'est la vitre de séparation qui est le traumatisme, pas la visite où on peut se toucher et se sentir.

Comme la Sûreté a bien préparé le climat de ma culpabilité, entre autres, avec un procès d'intention monté :

-Grâce au journaliste Pijac du Matin ; qui a avoué à l'Hebdo, en novembre dernier, avoir été durant sa carrière une courroie de transmission de la police et qu'ils se rendaient mutuellement des services,

-Au moyen de ses rapports au juge pas piqués des vers ... ou quand la police se fait judiciaire,

il y a de quoi comprendre et craindre que la justice se fasse policière. (Non, c'est pas du Vaneigem.)

Mais la justice que nous nous rendons quotidiennement dans nos vies, celles des mises au point, des reproches, des aveux, du pardon, celle aussi que nous n'acceptons pas et qui devient alors rancune ou vengeance, mais la justice que nous nous rendons, celle qui nous permet de vivre, de comprendre et de résoudre les conflits, d'arranger les choses et de continuer à exister ensemble en somme, et bien elle n'a nul besoin de mise en scène, de spectacle, de démonstration de force, de robes, ni non plus de contraintes ou de prétoire. Elle est simplement portée par nos attitudes les unEs envers les autres.

Cette justice là s'adapte aux structures sociales, peut devenir justice communautaire, les nombreuses personnes qui vivent en collectif ou en famille élargie le savent.

Ce sont plutôt les structures sociales en question qui s'adaptent, qui se font autour de cette justice.



Histoire d'un procès contemporain dans une communauté villageoise indigène des Andes. Un villageois avait poignardé un compère de bar au cours d'une fête. La victime s'en était tirée avec quelques mois d'hôpital.

Une bonne partie du village était réunie sur la place. L'agresseur, qui n'avait pas fait un seul jour de prison, et la victime, côte à côte sur un banc. Tout le monde pouvait s'exprimer, le débat était synthétisé par le maire, élu chaque année pour un an au maximum. Procureurs et avocats étaient la communauté.

Elle a décidé avec lui que l'homme au couteau devait s'engager à rembourser la victime, lui rembourser les frais d'hosto et le manque à gagner.

La justice Institution, celle qui a besoin d'ac-

cessoires de théâtre pour s'exercer. Elle se légitime en disant que le droit dont elle est issue est nécessaire pour régir les intérêts contradictoires des individus et des personnes morales.

AH! Les intérêts CONTRADICTOIRES!

L'imposture consiste à TAIRE que les intérêts ne sont contradictoires que lorsque les différences sont transformées en inégalités et qu'elles divisent la société en classes, corporations etc...

Car les intérêts différents ne sont pas contradictoires en soi ; respectés, ils forment au contraire la trame d'une communauté bariolée et vivante.

En découvrant qu'une très large majorité des articles du code pénal permet de punir les atteintes au patrimoine, autrement dit défend la propriété, on apprend qui et quoi défend la justice.

Et la vie, la réalité, nous apprend quels sont les citoyens les plus égaux devant la justice. Bref...

Elle réprime, écrase, c'est clair qu'elle est l'instrument brutal du pouvoir.

Mais ses oripeaux démocratiques (droits de la défense, jeux des témoins, expertises, utilisation des circonstances atténuantes et puantes...) montrent qu'elle joue un rôle plus subtil, analogue à celui joué par exemple par le syndicalisme réformiste, par le système électoral, un rôle de tampon. Pas de tampon encreur, hé, mais d'amortisseur entre dominants-dominés, entre 1ière et 2ième vitesse, entre travailleurs et ..., entre classes antagonistes historiques et actuelles.

Sanctionner les inégalités sociales à quasi chaque jugement qu'ils introduisent et qu'ils instruisent et qu'ils prononcent, perpétuer l'existence d'une population de boucs émissaires STABLE ET RÉGULIÈRE grâce à l'utilisation de la prison et du concept de RÉCIDIVE ne doit pas enrichir l'inconscient des magistrats de calme et sérénité.

Aussi existe-t-il des rites, d'abord des salaires c'est vrai, un cérémonial, des déguisements, un langage, utiles à transférer leur culpabilité chez le justiciable.

Il s'agit du plus monstrueux transfert de fonds que je connaisse et qu'il faut à tout prix attaquer.

Certes, la justice a tendance à devenir de plus en plus un exercice technique. On veut impressionner plus que moraliser, éliminer plus que punir, gérer une population plus que lui indiquer un chemin... ; elle perd son aspect moral petit à petit.

Ceci, on le voit notamment à travers les nouveaux directeurs de prison qui sont des gestionnaires et non plus des moralistes. Pour diriger les plus grands domaines agricoles de Suisse, il ne faut pas des anciens assistants sociaux mais des gens qui restructureront ça comme dans le secteur privé mais sans chômage, vous allez voir ça, ça va chier!



Dans cette histoire de chèques où les enquêteurs s'attachent plus à vouloir établir des culpabilités qu'à découvrir la vérité, toutes les personnes accusées avons, à quelques exceptions près, déjà fait de la prison, donc nous sommes considérés par les flics et le juge comme des récidivistes. Mais ils peuvent aussi nous considérer comme innocents jusqu'à preuve du contraire, ce sont deux points de vue opposés. L'avenir nous le dira.

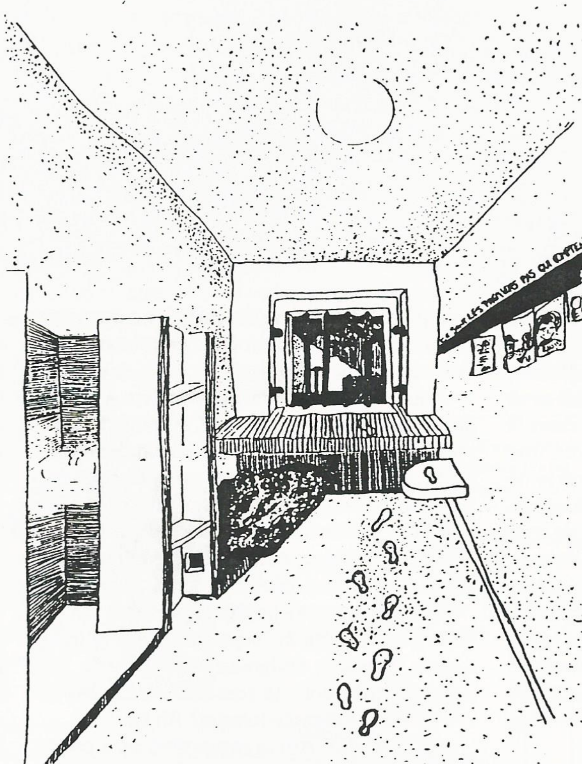
Un ex-taulard, c'est quelqu'un qu'on attend au virage et qui est coupable avant même qu'on ait vu son ombre.

Et l'utilisation du casier judiciaire est aussi dans ce sens un procès d'intention. Comme si les personnes déjà condamnées avaient besoin d'être considérées et traitées plus suspicieusement que les autres.

Car par ailleurs, les magistrats autant que ce qui est appelé le législateur, considèrent la récidive comme circonstance aggravante.

Il s'agit bien là de cette volonté de disposer d'une population stigmatisée et stable, dans laquelle on puise tantôt la main d'oeuvre pour les pénitenciers, tantôt la chair à tribunaux. Population toujours chair à fantasmes, toujours bouquet misère.

Ça tombe pourtant sous le sens qu'être récidiviste est plus un stigmate qu'une chose aggravante!



Il existe des quartiers (Montelly à Lausanne par exemple durant 25 ans), des banlieues, marqués au fer de l'oubli et qui produisent leurs contingents de délinquants ; il existe de même une institution qui joue le même rôle, mais d'une façon beaucoup plus scientifique, qui produit l'intégralité des délinquants récidivistes, il s'agit des banlieues chaudes de Suisse romande, Bellechasse et Bochuz.

La Suisse compte près de 5 000 prisonniers. Triplons ce nombre, voilà, afin de respecter les statistiques qui affirment qu'un délit sur trois est élucidé, nous arrivons donc à 15 000. Le système social est criminogène à concurrence de 3 pour mille. Chiffre pas exact, car il y a des données diverses qui ne sont pas prises en compte, mais on s'en fout car cela n'a aucune importance en regard des chiffres pénitentiaires ; plus de 60% des prisonniers récidivent, ou du moins se retrouvent condamnés (innocents mais condamnés! Oui, oui, ça arrive!) ultérieurement à une nième peine de prison. La prison est criminogène avec un taux de plus de 60%. Et la justice ose encore aggraver le cas des "repris de justice", ceci sans aucun état d'âme.

Sans parler des conditionnelles qui "tombent" systématiquement en cas de condamnation, des provisoires plus dures à obtenir, des congés ou semi-libertés aussi plus coton à obtenir en cas de 2ième condamnation.

La prison formant professionnellement les délinquants, la récidive est UNE CIRCONSTANCE ATTÉNUANTE, ENFIN QUOI! BORDEL!

Ne parlons pas des programmes de "réinsertion" dans les pénitenciers. Réinsertion qui reste un vœu pieux, ou un discours creux, au choix. Certes cela n'empêche pas que localement des expériences peuvent réussir, ni que des travailleurs sociaux peuvent être admirables, comme on dit.

Mais la réinsertion!

La plupart des personnes prisonnières n'étaient pas, avant leur incarcération, insérées ... dans les circuits traditionnels de la société - famille, travail, consommation, identification aux valeurs dominantes - elles en étaient exclues. La plupart du temps contre leur gré, rarement volontairement ; ou d'abord contre leur gré ... puis progressivement plus ou moins volontairement (Pardi! forcément! Qui veut continuer à aimer, à respecter ce qui la/le détruit?!) Bref...

Et puis "notre" beau système social démocratique qui fabrique les exclus ne va pas changer comme ça durant le temps d'une détention-mise à l'écart ; la personne libérée, fut-elle enfermée dans la plus progressiste des prisons, va retrouver la même société qui fabrique l'exclusion. Bref...

On n'a de chance de réinsérer que les personnes qui, auparavant étaient insérées, et qui, un jour, on eu un accident de parcours. Ça se passe avec un minimum de monde. Et les cas que j'ai connu dont les acteurs s'en sont sortis ... eh bien c'est plus à la peur de la taule, à leurs réticences face à la pression des voyous qu'aux méthodes de réinsertion qu'ils le doivent. À l'aide de leurs proches aussi.

Pour les autres, l'écrasante majorité, cause toujours! On les met de côté, hors d'état de nuire un certain temps, et voilà. On ne réinsère pas des gens ou une classe de gens qui n'étaient pas insérés.

Pour en terminer avec le mensonge de la réinsertion, sachons qu'on ne réinsère personne en DÉSINSERANT quelqu'un entre 4 murs, entre un maton, un chef d'atelier, un psychologue-pharmacien et un gentil animateur-public-relation.

Clair enfin qu'il y a beaucoup de gens - nous sommes nombreux - non-insérés dans ce système social crépusculaire et qui ne veulent pas l'être, qui marchent debout à côté, insérés plus près à la vie, qui se moquent des discours du pouvoir, qui ne les croient pas. Je noircis quand même quelques pages pour rappeler que les murs, même s'ils sont de plus en plus protégés par des gens en armes, tiennent encore grâce à leurs discours et que casser un discours foireux c'est un peu casser ce qu'il soutient.

Bisous & Amitié.

● ***Jacques***

P.S.: À bientôt!

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LES PRISONNIERS DE GUERRE DU PUERTO RICO



Voici un résumé d'un article sur Puerto Rico et sur les traitements infligés aux activistes luttant pour l'indépendance de leur pays ou simplement pour une vie meilleure.

Le cas du colonialisme au Puerto Rico.

Le Puerto Rico est une colonie depuis 500 ans, d'abord par les Espagnols ,puis par les E.tats Unis (E.U.). En 1898, à la fin de ce qui fut appelé la guerre americano-espagnol, l'Espagne a été obligée de céder cette nation aux E.U. conformément à un traité entre l'Espagne, la France et les E.U. Personne ne consulta le peuple du Puerto Rico, ce qui était en violation avec la charte d'autonomie signée par l'Espagne et le Puerto Rico, et, qui stipulait que le statut de l'île ne pouvait changer sans la consultation du peuple du Puerto Rico. L'armée US déclara la loi martiale, installa un gouvernement des E.U., et commença un programme en vue de détruire la fibre du Puerto Rico. A travers les années, les E.U. ont détruit l'économie agraire du Puerto Rico, dévalué sa monnaie, imposé la citoyenneté américaine pour faciliter l'incorporation des hommes dans l'armée américaine, imposé les cours de leçons anglaises et de l'histoire des E.U., pollué l'air, la terre et l'eau, stérilisé les femmes et installé 21 bases militaires sur les meilleures terres.

La réalité du colonialisme ne peut pas être passé sous silence. George Bush, lors de sa présidence, a admis, que le peuple du Puerto Rico n'a jamais été consulté sur son statut. Même Pedro Rossello, le gouvernement colonialiste, a attiré l'attention sur le statut du Puerto Rico en 1993.

comme tant d'autres peuples dominés par une autre nation, il y a toujours eu des Puerto ricainEs, qui ont résisté au contrôles du gouvernement des E.U. Leur résistance, quelque soit sa forme, a toujours été censurée, criminalisée, punie par des années de harcelement, de surveillance et d'emprisonnement, et même, par des exécutions sommaires.

Les lois internationales dénoncent le colonialisme comme un crime et reconnaît le droit des peuples colonisés d'en finir avec le colonialisme par tous les moyens à leur disposition. Les E.U. reconnaissent que cette loi s'applique pour le cas du Puerto Rico. Depuis des années maintenant, le « United Nations Decolonization Comittee » a approuvé des résolutions reconnaissant les droits inaliénables du peuple puerto-ricain pour leur indépendance et pour leur autodétermination.

Les prisonnierEs politiques du Puerto rico sont des travailleurs, etudiants, professeurs, artistes et simplement des pères et des mères.Tous ont rejoint le mouvement independantiste pour lutter contre le colonialisme americain. Ces activistes étaient impliqués dans les années 70 dans des communautés, crêches, syndicats, etc. pour créer des programmes d'éducation, des centres de soin, des crèches, des coopératives et des organisations politiques ; mais, de par leur implication politique et communautaire, ils furent virés de leur travail, de leur université et subirent des pressions de la police et du FBI.

Ainsi se déroula entre 1980 et 1985 une série d'arrestations : environ trente personnes ont été accusées d'avoir agi ou conspiré pour renverser le gouvernement américain au Puerto Rico, c'est à dire d'avoir agi en faveur de l'autodétermination.

Les condamnations.

Les condamnations données aux Puerto RicainEs sont excessives et punitives. Leur but est de punir les activités politiques, le militantisme et la solidarité. Dix personnes sur les quatorze arrêtées entre 1980 et 1983 ont été condamnées à des peines allant de 55 à 90 ans. Les peines moyennes sont de 71,6 ans : 70,8 pour les hommes, et 72,8 pour les femmes. Ces condamnations sont 19 fois plus longues que les condamnations moyennes données en dehors du Puerto Rico. Une bonne majorité des prisonnierEs purge l'équivalent d'une peine à perpétuité. Pour ceux et celles qui ont été arrêtéEs concernant l'affaire Wells Fargo, deux d'entre eux/elles purgent une peine de plus de 50 ans.

Les prisonniers de droit commun, qui ont commis un crime, ont des peines beaucoup plus courtes. Par exemple, les statistiques de la cour fédérale montrent qu'entre 1966 et 1985, la sentence moyenne pour les gens reconnus coupable de meurtre était de 22,7 ans ; de viol : 12,5 ans, d'être en violation avec la loi sur les armes : 12 ans.

Une étude montre que des personnes condamnées par le tribunal d'Etat pour crime violent purgent des peines d'emprisonnement comprises entre 2,5 et 4 ans. Quatorze des prisonnierEs politiques PuertoricainEs ont purgé déjà des peines s'échelonnant entre onze et quinze ans. La nature politique de ces sentences est assez évidente quand on sait que les groupes liés à l'extrême droite, à l'anticommunisme et l'anti-avortement ont des traitements de faveur concernant des crimes violents. Par exemple, en 1976, Orlando Letelier, un leader du mouvement contre la dictature de Pinochet au Chili, ainsi que son assistant ont été tués par l'explosion d'une bombe placée dans la voiture de Letelier, garée en face de son domicile à Washington, DC. Les agents des services secrets chiliens, qui ont admis avoir placé la bombe, ont été condamnés à 10 ans d'emprisonnement, mais, n'ont, en fait, purgé que 5 ans et 2 mois. Un officiel de l'armée chilienne eu une peine de 7 ans pour son rôle dans l'assassinat, et un cubain exilé, qui reconnut son rôle dans cette action, eu 12 ans.

Un « magicien du KKK », qui fut arrêté à bord d'un bateau chargé d'un arsenal d'armes et d'explosifs, dans le but d'envahir une île des Caraïbes, et d'y établir un état suprémaciste blanc, a été condamné à 3 ans d'emprisonnement, et fut libéré sur parole au bout de deux ans. Un autre leader eu une peine de 3 ans pour possession d'armes et pour conspiration. Ce même homme fut, plus tard, condamné à trois ans supplémentaires pour meurtre et harcèlement racial après avoir tué deux « noirs ».

Deux activistes « pro-life » (anti-avorte-

ment) ont été condamnés pour avoir comploté une série d'attentats en Floride incluant le cabinet d'un docteur ainsi qu'une clinique, et ont été mise en liberté surveillée avec une amende ridicule.

Michael Donald Bray, qui a été reconnu coupable d'avoir plastiqué dix cliniques, a été condamné à dix ans d'emprisonnement et a été libéré au bout de 3 ans et 7 mois.

Violation des droits humains

Durant leur emprisonnement, les prisonnierEs politiques ont fait l'objet de traitement cruel et de conditions dégradantes et inhumaines, à cause de leur croyance politique. Ceci est une violation directe des normes internationales, qui interdisent les traitements discriminatoires des prisonnierEs par le personnel pénitencier.

Le réglement fédéral stipule que les prisonnierEs doivent être mis/es en prison le plus prêt de leur domicile et de leur famille. Malgré tout, les prisonnierEs politiques du Puerto Rico ont été tenu/es le plus éloigné possible de leur famille et de leur communauté. Par exemple, ceux/ celles qui ont été arrêtéEs le 30 Août 1985 au Puerto Rico, ont purgé leur peine aux E.U. malgré l'existence de prisons fédérales au Puerto Rico. Adolfo Matos a été transféré dans un prison au sud de la Californie, bien qu'il y ait une prison très proche de l'endroit où habite sa famille. Elizam Escobar a fait une requête pour être transféré dans une prison proche de New York afin d'être plus proche de son fils vivant à New York. Bien que des centaines de prisonniers aient été transférés dans des prisons à New York, la requête d'Elizam a été rejetée pour cause de surpopulation. Des prisonnierEs politiques ont été transferéEs dans différentes prisons (Maximum security prisons : prison de haute sécurité), sans que leur famille ou leurs avocats en soient avertis.

Quelques prisonnierEs ont été agresséEs sexuellement. Par exemple, Alejandrina Torres a été agressée par le personnel dans trois prisons différentes. La première agression eut lieu lorsque Alejandrina fut enfermée dans une prison pour hommes, permettant aux hommes de s'exhiber en face d'elles. La seconde fut commise par un lieutenant, qui la força à faire une fellation et, la troisième lorsque les gardiennes la déshabillèrent et la laissèrent nue. La réponse des autorités aux plaintes d'Alejandrina a été de la placer en isolement carcéral avec interdiction d'appeler sa famille et son avocat pour dénoncer ces abus. Dans une autre prison, une femme la tenait pendant qu'un garde mis ses doigts dans son vagin et son anus durant une « fouille ». Le directeur, qui ordonna la fouille, admis plus tard qu'il ne suspectait pas Alejandrina d'avoir des stupéfiants et que la fouille était en violation avec les règles pénitenciaires.

En dépit des lois des E.U. stipulant que les prisonnierEs doivent recevoir des soins médicaux égaux a ceux délivrés à la communauté, les prisonnierEs politiques du Puerto Rico n'ont eu aucune attention médicale. Par exemple, Haydes Beltran est devenue stérile après qu'un fonctionnaire du pénitencier lui refuse un traitement pour une inflammation du bassin durant cinq ans, sans tenir compte de sa perte de poids et de sévères douleurs au bassin, qui ne lui permettaient pas de rester debout.

Quelques prisonniers ont été enfermés en isolement carcéral dans le but de les détruire physiquement, psychologiquement et politiquement. Par exemple, Oscar Lopez, qui fut enfermé dans la prison de haute sécurité à Marion, Illinois (et, maintenant enfermé à Florence, Colorado) écrivait en 1993 :

« Je suis enfermé dans une cellule de 8 pieds de large sur 9 pieds de long, et en moyenne pendant 22 heures chaque jour. Au moment ou j'écris, je suis resté 36 heures sans sortir, et demain, s'ils ne nous sortent pas, cela fera trois jours sans bouger de cet espace. Dans ce faible espace, je dois tout faire. [...] Mon lit est une plaque de ciment. Et toute la cellule est peinte de la même couleur jaune. D'un point de vue esthétique, c'est aussi attractif qu'une cellule pour animaux de zoo.»

Dans leur rapport de 1987, l'organisation Amnesty international condamnait les conditions de vie à Marion, en disant :

« A marion, les violations des règles minimales de vie [aux E.U. pour le traitement des prisonnierES] sont fréquentes. Il n'y a pratiquement aucune règle, qui ne soit transgressée d'une manière ou d'une autre...»

Certes, la situation de Puerto Rico est bien loin de nous et on peut à juste titre être horrifié par ces événements. Mais n'oublions pas de combattre la poutre qui pourrit dans notre œil tout comme la paille qui nous révolte dans l'œil du voisin.

traduit et compilé de l'ABC

Si vous voulez plus de renseignements ou leur écrire, une brochure plus complète est disponible à PADI.

KIERAN FRAZIER KNUTSON ENFIN LIBRE !



Le jury a déclaré Kieran Frazier Knutson non-coupable. Après deux années de lutte, onze ajournements de procès et deux semaines de procès, ceci est une victoire pour le mouvement antifasciste. Lorsque le verdict fut lu, une explosion de joie eut lieu dans le tribunal.

Plusieurs médias ont couvert cet événement, et, Kieran leur déclara que l'Etat l'avait jugé pour avoir combattu le racisme et le nazisme, et un jury a déclaré que ce n'était pas un crime.

Kieran fut accusé de coups et blessures lors d'une marche anti-raciste, qui eut lieu le 22 octobre 1993 à l'université du Minnesota.

Rappel des faits

Kieran était chargé du service d'ordre, lors d'une manifestation antiraciste à l'université de Minnéapolis, avec six autres personnes. Deux neo-nazis bien connus, Daniel Simmer et Amy Forman, tout deux appartenant aux gang suprémaciste « Northern Hammer Skinheads », se montrèrent et, Kieran ainsi que d'autres personnes s'approchèrent d'eux, mais avant qu'ils ne puissent dire quoi que ce soit, Simmer sortit quelque chose de sa poche, et essaya d'envoyer un coup sur Kieran. Celui-ci pensant que c'était un couteau, se défendit avec sa torche, et une bagarre s'ensuivit.

La police de l'université arrêta Simmer et confisqua l'objet, qui était, en fait, un poing américain. C'est à ce moment là, que l'histoire pris un autre tournant. Plus tard dans la nuit, les flics relâchèrent Simmer sans aucun chef d'accusation, et quatre semaines plus tard, Kieran su qu'il était accusé de coups et blessures, tout ceci basé sur le témoignage des deux néo-nazis. Si la condamnation tombait, Kieran risquait dix ans d'emprisonnement et une amende de $20.000.

Le procés

Suite aux déclarations du juge Pamela Alexander disant que le jugement de Kieran devait débuté le plus tôt possible, le procureur Gemma Graham répondit aussitôt, en proposant à Kieran une offre, qu'il refusa. Elle proposa de nouveau, trois autres marchés, que Kieran refusa également, et, qui aboutirent au procès. Les marchés étaient inacceptables, car tous demandaient que Kieran se prononce coupable de coups et blessures, c'est pourquoi il les refusa, afin de montrer son innocence auprès du tribunal. L'instruction commença le 9 janvier, et dura deux semaines.

Dans sa délibération, le procureur Gemma Graham argumenta qu'il y avait en fait deux jugements, l'un contre Kieran Knutson et l'autre contre les nazis. Sa défense était basée sur deux choses :

- le témoignage (mince) d'un journaliste d'une revue étudiante.
- l'acharnement incessant sur les témoins de la défense ainsi que sur Kieran.

Graham argumenta qu'à travers ce procès, les témoins, Kieran, l'AFDC et l'investigateur de Kieran étaient impliqués dans une conspiration, pour protéger Kieran. Elle clama que les témoignages ont été inventés et, qu'ils ont été fabriqués par l'investigateur de Kieran et de l'AFDC. Elle essaya plusieurs fois de discréditer les témoins à cause de leurs affiliations et croyances politiques.

Keith Elison, l'avocat de Kieran, argumenta qu'il y avait en effet deux jugements, mais, que c'étaient :

- le procès de Kieran.
- un procés contre le militantisme des organisations étudiantes, des mouvements antiracistes, etc.

Il montra que le jugement du procureur était basé sur le discrédit des témoins et de Kieran à cause de leurs croyances politiques, et qu'une telle accusation est ridicule. Il rappela plusieurs fois, que trois témoins ont vu le néo-nazi Daniel Simmer porté un coup envers Kieran, avant que celui-ci ne réagisse, et que l'antiracisme des témoins ne peut changer ce fait.

Finalement, le jury a cru la défense, et Kieran fut acquitté.

Kieran et l'AFDC (l'organisation qui a soutenu Kieran durant ces deux dernières années) vous remercient pour votre soutien et votre aide tout au long de ce jugement.

● ***traduit de l'ABC***



TOUS EN TAULE ! TOUS EN TAULE !



OUAIIIIIH !!!

Brèves

SOLIDARITE

Le CAMI (Collectif d'Aide au Manifestant(e)s interpelé(e)s) s'est constitué pendant le mouvement de novembre-décembre dernier. Il a mis en contact des inculpé(e)s avec des avocats "militants", fait circuler les infos, organisé des fêtes, bouffes, débats... afin entre autre de récolter des tunes pour : envoyer aux gens emprisonnés, et pour payer les avocats.

Le CAMI va garder une structure en place (groupe d'avocats, BP, compte-à-tunes) afin de pouvoir être rapidement opérationnel la prochaine fois.

CAMI, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.

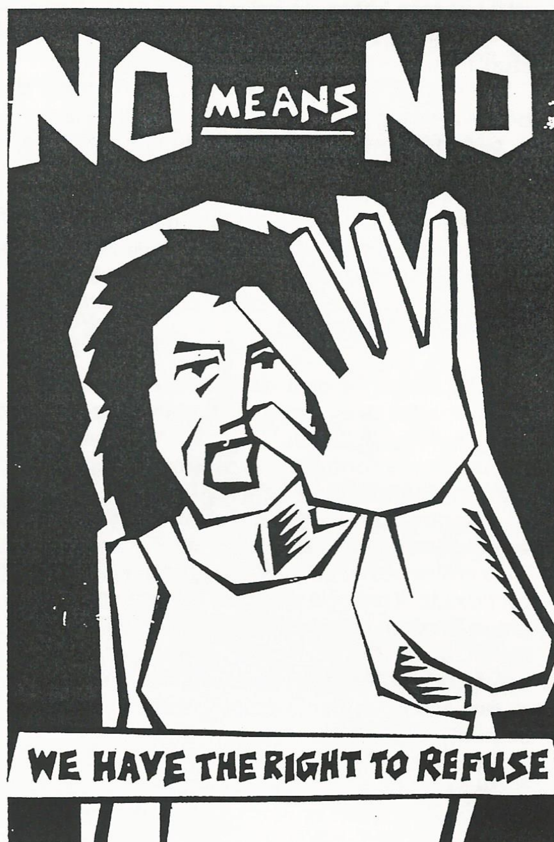
MUMIA ABU JAMAL

Dernières nouvelles de Mumia Abu Jamal (prisonnier politique aux Etats-Unis, condamné à mort pour le meurtre d'un flic (cf Apache n°7). Le 9 février, les avocats de Mumia ont engagé une procédure en son nom devant la cour suprême de l'Etat de Pensylvanie. Ils se basent sur 26 erreurs constitutionnelles et procédurières dans la décision annoncée le 15/9/95 de refuser un nouveau procès à Jamal. On rappellera que le 7 août 1995 un sursis à son exécution a été accordé. Si les appels sont rejetés, Mumia sera probablement exécuté.

Aux EU, 3 046 condamnés attendent dans les « couloirs de la mort ». En 1996, une centaine d'exécutions sont programmées (un record).

D'autre part un gros concert de soutien devrait avoir lieu au mois d'avril à Paris.

SOLIDARITE AVEC VERONIQUE AKOBE



Véronique Akobé, une jeune Ivoirienne, est engagée, le 25 juin 1987, comme employée de maison à temps plein, par un industriel d'une soixantaine d'années, père de deux enfants, qui réside avec son épouse en région parisienne. Selon l'annonce, tous « partent le lendemain en vacances à Cannes et cherchent quelqu'un en urgence ».

Cinq semaines plus tard, le 4 août, Véronique, qui a été « violée par le fils cadet, à plusieurs reprises, en compagnie de son père », tue le fils et blesse le père, avant de s'enfuir par la fenêtre du quatrième étage en effectuant un saut de douze mètres dans le vide. Le 10 août, Véronique est arrêtée en région parisienne où elle s'était réfugiée chez des compatriotes.

Différentes expertises auxquelles elle sera soumise au cours de l'information corroboreront la réalité du viol par des constatations tant clinique (lésions, troubles fonctionnels) que psychologique.

En janvier 1990, le procès s'ouvre devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes, à Nice, devant laquelle Véronique doit répondre des chefs d'« assassinat » et de « tentative d'assassinat ». Malgré le bénéfice des circonstances atténuantes qui lui sont reconnues, elle est condamnée, par un arrêt du 31 janvier, à une peine de vingt ans de réclusion criminelle, dont les deux tiers sont assortis d'une période de sûreté. La sentence tombe, bien que l'avocat général ait requis une peine maximale de quinze ans, tout en soulignant avec insistance la lourdeur de ses réquisitions.

Dans le viol et les sévices qu'elle a endurés, dans le procès et l'incarcération qu'elle vit actuellement, Véronique subit de plein fouet la triple oppression de race, de classe et de sexe. Elle nous le dit dans chacun de ses courriers, c'est le soutien moral et matériel de tous ceux qui ont décidé d'agir qui lui permet de ne pas sombrer dans le désespoir et de survivre, jour après jour, alors qu'elle a entamé, le 10 août 1995, sa neuvième année d'incarcération.

(Article repris de « Rebelles » n°31, avril 1992)

Un comité de soutien s'est constitué pour sa libération et sa non expulsion :
Comité de soutien à V. AKOBE c/o AVFT, 71 rue St Jacques 75005 Paris. Fax : (1) 45 83 43 93.

TEMOIGNAGE

Voilà dans un article un peu long ce qui est arrivé à la section de l'ABC (aide et soutien aux prisonniers politiques et anarchistes) du New Jersey, Etats-Unis.
Si certains lecteurs et lectrices ne sont pas surpris(e)s par les méthodes de la démocratie « Number One » de la planète qui nous guide de sa main bienfaisante, d'autres, j'espère prendront du plomb dans la tête et réaliseront quel danger ils/elles peuvent représenter quand tous et toutes les "bips" s'y mettront.

Le 12 janvier à 1 heure, notre maison a été prise d'assaut par le bureau des shérifs de jackkksonville .

Ils ont emmené Robert Cluesman en taule sous le prétexte de « licence suspendue ».

Ils étaient plus de 20 policiers tous casqués et vêtus d'armures corporelles. Ils ont tenté de nous provoquer et de nous terrifier pour obtenir des informations sur nous.

Pour la plus grande partie, nous n'avons rien dit.

Ils nous ont interrogé sur l'ABC et sur notre groupe local : l' YAM (Mouvement d'action de la jeunesse)

Ils ont interrogé Robert pendant 4 heures en taule. Jenny et Chris dormaient quand la porte a été défoncée et Justin était sous la douche.

Ils ont dit à Justin, Chris et Jenny que Robert les avait laissé entrer. Dehors, ils ont dit à Robert que Justin avait dit que c'était d'accord pour que les flics fouillent et qu'il avait signé un papier.

Ils ont fouillé la maison et interrogé Justin, Chris et Jenny. Ils sont restes trois heures dans la maison, sans mandat. Ils nous ont volé des flingues que nous avions légalement acquis, un scanner de radio, des tracts, des bombes de peinture et des crayons.

La police a ouvertement admis qu'ils n'étaient là que pour obtenir des informations sur l'ABC/YAM.

L'information que nous avons donné à la police a été menue, mais suffisante pour leur donner une idée de notre organisation; et c'est une contradiction flagrante avec tout ce que nous avons pu apprendre ou étudier : notre position a toujours été de ne pas dire un mot. Mais lorsque la police entre avec des flingues, c'est très intimidant. Avec tout ce que nous avions appris et étudié, nous avons violé notre propre politique.

Depuis nous nous sommes réunis pour parler et relire et repenser notre « matériel » concernant le fait de parler à la police. Nous sommes passés par une étape autocritique, qui est très positive pour nous aider à grandir. Peu importe la longueur de la conversation, ça peut être suffisant pour te mettre dans une situation bien pire que tu n'as besoin d'être.

Nous aimerions étendre notre expérience avec toute personne de la Fédération et avertir qu'il faut prendre ces recommandations avec plus de sérieux que jamais auparavant. C'est une chose de parler, ç'en est une autre de faire.

Le 24 janvier à 6h30, de nouveau nous avons été tous arrêtés. Robert était à la maison et Chris et Justin étaient à leur travail. Ils nous ont accusés de « Felony criminal mischief », en pratique d'avoir peint des slogans politiques sur les murs de la ville et de propriétés d'État. Si nous sommes coupables, nous pouvons écoper de 5 ans chacun.

Huit policiers sont entrés dans notre maison et ont arrêté Robert. Huit policiers également ont arrêté Chris et Justin sur le lieu de leur travail, avec comme résultat la perte de leur travail. Nous avons tous été amenés au bâtiment mémorial de la police, séparés puis questionnés. Nous les avons prévenus que nous ne répondrions à aucune question sans la présence de notre avocat. Nous avons passé trois jours en prison et le 26 janvier notre caution a été abaissée. Nous devions être immédiatement libérés mais le papier ordonnant la diminution de la caution avait été perdu et nous sommes finalement sortis après 11 heures du soir.

Nous avons fait circuler les informations sur ce que nous avons vécu, ce qui a eu pour conséquence de faire perdre à Robert son travail. Nous avons en projet de combattre cela jusqu'à la réussite. Nous serons de nouveau en procès le 8 février, cette fois sans barreaux de prison et nous nous tiendrons les coudes. Nous préparons aussi un procès à la police sur la violation de nos droits civiques.

Le but de ces arrestations est de terroriser. C'est étonnant de voir à quelles extrémités ces porcs sont prêts à aller. Plus étonnante est leur stupidité. Pensent-ils vraiment qu'en attaquant nos maisons et en nous volant nos affaires, ils étoufferont la tempête puissante qui rugit dans la conscience des gens. Ils se trompent salement. Leur tentative a uniquement servi à nous rendre plus forts et déterminés à ce que chacun ait une meilleure vie.

Ceci ami(e)s est le genre de lutte à laquelle nous devons nous consacrer. Nous devons prendre conscience que nous sommes tous responsables de la justice et de l'injustice qui se passe dans ce monde et que la neutralité est juste un autre mot pour la résignation.

● ***traduit de l'ABC***

REFUS D'OUBLI !

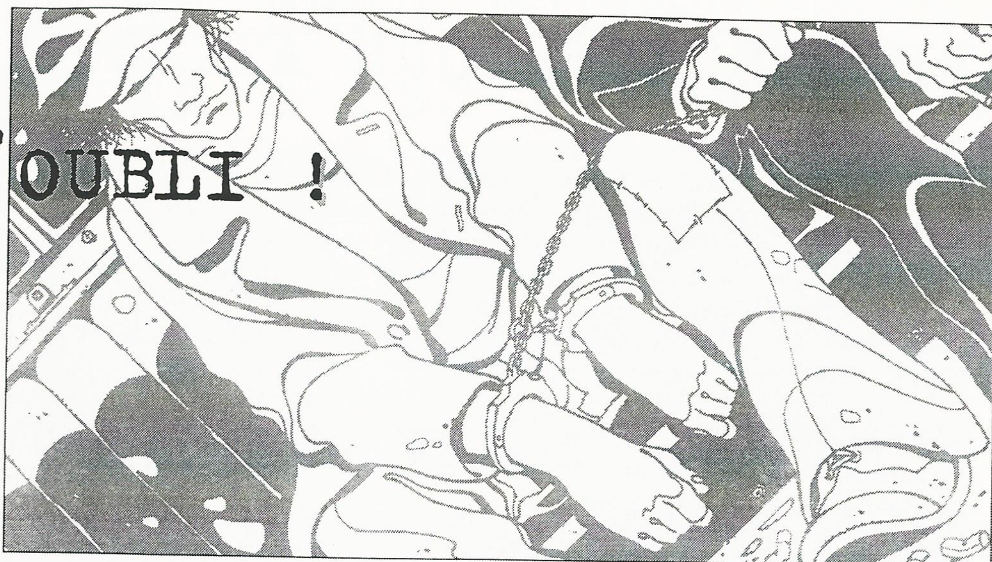


illustration tirée de la BD de Comes « Silence »

Il existe dans les prisons de France, des militants révolutionnaires qui ne sont ni Basques, ni Bretons, ni Corses, ni Palestiniens... des individus qui n'ont pas —par mégarde— accueilli un Basque de l'ETA, des camarades qui ont tenté de déstabiliser l'Etat français, qui se sont unis à d'autres révolutionnaires dans le monde, dans un esprit internationaliste, pour essayer de démontrer qu'unis, nous pouvons hater l'éboulement du système d'exploitation en place ; avec l'espoir d'entrouvrir une porte sur un futur différent.

La police a ratissé large autour de ce feu de colère pour effrayer les proches et détruire les germes d'une solidarité éventuelle. Et si ce fut un échec dans un premier temps, elle a finalement gagné, après l'exécution du général Audran —éminence grise des marchands de canons— et après celle de Georges Besse, PDG alors des usines Renault. Deux actes ciblés où aucun « passant » n'a été « éclaboussé ».

Pour ceux qui n'ont pas souvenance de ce morceau d'histoire, il n'est qu'à voir les réactions concernant la fusillade de Vincennes à la suite de laquelle Audry est mort et Florence arrêtée, pour constater que, dès que la crainte d'être mouillé est dans l'air, la paranoïa ambiante devient palpable. Et les organisations libertaires tirent à boulets rouges, certaines le fleuret moucheté seulement.

La lettre, si critiquée, de Serge Quadruppani à Florence, si elle est paternaliste, a eu le mérité d'être, à ce moment précis, la seule voix qui ne condamnait pas et parlait —avec une certaine tendresse— de solidarité. Ceux qui condamnent, dégainent généralement plus vite le stylo que les autres.

Quels que soient les sentiments et les motivations qui ont sous-tendus son action, Florence est une prisonnière politique, une petite sœur de lutte et de galère.

Lorsque, quittant ce lieu où les murs tournent en rond, j'ai rejoins ce monde où les portes s'ouvrent en appuyant tout bêtement sur une poignée, j'ai ressenti à fleur de cœur la présence de très nombreux copains, amis, camarades qui étaient venus au rendez-vous.

Mais, j'ai quelques jours plus tard touché du doigt l'écume de la vague de peur qui avait déferlé depuis notre arrestation, transformée en condamnation, en réprobation ou en reproches divers —souvent contradictoires et ambigus— enfin en bonne conscience justificatrice d'abandon, lorsque deux vieux copains ont changé de trottoir pour m'éviter.

Les fonctionnaires du grand soir ne nous ont pas accordé le visa réservé aux actes authentiquement nécessaires à la révolution selon leurs critiques exclusifs.

Et, les camarades à l'écoute de l'aspiration de « l'homme de la rue » n'ont pas détecté d'échos allant dans le sens de nos actions.

Des désaccords de fond, de forme, ou de sensibilité politique peuvent être compris et admis. Mais aucune bataille n'est prioritaire dans l'absolu, sa priorité découle du moment, de l'analyse, et non d'un système inébranlable : elle est subjective ! Toutes les luttes peuvent être falsifiées par les médias, et être détournées de leur but —peut être plus encore la lutte armée, privée de son contexte réel.

Il n'y a pas d'attaques criminalisantes et d'oppositions nobles ; pas de tâches valorisantes et d'activités dérisoires. Il y a la route de la révolution sur laquelle nous marchons, sous le vent d'une actualité que nous fabriquons rarement, au rythme de nos recherches et de nos découvertes et selon les convictions que nous nous batissons.

On se souvient des militants d'Action directe en prison chaque fois qu'une grève de la faim les mène aux portes de la mort. Le reste du temps —pour presque tous— ils s'enfoncent dans l'oubli.

Quant à Florence, seules demeurent visibles les jeux de textes.

Pour les militants d'A.D., l'Administration pénitentiaire, nous sachant contagieux nous a isolé, espérant ainsi nous détruire. A une douloureuse exception près, elle a perdu son pari. Nous n'avons trahi ni nos convictions ni nos rêves !

La prison, lorsqu'elle ne détruit pas, rend plus solide ; elle fortifie la conviction d'avoir raison dans un projet de foutre en l'air l'ordre établi. Elle renforce la volonté d'œuvrer pour un monde où l'imagination de chacun permettra de construire, avec la volonté de tous, les bases d'une société où —entre autre chose— la liberté sera inaliénable ; où les flics seront abandonnés à « guignol » et les clés des hochets démodés —un monde où l'exploitation de l'homme sera impensable, impossible ; où le « temps » aura changé de densité et nous appartiendra, où il n'y aura plus ni classe ni prison.

Bien sûr, la révolution aspirine qui guérira instantanément tous les maux, n'existera pas ! Et le « grand soir » n'est pas pour aujourd'hui, mais pour un autre jour !

En attendant, nous connaissons l'exploitation, l'oppression, la répression, les tentatives d'uniformiser, de pacifier, de bétifier, de codifier.

En attendant, nous résistons à ce monde d'écervelage et de culture en boite prête à être consommée. Mais nous résistons à ce monde d'indifférence où beaucoup courent derrrière la sécurité et le fric roi absolu.

Nous tentons de rester attentifs aux autres, de répandre et de cultiver les graines de révolte active, de solidarité et d'amitié, de partager ensemble ce que nous avons —ou trouvons.

Pour aujourd'hui ce n'est déjà pas si mal ! Nous inventons de nouveaux modes de refus, nous forgons aussi les armes nécessaires pour parvenir à nos buts. Sans doute n'employons nous pas tous, toujours les mêmes ; mais nous avançons ensemble.

N'oublions pas nos frangins et nos frangines de lutte. Tous : ceux d'A.D., les Basques, les Libanais, les Corses, les Arméniens, etc. qui derrière les murs gris espèrent en nous.

Pensons à Florence, qui préfère soigner ses plaies sans nous.

N'oublions pas non plus les autres prisonniers et prisonnières, nos frères et sœurs de galère !

A nous de trouver les formes que peut prendre —selon les cas— ce refus d'oubli.

● ***Héllyette***

NDLR. Yaargl ! La lettre de Serge Q. nous fait toujours autant vomir. Cf texte du collectif Apache dans « Apache » n°5.

REPRESSION TOUS AZIMUTS À ATHENES

Le 17 novembre 1995, l'École polytechnique d'Athènes a été occupée par, au départ, environ 2 000 personnes pour, entre autres, exprimer leur solidarité avec la révolte des prisonniers de Koridallos (prison d'Athènes) et revendiquer la libération de notre camarade anarchiste K. Kalaremas, emprisonné sans aucune preuve pour vol de banque et qui fait la grève de la faim depuis le 11 octobre 1995 (il a depuis été libéré après 38 jours de grève de la faim).
Le matin du 18 novembre, la police est entrée dans l'École polytechnique et a arrêté 504 personnes. 137 d'entre eux/elles sont passéEs en procès le 5 décembre et ont été condamnéEs à 40 mois avec sursis (les autres procès se dérouleront jusqu'en mai 1996).

Ci-dessous, un joli tract écrit par certains camarades grecs quelques jours après les arrestations.



Le réveil matinal à la hâte, regard furtif au miroir et à la montre. Cigarette à demi-finie dans le cendrier. Deux gorgées de café. Un rapide « au revoir », « salut », « bonjour », « je suis encore en retard », lancé en partant, sentiments enfermés.

Boulot - École - Petites annonces...

Le regard sarcastique du besoin, de l'emprisonnement, du prof ou du patron, qui répète sans arrêt : « ferme-là ». L'heure de la crise approche. Salaire à la journée, embauche... Besoins courants qui exigent leur accomplissement. Ouvrages que l'on n'a pas choisis, mais qui se sont présentés tout prêts devant nous, pour qu'on les continue.

Des milliers de « pourquoi » nous regardent en face, demandent des réponses...

Des milliers de « il faut » assiègent notre esprit nous privent de notre imagination.

Le temps implacable renforce les plaies rappelant que l'on n'a encore rien vécu comme on l'a rêvé.

Après la misère du matin, retour à la banalité de l'après-midi. Les cafés habituels, atmosphère étouffante, beat assourdissant, rien que des banalités répétées.

Des dizaines de pubs hurlent « consomme »

Des dizaines de flics : « obéis »

Des dizaines de radios : « crois »

Des milliers de regards : « ne réagis pas »

Contournant la solitude du télécontrole et le déferlement du samedi soir, un peu avant un lendemain identique, on a juste le temps de rêver.

Les paroles ci-dessus ne sont qu'un inventaire fragmentaire de moments qui composent notre réalité quotidienne...

Les soi-disant « 50 occupants casseurs de Polytechnique » (selon les médias et la police) étaient finalement 500 !

Tel est le nombre de ceux qui furent arrêtés, ce matin du 18 novembre 1995, la tête haute, chantant et criant des slogans.

Et bien d'avantage furent ceux qui se retrouvèrent le soir du 17 novembre dans l'École polytechnique d'Athènes, faisant face à la guerre chimique sans précédent des C.R.S. et à l'impatience dévergondée des médias qui voulaient la suppression immédiate de l'asile universitaire et le rétablissement de l'ordre.

Koridallos et Polytechnique...

Athènes est une ville propre, comme le déclare souvent son maire, tellement propre et calme qu'elle ne supporte pas deux foyers de pollution et d'agitation en même temps.

Et les 50 étaient finalement 500 !

Sans « raison apparente » de façon polymorphe et « chaotique, ils se sont retrouvés là.

Une volonté inassouvie de liberté était le dénominateur commun de cette rencontre de personnes différentes qui n'ont pas observé mais créé un événement.

Et aussi une mosaïque d'aspirations, un inventaire de quelques uns des centaines de discours et de manières de résistance, de solidarité, de composition et de revendication que produit la réalité du conflit social.

Un événement de solidarité active.

Les banderoles et les micros rappelaient, autant que leur portée le permettaient, la révolte des prisonniers de Koridallos et la longue grève de la faim de Kostas Kalaremas.

En effet, plusieurs des personnes arrêtées se trouvèrent là pour ces raisons, dépassant à l'aide de pratiques collectives, l'éclatement habituellement prévu chaque année dans le cadre de cette nuit particulière du 17 novembre. L'éclatement d'un défoulement aussi bien légitime que limité.

L'aggravation des contrastes sociaux est une réalité même si des luttes analogues de son importance ne se produisent pas encore.

Aussi réel est le choix du pouvoir de répondre, par des persécutions politiques et par la répression, à toute forme de résistance exprimée, même si celle-ci est encore elliptique, indirecte ou hybride.

Nos désaccords et notre attitude critique face à des questions d'organisation et de choix politiques et notre besoin de toucher la réalité, excluent d'avance aussi bien l'arrogance que le défaitisme.

Notre objectif est de faire apparaître, à travers notre lutte quotidienne et l'expression de besoins et de pratiques, le différent et le nouveau, Notre culture !

Nous sommes solidaires avec les 504 inculpés du Polytechnique et nous revendiquons l'arrêt immédiat de leur persécution.

Nous exigeons la libération immédiate de K. Kalaremas et des trois inculpés de la manifestation de Thessalonique (1) qui sont en grève de la faim depuis mi-novembre.

La revendication de la liberté nous concerne tous, et elle ne peut que s'affronter à ceux qui la limitent.

●

1. Le 14 novembre, plusieurs centaines de personnes avaient appelé à une manifestation de solidarité avec K. Kalaremas à Thessalonique.
La manif avait été interdite et des manifestantEs arrêtéEs. (NDLR)

MILITAIRES, FAITES UN EFFORT : JETEZ VOUS DANS LE LAC !



Le mois de novembre a vu le réveil de Genève, et la fin (momentanée) de cette insouciance si frappante quand on découvre ce pays (qui n'est pourtant que la façade d'un état répressif). En effet un colonel de l'armée, Duchosal, a voulu organiser un défilé militaire pour, selon lui « réconcilier les genevoisES avec leur armée ».

Pour mieux comprendre cette phrase, un petit rappel historique concernant Genève s'impose.

- Le 9 novembre 1932, un meeting fasciste ce tient à Genève, une manifestation organisée par la « gauche » ce dirige vers le palais des expos où ce tient le meeting. A une centaine de mètres du but, les militaires barrent la route, devant la volonté des manifestantEs de continuer ils tirent, tuant 13 personnes.
- En 1989, une initiative nationale du GSSA (1) pour l'abolition de l'armée recueille 36% de oui au niveau fédéral. Ce qui est notable, c'est que dans deux cantons le oui est majoritaire : le Jura et Genève.
- Il n'y a pas eu de défilé militaire à Genève depuis plus de 10 ans.

Donc, dans ce contexte, ce cher colonel « Duce-sal » propose une grande manifestation militaire. Il ne pense pas seulement organiser un défilé mais aussi différentes activités éducatives. Il propose de faire intervenir l'armée dans les écoles, une exposition pour montrer le bel armement, un concert gratuit le soir pour les amoureuxSES des marches militaires. Même le défilé doit être imposant, il est censé traverser la ville pour que tout le monde puisse bien en profiter. Mais s'il propose autant, c'est qu'il sait qu'il va y avoir des oppositions et que son programme va être réduit. En effet, dès l'annonce des réjouissances des réactions se font entendre. D'abord, celle positive de la part du chef la police, Ramseyer, mais le contraire aurait été surprenant vu le personnage. La réaction du GSSA consiste à lancer une pétition qui recueille 10 000 signatures en deux semaines pour l'annulation du défilé.

L'accord final maintient l'expo et le concert, mais le défilé est beaucoup plus court (moins d'un kilomètre) et se déplace sur les bords du lac plutôt qu'en plein centre ville. Comme le défilé n'a pas été annulé différentes actions sont prévues. Dès le 15 novembre un spectacle d'une quinzaine de filles enchaînent chants, perfos, poèmes, peintures avec des projections simultanées de diapos, tout ça contre l'armée. Les deux jours suivants des perfos et actions ont lieu en plein centre ville pour interpeller les passants. Le samedi 18 une manif, organisée par le GSSA, a lieu et environ 1000 personnes sont présentes et assistent à des discours de « personnalités ». Certaines personnes ne sont pas satisfaites de l'antimilitarisme de bonne conscience de cette dernière prestation et veulent montrer leur désaccord le jour même du défilé et appellent donc à une manif pour le 21 qui doit débuter à quelques centaines de mètres du rendez-vous des militaires. Le GSSA considérant que ce serait une provocation n'appelle qu' à un petit rassemblement en fin de soirée devant la pierre commémorative des morts de 1932. A partir de là des affiches assez radicales commencent à fleurir dans la ville. Le 21, le rendez-vous est donné à la fameuse horloge fleurie, une demi heure avant le défilé. Là se retrouvent environ 500 personnes, dont beaucoup masquées ; il y a beaucoup de jeunes. Une banderole faite de plusieurs matelas mis côte-à-côte prend la tête du cortège, mais, trés vite, un barrage de keufs bien équipés empêche la progression. Ensuite, tout part trés vite : avertissements des keufs, réponses aux cocktails de la part des manifestantEs. Les matelas sont enflammés et lancés sur les robocops, jets de peinture, de pétards et affrontements à coup de bâtons Nos amis les bêtes, eux, utilisent des gaz, des lances à eau et, évidemment, les si indispensables matraques ! Cela dure une bonne demie heure avec en prime une voiture militaire renversée et incendiée. Voyant la situation bloquée, le cortège repart pour essayer de rejoindre le défilé par un autre chemin, mais, de nouveaux barrages et de nouveaux affrontements avec, ce coup-ci, l'aide d'un chantier qui fourni les manifestantEs en provisions. Les possibilités d'intervenir sur le défilé étant definitivement bloquées, le cortège se dirige sur le centre ville en direction de l'arsenal. Chemin faisant, le quartier commerçant est traversé. Là, des vitrines de banques et de Mac Donald sont brisées ainsi que celle d'un magasin religieux. Sous le coup des charges de flics, le cortège se divise un peu, mais tout le monde se regroupe pour aller devant l'arsenal qui est correctement protégé. Même scénario qu'en début d'aprés-midi, sauf que là, les interpellations commencent. Cependant, deux personnes ayant été attrapées par des flics en civil ont pu être libérées par d'autres gens qui avaient vu la scène (ils finiront la manif menottés). Ensuite, le groupe se dirige vers la caserne où attendent aussi les militaires armés de jolies barres ; des pierres volent, et les manifestantEs décident de se rendre au rendez-vous du GSSA. A l'arrivée, il y a très peu de monde. Gilardi (2) prend le micro et des discussions ont lieu entre le GSSA qui veut « calmer les esprits pour éviter les débordements » et les jeunes qui refusent la récupération politicienne et veulent montrer leur détermination antimilitariste et leur insatisfaction générale face à une société qui se veut très conciliante, mais où l'argent et le luxe côtoient la répression et le racisme (mesures de contraintes). A ce moment, c'est le grand retour en force des flics, en réponse une barricade est érigée grâce à des palissades. Les charges de keufs se succèdent face à des groupes qui se déplacent dans la ville. Un hélicoptère suit les manifestantEs avec un énorme projecteur ce qui facilite la chasse. Tout se termine vers 9 heure du soir, alors que les policiers sont de plus en plus violents.

A part ce cortège, d'autres actions ont été menées en opposition au défilé. Des personnes ont essayé d'arrêter les militaires en se couchant devant les chars, il y a eu aussi des bateaux sur le lac avec des banderoles antimilitaristes. Chaque fois les policiers sont intervenus de manière rapide et violente. Ceux et celles qui se sont couchéEs devant les chars ont eu aussi à encaisser les insultes des pro-défilé, parfois plus virulentEs que les keufs. Il y eu aussi plusieurs petits groupes de manifestantEs qui essayaient de bloquer la circulation à différents endroits de la ville.

Le résultat de l'entêtement de Duchosal est que 1 700 militaires ont défilé sur moins d'un kilomètre protégés par un dispositif impressionant de flics (toute la police de Genève était mobilisée, tous les congés ayant été suspendus). 9 personnes ont été interpelées, dont 7 mineurEs et plusieurs matraquées. Parmi les interpeléEs, un homme d'une trentaine d'année qui voyant la violence avec laquelle les flics chargeaient, a jeté un pot de fleur de chez lui (troisième étage) sur les forces de l'ordre. Il a été

accusé de tentative de meurtre alors que le pot a atteri à plusieurs mètres des policiers et que son geste était plus une réaction à la violence policière qu'autre chose.

Le soir même, la solidarité s'organise, on essaye de savoir qui a été interpelléE et une manif pour la levées des inculpations est prévue pour le samedi suivant. Les interpeléEs sont conduitEs en prison mais seront relachéEs dès le lendemain. A la manifestation de samedi, sont présentes environ 2 000 personnes, ainsi qu'un important dispositif policier.

Pendant des semaines la presse ne parle que du défilé, certainEs parlant de casseurSEs, d'autres parlant de violence policière et de provocation de la part de Duchosal et Ramseyer. La presse a même parlé de casseurSEs professionnelLEs venant de l'étranger (la presse raciste ? Vous plaisantez j'espère !). De toute manières tout le monde est surpris par la détermination des jeunes, qui malgré les charges se regroupaient toujours pour repartir (il y avait beaucoup de mineurEs). Pendant des semaines, les débats vont bon train sur le malaise des jeunes.

Début janvier, l'affaire reprend avec la plainte d'une banque (UBS : Union des Banques Suisses) pour bris de vitrines (selon eux, environ 300 000 francs français de dégâts). Sur dénonciations, des jeunes sont convoquéEs. Comme par hasard ils/elles sont proches ou menbres d'un groupe d'une vingtaine de jeune très actifs/ves (répression ciblée envers les milieux radicaux et squatters) Un d'eux/elles sera détenu plusieurs jours. Un concert sauvage de soutien est organisé devant la prison pour sa libération. Finalement, grâce à des témoignages l'inculpation est levée : le signalement fait par le dénonciateur ne correspondant pas à l'arrêté. Fin janvier, une manifestation pour la levée des inculpations a lieu, de la peinture et des pétards sont jetéEs sur l'arsenal, devant la caserne et sur la banque qui a portée plainte, ainsi que sur le palais de justice et sur les policiers. Quelques journalistes prennent aussi des couleurs, mais quand on est menteurSEs professionnelLEs au service de l'Etat et du côté de la répression, on doit s'attendre à tout.



c'est joli, une voiture de militaires qui crame, non ?

Maintenant, tout le monde attend les procès en espérant une forte mobilisation et solidarité s'il y a des condamnations.

A Genève tout n'est pas insouciance, la contestation est là, elle couve et parfois explose malgré la répression et les tentatives de récupérations. Je crois que pour une fois, il y a eu le feu au lac !

● *Josépaldir*

1. GSSA : Groupe pour une Suisse sans armée. ce groupe a été créé en 1988 avec pour dynamique le lancement de l'initiative nationale, mais vu le succès, le groupe c'est maintenu, continuant à mener des campagnes. Ce groupe se positionne à gauche de la gauche et comme souvent avec ce genre de mouvement on y voit des tentatives pour se faire une place au soleil.

2. Gilardi est le porte parole du GSSA, il se veut le porte parole de l'antimilitarisme et l'interlocuteur privilégié face au pouvoir. C'est oublier que certainEs ne veulent pas de représentations-récupérations et que l'antimilitarisme ne s'arrête pas aux "votations" et aux pétitions.

INSOUMIS EN BRETAGNE



La lettre qui suit explique les motivations qui poussent deux jeunes (Germinal Vallès-Soto et Mickael Lelann) à refuser l'institution militaire française. Ils sont membres du Réseau autonome de Bretagne, qui par la même occasion a décidé de lancer une campagne d'agitation antimilitariste en Bretagne. Si vous voulez prendre part à cette initiative contactez-nous à l'adresse suivante : DISPAC'H, 16, rue Sanlecque, 44000 Naoned.

SI L'ON dresse aujourd'hui un portrait économique et social de la Bretagne, c'est à un visage hideux que l'on doit faire face : des campagnes désertées ou exploitées industriellement, des villes où design et technologie côtoient chômage et misère, une côte de plus en plus vouée au bétonnage et au tourisme de masse. Mais au beau milieu de toute cette fange, un secteur reste florissant : l'armée.

L'armée avec ses arsenaux, sa marine, sa Force d'Assassinat Rapide, s'étend sur notre pays et, telle une lèpre, envahit l'ensemble de la société. Car l'armée est résolument moderne ! Elle forme des techniciens de tout poil, offre une carrière ou un bon démarrage dans la vie active à un nombre toujours grandissant d'individus. Ainsi introduite dans la société « civile », elle peut aisément faire oublier son véritable rôle : bras armé de l'état français, elle soutient les dictatures dans les néo-colonies par le biais des ventes d'armes (la France est le premier exportateur d'armes vers le tiers monde) et par ses interventions armées à l'étranger, réprime les mouvements populaires de protestation (gendarmes mobiles pendant le mouvement anti-CIP où les émeutes de pécheur) et participe, par le biais de la gendarmerie, au contrôle des populations rurales. De plus, en tant qu'institution totalitaire, elle ne peut tolérer une quelconque critique à son encontre : il suffit pour s'en convaincre de regarder comment elle traite les insoumis, déserteurs et autres réfractaires à l'ordre militaire.

Enfin, tant par sa présence dans la société civile que par le biais du service militaire, l'armée introduit ses valeurs exécrables jusque dans nos foyers et nos bistrots de quartier : contre la démocratie et la responsabilité, elle impose ses valeurs autoritaires et bureaucratiques ; contre le droit à la différence, la tolérance et au respect entre les peuples, elle attise le racisme le plus obtus, racisme qui s'exerce contre tous les êtres contraires à la triste normalité militaire que se soit contre les femmes, contre les étrangers ou contre les partisans de l'amour libre (homosexuels, lesbiennes et autres cauchemars de la sainte et exemplaire Famille chrétienne et occidentale !!!).

C'est pour nous opposer à cette société en général et à son armée en particulier que nous avons décidé, après avoir demandé le statut d'objecteur de conscience, de nous insoumettre à l'armé française.

BEVET BREIZH DISUJET !!! ●

ANTIMILITARISME EN TURQUIE

Etre objecteur de conscience en France n'est déjà pas facile. Mais l'être dans un pays en guerre où l'article 155 du code pénale définit : « Le fait de détourner le peuple de son armée est un crime ». Un pays où le fait de critiquer l'armée, la guerre, ou ses conséquences économiques est passible des pires ennuis (incarcérations, tortures, morts...).

Ce pays qui vient de rentrer dans l'union douanière européenne est la Turquie. Pays connu pour sa répression terrible envers les Kurdes et les minorités. Pays commandé par une caste de militaires, où depuis peu le parti de la prospérité (Refah, islamiste) constitue la première formation politique à l'issue des élections législatives du 24 décembre 1995. Pays où le service militaire est de 18 mois, où les conditions de ce service dépendent de la région (plus dure à l'est (guerre) qu'à l'ouest) et de son identité (Kurde, minorité...).

Alors dans ce cadre joyeux se déclarer objecteur publiquement, refuser de participer à la logique guerrière et construire une nouvelle voie pacifique mérite l'attention particulière de tous les réfractaires des autres pays.

CREATION D'ISKD

C'est cette voie qu'on choisit quelques jeunes en créant en 1992 l'Association des Résistants à la Guerre (Izmir Saras Karsitlari Dernegi).

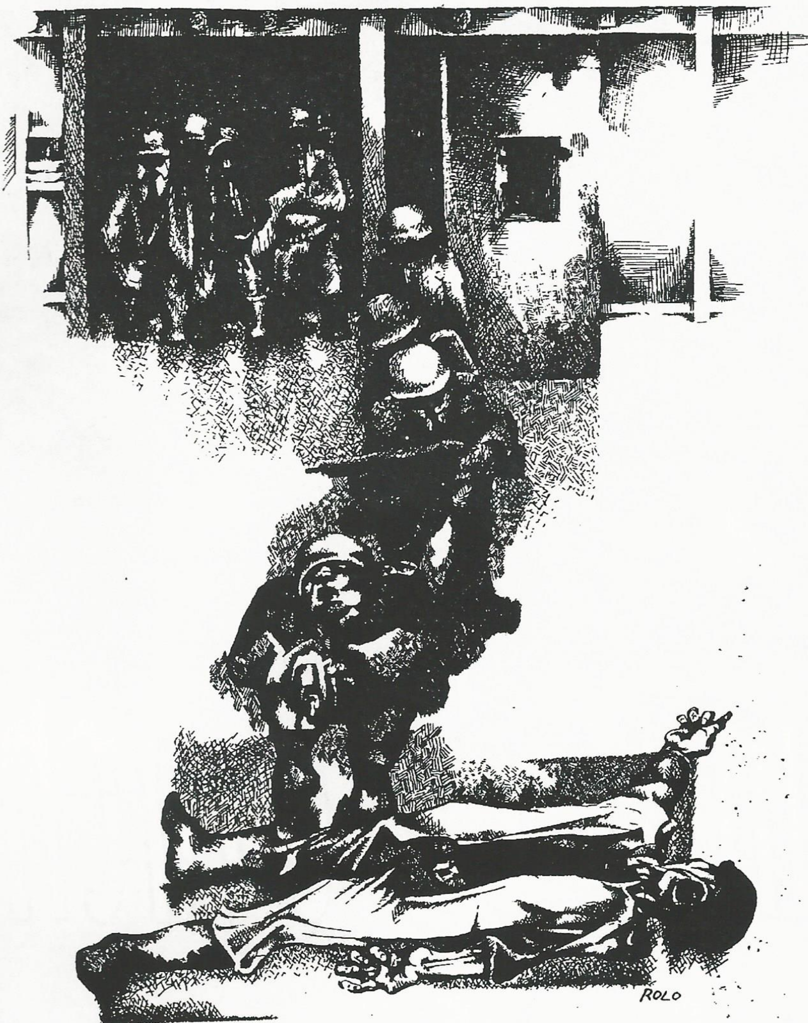
En janvier 1993, ils commencent une campagne anti-conscription avec 6 objecteurs (à présent 30 personnes se sont déclarées objecteurs).

Ils organisent en mars 1993 à Newroz une délegation au Kurdistan pour observer la situation. Au moment de cette délégation l'ISKD fonda la plate-forme pour la paix d'IZMIR avec des groupes venant des syndicats et partis de gauche.

En juillet 1993 ils organisent l'ICOM (International Conscience Objectors Meeting) à MILAS/OREN. Ce fut la plus grande réunion non-officielle qui s'est tenue en Turquie depuis ce jour, avec 90 participants venant de 19 pays différents. Cela a permis à cette jeune association d'être reconnue aux yeux des autorités comme faisant partie à part entière de l'échiquier politique.

L'un des effets de l'escalade de la guerre et de la publicité croissante autour des militants fut l'interdiction de l'association en novembre 93.

Après l'interview de son président à la TV ont débuté des procès contre les antimilitaristes, une publicité grandissante pour l'association et une interdiction (officieuse) de toute presse et tracts antimilitaristes.



L'association fut reconstituée à la fin février 94. La délégation prévue par le groupe de travail de l'IRG Turquie-Kurdistan pour le 15 mai 94 a été annulé à cause de la radicalisation de la situation.

Ne pouvant effectuer avec les ONG un travail sur le terrain même, ils démarrent en 95 une campagne antifasciste ; préliminaire pour eux à la publicité contre la guerre dans l'ouest de la Turquie, car la guerre donne une légitimation aux groupes fascistes. Cette campagne antifasciste en compagnie d'une association de défense des droits de la personne est appelée IHD. La campagne est menée dans l'idée de pouvoir grandir sans structure hiérarchique de pouvoir et sans qu'elle soit récupérée par une idéologie ou une organisation. Le slogan est « Ne laisse pas atteindre ton ami » en turc « Arkadasina Dokundurtma ». Ils organisent par exemple une liane téléphonique fonctionnant en réseau pour l'organisation de manifestations massives après des attaques.

Ils ont des objectifs politiques, sociaux et culturels. Leur organisation est décentralisée et anti-hierarchique. Chaque groupe est autonome et ils publient un mensuel qui est le seul magazine turc des résistants à la guerre.

Solidarité pratique

Leur journal (le Fusil Brisé) est fait en collaboration avec des Allemands. Il y a une version anglaise de ce journal. Des délégations d'observation internationale sont organisées pendant les procès en Turquie. Toute personne est invitée à les soutenir et à leur rendre visite. Ils organisent avec des associations libertaires allemandes des actions non violentes.

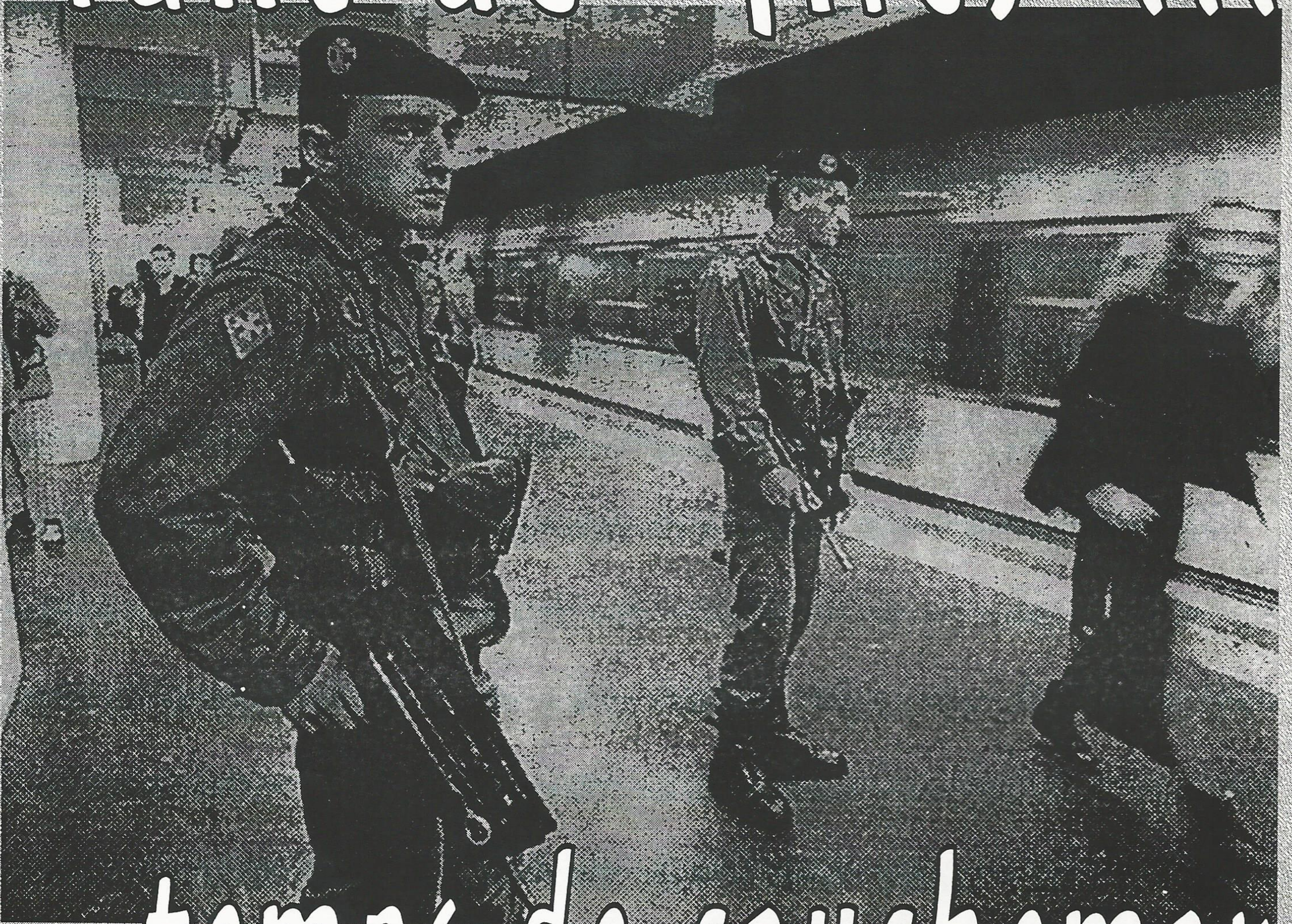
Pour la première fois en décembre 95 un objecteur d'ISKD est venu en France dans le cadre d'un mini tour de France (+ Allemagne) organisé avec France sans armée. Ils ont été accueillis à Strasbourg, Nancy, Colmar et Paris. Cette campagne n'étant soutenue financièrement que par quelques individus merci de participer en envoyant des thunes à : Association France sans armée 19, rue principale, 68140 Griesbach au val ou à ISKD

Je concluerais par une citation d' Osman lors de son exposé fait à la réunion de l'ICOM 94 : « Ne pensez pas qu'après vous avoir exposé tant de mauvaises situations, nous soyons démoralisés. Absolument pas ! C'est un plaisir de resister, cela nous montre que nous sommes en vie !! »

● ***Gilaly***

ISKD 1468 Sokak, n° 14, Alsancak-Izmir, Turquie.
Tel: 0.232.464.24.92 Fax: 0.232.464.08.42

Tant de "flics"...



...temps de cauchemar

DURANT 4 MOIS (7/9/95-15/1/96), VICHYPIRATE CE FÛT : 2 900 000 PERSONNES CONTRÔLÉES, 70 500 INTERPELLÉES, 21 500 MISES À LA DISPOSITION DE LA JUSTICE POUR DES DÉLITS SANS LIEN AVEC LE TERRORISME. LES RAFLES ONT PERMIS DE TROUVER 21 500 PERSONNES EN INFRACTION AVEC LA LÉGISLATION SUR LES ÉTRANGERS, CONDUISANT À 2 324 RECONDUITES À LA FRONTIÈRE ET 20 000 « REFUS D'ADMISSION SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ». LA SOI-DISANTE MOBILISATION DE L'ARMÉE ET DE LA POLICE (32 000 UNIFORMES IMPLIQUÉS QUOTIDIENNEMENT) CONTRE LE TERRORISME A SURTOUT CONSISTÉ DANS LA MULTIPLICATION DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ, LE RESSERREMENT DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE DES FLUX MIGRATOIRES ET LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE URBAINE. DEPUIS LE 15 JANVIER, CE SONT TOUJOURS 1 600 MILITAIRES (AU LIEU DE 4 800), QUI CONTRIBUENT À LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE. A CROIRE QUE LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR A OUBLIÉ LE RAPPORT DES R.G. DE DÉCEMBRE 1995 QUI ÉTABLISSAIT QUE LE DÉPLOIEMENT DES FLICS DANS LE CADRE DE VIGIPIRATE ÉTAIT RESPONSABLE DU DOUBLEMENT DES ACTES DE VIOLENCE URBAINE ENTRE OCTOBRE 1994 ET OCTOBRE 1995. A CROIRE VRAIMENT QUE LES DÉLINQUANTS NE SONT PAS CEUX QU'ON CROIT...